

DROITS SUCCESSORAU DU CONJOINT SURVIVANT EN BULGARIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Juillet 1938, à 14 heures

PAR

Ivan Stéphan H.-PETROFF

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. CASSIN, Professeur

Suffragants : MM. ESCARRA, Professeur
MAZEAUD, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THESE POUR LE DOCTORAT

DROITS SUCCESSORAU DU CONJOINT SURVIVANT EN BULGARIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Juillet 1938, à 14 heures

PAR

Ivan Stéphan H.-PETROFF

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. CASSIN, Professeur

Suffragants : MM. ESCARRA, Professeur
MAZEAUD, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MON REGRETTE PÈRE

A MA MÈRE

A MES ONCLES PAUL ET MATHIEU

*En témoignage de ma reconnaissante
affection.*

INTRODUCTION

§ 1. — *Les droits du conjoint survivant en législation*

Lorsqu'on considère les droits que la loi accorde à un conjoint dans la succession de son époux prédécédé, on est frappé par la diversité des solutions admises par les différentes législations. Les unes lui donnent une place tout à fait privilégiée en lui accordant une part importante de la succession *ab intestat*, c'est le cas, par exemple, de l'Allemagne, de l'Angleterre, des Pays-Bas et de la France depuis la loi de 1930, dans certains cas. Certaines législations lui accordent même une réserve, la Suisse (1) et l'Italie (2), par exemple. Mais à l'inverse il y a des pays où l'on a réduit ses droits à l'extrême, où même on ne le fait pas venir à la succession en présence de la famille du sang : tel était le cas du droit français sous l'empire du code civil avant les réformes apportées par la loi de 1891. Mais les pays de ce dernier groupe sont actuellement en minorité, l'évolution s'est faite dans le sens de la reconnaissance de droits de plus en plus étendus au conjoint survivant.

Si nous n'examinons que les législations qui accordent des droits au conjoint survivant, la di-

(1) Article 471, al. 4 du code civil suisse.

(2) Articles 812 et s. du code civil italien.

versité subsiste dans le mode et dans la quotité de ses droits. Dans certains pays, il est héritier, dans d'autres, successeur irrégulier. Certaines lois lui donnent des droits en usufruit, d'autres en pleine propriété. Ici il a droit à une quote-part de la succession, là ses droits varient avec le nombre ou la qualité des héritiers en face de qui il est en présence.

La solution à donner à ces différentes questions dépend de l'idée qu'on se fait du fondement des droits de succession, fondements qui sont variables comme les notions sur lesquelles reposent le droit de succession, la famille et la propriété (3). Longtemps on a fait dépendre le droit de succession de l'un ou de l'autre des deux systèmes qui se sont partagés les faveurs des législateurs dans le temps et dans l'espace. Système fondé sur la copropriété familiale, système fondé sur les affections présumées du défunt (4). Mais à l'heure actuelle s'est fait jour, de plus en plus, une troisième conception qui répond mieux aux exigences économiques et sociales modernes, la conception alimentaire du droit suc-

(3) Vallier, Thèse de Paris, 1902 : « Le fondement de la dévolution successorale », § 832, p. 578 :

« Le droit n'est pas immuable, il est dans un perpétuel devenir, il varie sans cesse avec les nécessités auxquelles il répond, les faits auxquels il s'adapte et ceci est surtout vrai lorsqu'il s'agit des successions, parce qu'elles sont la combinaison de deux notions essentiellement variables, la famille et la propriété. »

(4) R. Savatier, « Le droit, l'amour et la liberté », Paris, 1937, n° 99 :

« On ne peut trouver aux droits de succession à un patrimoine que deux fondements rationnels qui, tour à tour, dans le passé ont dominé les institutions. L'un est la volonté présumée du propriétaire précédent ; l'autre est la copropriété familiale, la continuité de la famille, conçue comme organisme social et dont les ressources doivent être maintenues. »

cessoral. « Il vaut mieux, disent MM. Maury et Vialleton, écarter cette notion de testament présumé et dire qu'à la base de la dévolution *ab intestat* il y a un devoir personnel et social à la fois de chacun envers ses proches... Les applications, les modalités de ce devoir familial ne peuvent pas se concevoir comme une construction arbitraire de la loi : elles reposent sur le sentiment des obligations de famille tel qu'il est admis dans l'opinion commune » (5). M. Rodière a repris tout récemment cette idée dans le rapport qu'il a fait au Congrès de droit comparé de La Haye (1937). « A la dévolution héréditaire classique, dit-il, destinée à la transmission de toutes les richesses et fondée soit sur les affections du défunt, soit sur les droits des successibles à l'appréhension des biens ancestraux, tend à se substituer une dévolution des moyens de consommation, destinée à la subsistance des héritiers et fondée sur les devoirs alimentaires du défunt. Dans cette deuxième conception, les successibles sont ceux qui, du vivant du *de oujus*, étaient ses créanciers d'aliments. Ils reçoivent dans la distribution de ses dépouilles un capital qui se substitue à leur créance de subsistance » (6).

Que deviennent les droits du conjoint survivant dans ces différentes conceptions ? Si l'on considère que le fondement des droits de succession c'est la copropriété familiale, on écartera le conjoint ou on restreindra ses droits, car sa présence ne doit pas nuire aux parents du sang. C'est la vieille idée féo-

(5) Planiol et Ripert, « Traité pratique de droit civil français », Paris, éd. 1928, T. IV, n° 5, par Maury et Vialleton.

(6) R. Rodière, « Evolution comparative des droits successoraux du conjoint survivant », Bulletin trimestriel de la Société de législation comparée, 1937, n° 4, pages 295 et s.

dale que la propriété des terres ne doit pas sortir de la famille. Cette idée perd aujourd'hui du terrain, et dès le début du xix^e siècle on critiquait cette opposition entre le conjoint et les autres membres de la famille. Le conjoint n'est-il pas à l'origine même d'une famille et la vie familiale, à l'époque moderne, ne se concentre-t-elle pas dans la cellule étroite composée des parents et des enfants ? « Le lien qui unit les époux, dit Boissonade (7), n'est-il pas aussi étroit, aussi égal et aussi naturel que le lien du sang ? N'est-il pas lui-même un autre lien du sang, le premier lien naturel, le lien type de la famille, celui dont les autres ne sont que la dérivation ? Le mariage étant la source de toute parenté et de toute consanguinité, comment ne serait-il pas lui-même le premier parent, la première consanguinité ? La souche peut-elle avoir une autre nature que la branche, le rameau et le fruit ? » Si au contraire, on part de l'idée que la succession doit être répartie suivant l'affection présumée du défunt, on est amené à donner une part de la succession et même une part importante au conjoint, quels que soient les héritiers en face de qui il se trouve. « Si le droit de succession, dit M. Leballe, se fonde sur l'intention présumée du défunt, sur la volonté qu'on lui suppose quand il ne l'a pas exprimée, rien n'est plus légitime que de faire une part au conjoint survivant auquel il est certain que le défunt a pensé ou dû penser » (8).

La conception alimentaire de la succession, enfin, est encore plus favorable aux droits du conjoint

(7) Boissonade, « De la condition juridique de l'époux survivant » (projet de loi), page 7.

(8) Beudant et Lerebours-Pigeonnière, Cours de droit civil français, 2^e éd., T. V. « Les successions *ab intestat* », par R. Leballe, page 124.

survivant : « ... parmi les personnes dont on pensera que la mort du *de cuius* peut les laisser sans ressources, on ne manquera pas de compter, et en première place, le conjoint survivant » (9). Il semble que ce soit cette idée qui ait été à la base des réformes françaises. « En 1891 et en 1896, nos législateurs ont développé et affermi les droits du conjoint survivant et de l'enfant naturel au nom de cette idée et au nom des devoirs qui incombent à chaque individu envers les membres du cercle familial étroit qui l'entourent » (10).

Ces différentes conceptions ne se rencontrent pas à l'état pur dans toutes les législations, et en combinant les deux premiers systèmes on arrive à reconnaître certains droits au conjoint survivant, tout en protégeant la famille du sang. C'est cette solution qui est actuellement celle du droit français : il a reconnu des droits successoraux de plus en plus importants aux époux, mais la garantie des droits de la famille y est assurée par différents moyens : par l'existence d'une quotité disponible spéciale entre époux ; par le fait que l'époux survivant succède *ab intestat* en usufruit dans un nombre encore grand de cas, toutes les fois en particulier qu'il y a des descendants nés du mariage ; par le fait aussi que la quotité de ses droits varie avec les parents en présence de qui il vient en concours, ses droits étant de plus en plus importants à mesure que le degré de parenté des héritiers est plus éloigné. Le système du droit français n'a d'ailleurs pas échappé aux critiques. La situation du conjoint sur-

(9) Rodière, *op. cit.*, page 297.

(10) Cassin, Thèse de Paris, 1914 : « La conception des droits de l'Etat en matière successorale dans les projets du Code civil suisse », page 12.

vivant résulte aujourd'hui de réformes successives et fragmentaires, et on a reproché au législateur de ne pas s'être aperçu qu'en faisant succéder le conjoint tantôt en usufruit, tantôt en pleine propriété, il introduisait une « véritable rivalité », pour employer l'expression de M. Le Breton qui n'hésite pas à donner la préférence au droit en pleine propriété (12).

Quelle que soit la faveur avec laquelle on considère le conjoint survivant, il y a, néanmoins, des raisons sérieuses qui peuvent conduire à le traiter d'une façon un peu différente des héritiers du sang et à lui faire une place spéciale, soit dans la dévolution, soit dans le partage de la succession. C'est que les époux ont eu pendant le mariage des rapports pécuniaires d'où ont pu résulter pour eux certains avantages. L'existence d'abord de leur régime matrimonial a eu des conséquences importantes dans les pays qui adoptent un régime communautaire. L'époux tire du partage de la communauté des profits qui rendent moins immédiate la nécessité de lui accorder des droits successoraux. De plus, indépendamment du régime adopté, l'époux survivant a pu recevoir des libéralités de

(12) Le Breton, « Les principes de la dévolution successorale et le nouveau droit *ab intestat* du conjoint survivant », Thèse de Toulouse, 1932, page 155 :

« Une véritable rivalité qui va se manifester entre le droit d'usufruit et le droit en propriété, véritable antagonisme qui sépare les lois du 9 mars 1891, 3 avril 1917 et 29 avril 1925 d'une part, et d'autre part la loi du 3 décembre 1930. Les premières ont créé, stabilisé et augmenté le droit en usufruit... La seconde se rallie au principe du droit en propriété et le fait progresser. La succession légitime se trouve encadrée par deux assaillants qui viennent vers elle de deux directions opposées. La conclusion est claire, il faut supprimer la rivalité, le droit critiquable, et retenir le droit de propriété. »

son conjoint, par contrat de mariage, ou autrement. Il faudra savoir alors s'il peut conserver ces donations tout en venant à la succession, ou si, au contraire et dans quelle mesure, il doit imputer celles-ci sur ses droits dans la succession. Si libéralement que les législations traitent le conjoint survivant, elles ne peuvent faire complètement abstraction de sa qualité d'époux, c'est pourquoi on rencontre dans presque toutes des dispositions spéciales à son sujet.

L'intérêt juridique et social qui s'attache à toutes ces questions nous a amené à étudier le problème dans notre législation nationale. Quelle est, en effet, la situation qui a été faite par le droit bulgare au conjoint survivant ? Cette situation est très favorable, nous le verrons. Le conjoint survivant hérite *ab intestat* en pleine propriété ; il est, d'autre part, protégé contre les libéralités du défunt par une réserve à son profit.

Cette faveur s'explique par trois facteurs principaux. En premier lieu, un facteur historique : les anciennes coutumes locales pour la plupart, nous le verrons, accordaient des droits en pleine propriété au conjoint survivant.

Ensuite, l'état d'esprit dans lequel a été voté la nouvelle législation civile bulgare. La Bulgarie venant de recouvrer son indépendance, l'esprit démocratique et libéral ont présidé à l'élaboration des différentes lois et ce sont des inspirations généreuses qui ont poussé à la solution du problème.

Enfin, le droit bulgare a subi l'influence des droits français et italien qui ont été les sources principales auxquelles il a puisé pour se donner une législation moderne. Le code italien avait fait au conjoint survivant une situation bien meilleure que le Code Napoléon de 1804, et les solutions qu'il a admises, nous le verrons, ont servi bien souvent de

guide au législateur bulgare. Le droit français, par l'intermédiaire du code civil italien, a servi aussi de modèle au législateur bulgare. Sur le point particulier des successions entre époux le droit français était, au moment du vote de la loi bulgare, en pleine transformation. On discutait déjà le projet qui devait aboutir à la loi de 1891, en réaction contre la sévérité du Code civil (13).

Le droit bulgare a d'ailleurs dépassé ses prédécesseurs, car il avait derrière lui une tradition très forte et les circonstances économiques ne s'opposaient pas au morcellement de la propriété, en particulier de la propriété rurale qui avait la forme de petites propriétés très divisées. Le législateur de 1890 avait d'ailleurs poussé trop loin l'esprit individualiste, et une loi de 1906 est revenue en arrière sur certains points. Enfin, il était d'autant plus nécessaire de régler la situation pécuniaire du conjoint survivant, que le régime matrimonial de droit commun est un régime séparatiste qui ne prévoit, en particulier, aucune garantie de la fortune de la femme et que les régimes communautaires, s'ils sont admis en principe par le droit bulgare, ne sont jamais choisis en pratique par les époux. La tendance incontestable qui se manifeste aujourd'hui à adopter de plus en plus les régimes matrimoniaux à administration séparée, conduit à la nécessité d'affermir la situation du conjoint sur le terrain successoral pour compenser les avantages dont il pro-

(13) Boissonade, *op. cit.*, résume les critiques en disant :
« En n'appelant le conjoint à la succession du prédécédé qu'à défaut de tous parents légitimes ou naturels, ils ont méconnu tout à la fois les principes de l'équité naturelle, les conséquences normales d'une affection présumée et les devoirs nécessaires qui naissent de la plus complète communauté d'existence. »

fitera de moins en moins sur le terrain matrimonial (14). C'est pourquoi nous allons rapidement retracer, dans cette introduction, la condition juridique des conjoints dans notre droit. Nous verrons ensuite les droits qui ont été accordés au conjoint survivant au cours de l'histoire semée de vicissitudes du royaume de Bulgarie.

Ayant ainsi replacé la question dans son milieu juridique et dans son cadre historique, nous étudierons les rapports successoraux entre époux en les rattachant à leurs sources traditionnelle — les anciennes coutumes bulgares — et législative — les solutions données par les droits français et italien. Nous aurons souvent l'occasion de critiquer le législateur bulgare. Emporté par des considérations abstraites, il n'a pas toujours calculé les conséquences pratiques des règles qu'il posait. Il ne faut pas oublier non plus, que la loi successorale de 1890 est la première des grandes lois civiles que le législateur bulgare ait voté. Il n'avait pas derrière lui, pour l'aider, des cadres juridiques fermement établis dans un Code civil, et une tradition certaine. C'est pourquoi, si nous signalons au cours de nos développements les inadvertances, les inconséquences, les discordances de notre droit successoral, c'est sans amertume et dans l'espoir d'un remaniement d'ensemble, qui est désiré en Bulgarie par tous les bons esprits.

§ 2. — *La condition juridique des conjoints*

A la différence du droit français, le mariage n'exerce pas d'influence sur les rapports patrimo-

(14) Planiol et Ripert, *op. cit.*, n° 119.

niaux des époux, en principe tout au moins. Le mari n'a pas l'administration des biens de sa femme, à plus forte raison n'a-t-il sur eux aucun droit de jouissance, même dans l'intérêt du ménage. Le régime légal, par conséquent, est un régime séparatiste : chacun des époux conserve la propriété, l'administration et la jouissance des biens qu'il possédait au moment du mariage ou qu'il a acquis au cours de celui-ci. D'autre part, la femme mariée jouit de la pleine capacité civile et elle n'est soumise à aucun droit de contrôle du mari. La seule exception qui soit apportée à l'exercice de sa capacité, c'est la nécessité pour elle de demander l'autorisation du mari pour exercer le commerce ; une fois cette autorisation acquise, elle jouit, dans son commerce, de la pleine capacité, comme la femme non-commerçante. Mais à ce régime légal, les époux peuvent apporter toutes les modifications qu'ils jugent utiles. La Bulgarie connaît le principe de la liberté des conventions matrimoniales et aux termes de l'article 32 de la loi sur le notariat (15), les conjoints ont la faculté de régler leurs rapports patrimoniaux d'une façon différente de celle qui est prévue par la loi. En particulier, lorsque la convention matrimoniale contient une stipulation dotale, les parties peuvent se référer aux dispositions du droit byzantin, telles qu'elles existent dans le recueil d'Harménopoulos. C'est sous l'influence des coutumes grecques, en effet, que le régime dotal a été fréquemment employé par les populations grecques et arméniennes.

Le principe de la séparation des biens subsiste

(15) « Les conventions matrimoniales, lorsque l'usage de passer de telles conventions existe, doivent être faites par-devant le notaire compétent ou le juge de paix. »

malgré l'adoption du régime dotal ; le mari est simplement administrateur et usufruitier des biens dotaux ; quant aux autres biens de la femme dotale qu'elle reçoit par succession ou donations, ou qu'elle a acquis par son travail personnel, ils restent soumis au droit commun, c'est-à-dire qu'elle en conserve l'administration et la jouissance. Les conventions matrimoniales lorsqu'elles existent sont soumises aux conditions de forme requises par la tradition du lieu où elles sont passées. Dans certaines régions où la forme authentique est obligatoire, les parties seront obligées de s'y conformer. C'est ce qui résulte de l'article 32 de la loi sur le notariat. Mais, en fait, il est impossible de prouver l'existence de cette coutume parmi les populations orthodoxes, catholiques et protestantes. Bien au contraire, il est facile de constater l'attitude réfractaire de ces populations à toute réglementation des rapports pécuniaires entre les futurs époux. Ce n'est que dans les populations israélites que l'on trouve l'habitude de régler, avant la célébration du mariage, les rapports patrimoniaux des futurs époux. Les conséquences de l'article 32 de la loi sur le notariat sont donc très importantes : dans les milieux où la tradition exigeant la forme authentique n'est pas prouvée, les contrats de mariage peuvent être passés sans formes spéciales. Toutes preuves, écrite, testimoniale ou serment suffiront à en affirmer l'existence et le contenu. De plus, et ceci est très important, aucune publicité n'est exigée et le contrat est opposable en tout état de cause aux tiers. Même dans les régions où est requise la forme authentique, la publicité du contrat de mariage n'est pas organisée, et par conséquent, aucune protection n'est accordée aux tiers. Enfin, la loi bulgare passe sous silence la question de savoir si l'on doit ou non appliquer le principe

de l'immutabilité des conventions matrimoniales. De son silence, on peut conclure au rejet du principe : la question ne s'est d'ailleurs jamais posée en pratique et la jurisprudence n'a pas eu l'occasion de se prononcer. De toutes ces lacunes, il résulte qu'on favorise à l'extrême la fraude des époux contre les tiers, le plus souvent contre les créanciers du mari.

Aussi une réforme d'ensemble est-elle de plus en plus urgente. C'est pourquoi, en 1934, la Commission de codification du ministère de la Justice a élaboré un projet de loi (16). Ce projet tendait à remplacer le mariage religieux par le mariage civil, et, en même temps, il prévoyait la réglementation des rapports patrimoniaux entre les époux, la protection des tiers et la détermination des droits respectifs de chacun des époux à la dissolution du mariage. Le projet instituait comme régime de droit commun la séparation de biens. A côté de ce régime de droit commun, il donnait aux époux le choix entre le régime de la communauté et celui de l'union des biens. Enfin, les époux avaient la latitude de choisir n'importe quelle autre forme de régime matrimonial existant dans d'autres législations. Le projet établissait, en dernier lieu, l'incapacité de la femme mariée. Elle devait avoir l'autorisation du mari pour tous les actes de disposition. Ces dernières dispositions nous paraissent très critiquables. Au moment où la plupart des pays abandonnent l'incapacité de la femme mariée, la Bulgarie prétendait l'établir, contrairement à la tradition. D'autre part, tout en organisant l'incapacité de la femme mariée, les auteurs du projet ne prévoyaient aucune institution destinée à protéger la femme contre les abus du mari. Seul, l'article 4 du

(16) Mitakoff, *Opinion juridique*, 1937.

projet donnait certains droits à la femme en instituant des biens dont la condition juridique est sensiblement analogue à celle des biens réservés créés par la loi française du 13 juillet 1907.

Mais en dehors de ses dernières dispositions fâcheuses, l'ensemble du projet répondait à des réels besoins, tant des époux, que des tiers. Il est très regrettable que certaines circonstances politiques contraires l'ait empêché d'aboutir. La base du projet c'est l'établissement du mariage civil, et cet établissement est d'une nécessité vitale. Le seul mariage reconnu en droit bulgare c'est, en effet, pour les citoyens bulgares le mariage religieux.

Cette règle présente de grands inconvénients internes et internationaux et donne lieu à tous les abus. Internationalement, la bénédiction de l'église est nécessaire non seulement lorsque le mariage est célébré en Bulgarie, mais aussi lorsqu'il est célébré à l'étranger. Soit un Bulgare orthodoxe qui contracte le mariage civil avec une étrangère, Française ou autre, en France, n'est pas marié aux yeux de la loi bulgare. Il peut rentrer en Bulgarie et épouser une Bulgare à l'église. Aux yeux de la loi bulgare, il n'est pas bigame. Les enfants issus de son premier mariage sont considérés comme des enfants naturels, et sa première femme, une concubine.

Cette solution est d'une injustice flagrante. Elle méconnaît ensuite de façon la plus absolue la règle *locus regit actum*. Elle pourrait se défendre, peut-être du point de vue strictement religieux. Elle est au souvenir des temps où le mariage était considéré uniquement comme un sacrement. Mais cela ne correspond plus à la réalité. Le mariage est considéré comme un contrat dans toutes les législations avancées : il repose sur le consentement, la libre volonté des deux époux. Deux personnes qui s'aiment veu-

lent fonder une famille, cette cellule de la société. Ils contractent mariage et peu leur importe qu'ils soient de religion différente. L'amour entre les époux, l'attachement à la famille, ce sont des sentiments que l'identité de religion ne peut pas créer, par-là même qui peuvent exister en dehors de l'église et qui consolident la famille.

Ce n'est pas le seul abus auquel la loi bulgare donne lieu. En droit interne, la Bulgarie est caractérisée par l'existence de communautés religieuses (17) différentes. Chaque communauté religieuse jouit d'une autonomie absolue quant à la religion et, par conséquent, quant au mariage — considéré comme un sacrement. Il n'y a pas une autorité supérieure (qui aurait pu être la Cour Suprême de Cassation) pour les départager en cas de conflit. Peut-il y avoir des conflits ? Bien sûr, nous assistons, et cela relativement souvent, à des cas de conflits de lois, conflits de souveraineté, conflits de lois internes. Supposons qu'un citoyen bulgare orthodoxe qui a épousé une ressortissante bulgare orthodoxe aussi. Ils ont fondé une famille, ont des enfants. Au bout d'un certain temps, le mari s'éprend d'une musulmane. Il embrasse la religion du prophète et l'épouse. Du point de vue de la religion orthodoxe, il continue à être marié avec sa femme orthodoxe, et du point de vue de la religion mahométane, il n'est marié qu'avec la musulmane. Il peut d'ailleurs épouser sa première femme d'après la loi du Coran — ce qui serait une maigre consolation pour la femme. Si c'est la femme qui s'est convertie à l'islamisme et a épousé un musulman, c'est le mari qui du jour au lendemain se trouverait privé de sa femme. Situation inextricable.

(17) Voir infra page 38 (tableau).

Un dernier abus, et celui-là préjudiciable seulement à la femme, résulte de l'article 189 des Statuts de l'Exarchat Orthodoxe, aux termes duquel : *« Lorsque le divorce a été prononcé aux torts de la femme, cette dernière perd le droit de réclamer sa dot, les cadeaux pré et postnuptiaux et tout autre indemnité du mari. Si les torts sont du côté du mari, la femme a le droit d'exiger par voie judiciaire l'acquiescement de tous ses droits ainsi que l'attribution d'une pension alimentaire, dont le montant sera fixé par les tribunaux de droit commun. »* Les Statuts de l'Exarchat infligent donc à la femme coupable une peine patrimoniale sans précédent dans les autres législations modernes ou anciennes, peine qui peut se révéler très grave dans ses conséquences. Le droit byzantin comme l'ancien droit bulgare traite le mari et la femme sur un pied d'égalité. La femme coupable du divorce se trouve dans une situation étrangement injuste ; elle est privée d'une pension alimentaire et elle perd sa dot, qui souvent peut représenter son unique source de revenus. La seule, et d'ailleurs bien faible justification que l'on puisse invoquer en faveur de ce texte, c'est que le mari sera ainsi pécuniairement aidé dans l'éducation des enfants communs. Les articles 299 et suivants du Code Civil français, tout en instituant des déchéances pour le conjoint fautif, le font sans aucune différence entre le mari et la femme.

C'est pour toutes ces raisons que nous croyons qu'il faut mettre fin à une pareille situation. Il est nécessaire d'introduire en Bulgarie le mariage civil. Le mariage religieux continuera à être célébré dans la plupart des cas, mais c'est le mariage civil qui seul aura effet du point de vue légal. En 1936, il y a eu un grand courant d'opinion sur ce point. La question avait été même à l'étude et prête à abou-

tir. Malheureusement l'opinion d'un des ministres d'alors prévalut en sens contraire. Nous espérons cependant que le mariage civil, qui est une nécessité pour notre pays, finira enfin par s'imposer, malgré la résistance acharnée de l'Eglise.

§ 3. — *Évolution historique des droits successoraux du conjoint survivant*

Dès sa création en 679, l'Etat bulgare subit l'influence de l'Empire romano-byzantin. Ce petit Etat barbare, dont la population était composée de Slaves et de Bulgares venus des hauts plateaux d'Asie qui n'a pas tardé à être assimilé par ces Slaves, a subi l'empreinte de la civilisation rayonnante de son puissant voisin. Relativement au droit en particulier, les Bulgares de 679 se sont inspirés de la réglementation de leurs rapports juridiques du droit romano-byzantin qui était, à ce moment, en plein apogée. Certes, ils avaient déjà leurs coutumes particulières, mais ces coutumes ne nous sont pas parvenues et on n'est pas arrivé à les reconstituer. Dès la seconde moitié du ix^e siècle, on traduisit en slave le Nomokanon de Jean Sholastic, recueil de lois byzantines ; plus tard, c'est le Prokiron, manuel de droit byzantin, qui fut adopté sous le nom de Zakon Gradski ou loi des villes. Ces deux ouvrages contenaient les dispositions du droit civil de Justinien et, en plus, le Nomokanon comprenait une loi postérieure, l'Eukloga, recueil des dispositions prises par les empereurs byzantins Léon III Isaurien et Constantin Kopronymé. Enfin, l'Harménopoulos, recueil de lois romano-byzantines, subit le même sort. Dans le droit de Justinien

c'étaient les nouvelles 53 et 117 qui fixaient les droits successoraux du conjoint survivant. Le conjoint pauvre en présence d'enfants communs, avait droit au quart de la succession de l'époux prédécédé. Et quand il y avait plus de trois enfants, le conjoint avait droit à une part d'enfant, c'est la fameuse quarte du conjoint pauvre. L'Eukloga avait attribué au conjoint survivant les droits suivants : en présence d'enfants communs, tous les biens héréditaires passaient au conjoint survivant. Mais, lorsque celui-ci se remariait, les enfants majeurs pouvaient exiger le partage de ces biens, et le conjoint survivant était réduit à une part d'enfant. A défaut d'enfants, au contraire, le conjoint venait à la succession qu'en l'absence de tous parents du défunt, et dans ce cas il partageait la succession par moitié avec le fisc (18).

Ces textes étaient-ils appliqués en Bulgarie ? Sur ce point les données historiques manquent, et M. Bobtcheff penche pour l'opinion qu'ils étaient affectivement appliqués à l'ancienne Bulgarie. Il invoque l'argument suivant qui nous paraît très fort : à cette époque, seuls les tribunaux ecclésiastiques connaissaient des litiges successoraux, or leurs guides en la matière ne pouvaient être que les recueils de droit byzantin (19).

Conquise en 1393 par les Turcs, la Bulgarie devient partie intégrante de l'Empire ottoman. Sous la domination turque, les lois ottomanes s'appliquaient à toutes les populations conquises, mais certaines de leurs dispositions ne pouvaient s'appliquer aux populations infidèles, c'est-à-dire aux chrétiens,

¹⁸ (18 et 19) Bobtcheff, « Histoire de l'ancien droit bulgare », pages 529 et s.

car les lois ottomanes étaient fondées sur le Coran. En matière de mariage et pour les successions (tout au moins, nous le verrons, pour les successions aux bien qui étaient dévolus suivant les règles du Coran, la législation turque s'appliquant aux autres), ce que nous appellerions aujourd'hui, en matière de statut personnel, les populations annexées étaient régies par leurs coutumes religieuses. En Bulgarie, c'était la compétence des tribunaux bulgares appliquant leur droit, c'est-à-dire le droit byzantin. Mais le clergé grec occupa peu à peu les places du clergé slave et par réaction la majorité de la population bulgare évita de recourir à eux en cas de litige. Les Bulgares cherchèrent donc à régler la dévolution et le partage des successions en faisant appel aux vieilles coutumes bulgares qui s'étaient transmises par la tradition.

Pour tracer un tableau des droits successoraux du conjoint survivant sous la domination turque, nous allons rappeler rapidement les principes de l'organisation turque de la propriété foncière à cette époque, car le droit des successions est intimement lié au droit de propriété. Le droit de propriété dans l'ancienne Bulgarie ne peut nous être d'aucun recours, car les Slaves du Sud connaissaient une propriété foncière collective et familiale, la fameuse Zadrouga. Comme tous les membres d'une même famille, ou plus exactement tous ceux qui étaient issus d'un auteur commun, faisaient partie de la Zadrouga et qu'à l'origine, tout au moins, aucun des membres ne possédait de biens à titre de propriété privée, il est bien évident que la question des droits de succession du conjoint ne pouvait se poser, puisqu'il n'existe de droits de succession au profit de qui que ce soit.

En droit ture, les immeubles étaient classés

en cinq catégories suivant la personnalité du propriétaire et le mode d'utilisation des terres. On distinguait : a) des biens dits « Mulk », sur lesquels les particuliers ont la pleine propriété ; b) des biens dits « Mirié », dont la nue-propriété appartient à l'Etat, et sur lesquels les particuliers n'ont qu'un droit de possession et de jouissance. Tels sont les champs, les prairies, les forêts, etc. ; c) des biens dits « Mevkoufé ». Ce sont des immeubles consacrés à des buts de bienfaisance ; leurs revenus servent à l'entretien de fondations pieuses ou d'autres œuvres ayant un caractère d'utilité publique ; d) des biens dits « Métrouké ». Rentrant dans cette catégorie tous les terrains incultes, appartenant aux communes, et sur lesquels les habitants de la commune ont le droit de vaine pâture ; e) des biens dits « Mévaté ». Cette dernière catégorie d'immeuble englobe, de même que la précédente, des terrains incultes, mais sur lesquels personne n'a droit de jouissance. Les biens immobiliers « Mulk », ainsi que les meubles, se transmettent par voie de succession d'après les règles religieuses du Coran, tandis que la succession aux biens « Mirié » s'opère selon les règles du droit civil ottoman. C'est pour les biens immobiliers « Mulk » et les meubles que les Bulgares étaient régis par leurs coutumes religieuses. Dans la mesure où nous possédons des renseignements sur cette époque, il semble bien que c'est l'application de l'Harménopoulos qui était préférée à celle des autres. D'après ses textes, le conjoint survivant concourait avec tous les ordres d'héritiers, même avec les descendants. En présence de trois enfants légitimes, la part du conjoint survivant était du $\frac{1}{4}$ de la succession. En présence de plus de trois enfants légitimes, le conjoint survivant avait droit à une part d'enfant. Il

recevait, d'autre part, la totalité de la succession à défaut de parents au degré successible. Pour les biens immobiliers de la catégorie « Mirié » la législation turque s'appliquait. D'après une loi turque de 1858, article 55, le conjoint survivant ne concourait pas avec les descendants légitimes, mais il concourait avec les autres classes d'héritiers, ascendants et collatéraux. La durée d'application de cette loi a été très brève en Bulgarie (20).

Si nous examinons, enfin, la situation du conjoint survivant dans les anciennes coutumes bulgares, nous constatons que celles-ci lui accordent des droits successoraux, les unes, seulement lorsqu'il est en concours avec des enfants communs, les autres, et c'est la minorité, lorsqu'il n'y a pas d'enfants communs. Nous allons reprendre rapidement l'étude des dispositions de ces différentes coutumes.

Suivant la coutume de Leskovetz, l'épouse survivante en concours avec des descendants prend le $\frac{1}{8}$ de la succession ; à défaut de descendants, le $\frac{1}{4}$. Le mari ne succède pas aux biens de sa femme. Ce n'est qu'en présence d'enfants communs qu'il possède un droit d'administration viager sur les biens de son épouse prédécédée, dévolus aux descendants légitimes. Dans la coutume de Stara-Zagora, lorsque le mari survit, il garde pour lui-même tous les cadeaux et présents faits à sa défunte épouse par ses parents à l'occasion du mariage ; l'épouse, au contraire, ne succède à son mari que dans le cas où celui-ci est mort sans laisser d'enfants et où elle n'a personne pour la soigner. Lorsqu'elle concourt à la succession de son mari avec des enfants communs, elle touche $\frac{1}{8}$ de la succession.

(20) Fadenheht, Revue de l'association des juristes. Sofia, 1906, p. 271 et s.

La coutume de Tatar-Pazardjik permet au mari, comme à la femme, à défaut d'enfants communs, de recueillir le $\frac{1}{4}$ de la succession du conjoint prédécédé, les trois autres quarts allant aux parents du défunt conjoint. En présence de descendants légitimes, le conjoint survivant prend le $\frac{1}{8}$ de la succession, le reste étant attribué aux enfants. Suivant la coutume de Kazanlik, les époux se succèdent mutuellement s'ils ont des enfants communs. A défaut d'enfants, le conjoints survivant prend $\frac{1}{8}$ de la succession, le reste passant aux parents les plus proches.

La coutume de Trn, enfin, nous donne des renseignements beaucoup plus complets que les coutumes précédentes. Elle donne à la femme, à défaut d'ascendants et de descendants du mari, la totalité de la succession. En présence d'ascendants, l'épouse survivante ne reçoit rien de la succession de son mari au cas où elle se remarie ; dans le cas contraire, elle a droit jusqu'à sa mort de rester à la charge de la succession. En présence de frères ou sœurs du défunt, l'épouse succède à la totalité de la succession dans le cas où elle a personnellement contribué par son travail à la mise en valeur du patrimoine. Si, au contraire, ce patrimoine est formé de biens donnés ou hérités des ascendants du défunt, l'épouse survivante ne peut réclamer que des aliments. En présence de descendants légitimes, l'épouse n'a pas de droits successoraux, la succession lui doit des aliments. Dans tous les cas précités, l'épouse survivante conserve ses bijoux et les donations faites. Si nous passons enfin aux droits successoraux du mari survivant, nous constatons qu'en présence de descendants il concourt avec ses enfants à toute la succession, et qu'à défaut de descendants

il succède à la totalité de la succession. En présence d'ascendants de sa femme, et si la mort de son épouse a suivi de près la célébration du mariage, le mari ne succède qu'à une partie du patrimoine mobilier de la femme ; les biens immobiliers donnés à la femme par ses parents retournent à ces derniers.

Nous pouvons maintenant classer en deux groupes ces différentes coutumes. Les unes (celles de Kazanlik, Leskovetz, Stara-Zagora, Tatar-Pazardjik, Trn, Haskovo) accordent des droits héréditaires au conjoint survivant sur les biens de son conjoint prédécédé, lorsqu'il est en présence d'enfants communs. Les autres (comme celles d'Eléna, Koprivtchiza, Markovo, Pléven) refusent des droits successoraux au conjoint survivant en l'absence d'enfants communs. D'autres, enfin, attribuent au conjoint survivant un droit héréditaire souvent même supérieur à celui qu'il avait quand il concourrait avec ses enfants : ce sont les coutumes de Kazanlik, Leskovetz, Stara-Zagora, Roussé, Trn, Tatar-Pazardjik, Haskovo. En étudiant ces coutumes, nous pouvons conclure à leur diversité et originalité : ainsi la coutume de Leskovetz pour accorder des droits successoraux au conjoint survivant ne tient pas compte du fait de l'existence ou l'absence d'enfants communs. Ceci ne peut influencer que sur la quotité, mais non sur l'existence de droits successoraux. En ce qui concerne le mari, ce dernier ne possède pas de droits héréditaires ; seulement en présence d'enfants communs il a droit à l'administration et l'usufruit des biens de son épouse prédécédée. La plupart des autres coutumes accordaient indifféremment, à la femme comme au mari, des droits

héréditaires réciproques, variant dans leur quotité, et allant du $1/8$ à la totalité de la succession (21).

C'est dans cet état complexe, avec cette mosaïque de législation, que se trouvait la Bulgarie en 1878, au moment où elle s'est libérée de la domination turque. Unifiée définitivement en 1885, elle consacre les premières années de son indépendance à s'organiser administrativement. Puis l'Assemblée nationale s'efforça de doter le pays de lois nouvelles uniformes. Le jeune pouvoir législatif rencontre des difficultés sans nombre. Incertitude des sources, contrariété dans la doctrine, précédents divergents. Il fallait tout reconstruire, tout codifier. Pressé par le temps et faute de traditions certaines, le législateur cherchait un modèle dans les droits étrangers. C'est ainsi que pour l'élaboration de la loi de 1890 sur les successions il se tourna vers le code civil italien.

Ce choix se justifie d'abord, parce que le code civil italien était l'un des codes les plus récemment promulgués, datant de 1865 il avait déjà servi de modèle au code espagnol. Ces dispositions relatives au droit des successions avaient été, ensuite, l'objet des appréciations les plus flatteuses. « Les hommes vraiment distingués, écrivait Huc (22), les jurisconsultes patriotes qui ont eu l'honneur de concourir à l'unification législative de l'Italie peuvent se rendre le témoignage d'avoir doté leur pays d'une loi sur les successions la plus parfaite qui existe... » Mais par l'intermédiaire du code civil italien, la loi

(21) Bobtcheff, « Recueil des anciennes coutumes bulgares », pages 121 et s.

(22) Huc, « Le code civil italien et le Code Napoléon », T. I, p. 179.

successorale bulgare se rattache au Code Napoléon. Que l'Italie ait dans le droit des successions apporté certaines modifications importantes à la législation française, elle a, néanmoins, reproduit certaines dispositions, dispositions que nous retrouvons également dans notre loi.

Quant au droit coutumier bulgare, il n'eut qu'une très faible influence dans l'élaboration des nouveaux textes. Il conserve, toutefois, comme source de droit une valeur subsidiaire, et nous verrons que certains traits caractéristiques de la loi successorale bulgare s'expliquent par la tradition coutumière : la grande libéralité manifestée à l'égard du conjoint survivant en est le reflet principal.

Les auteurs du projet n'ont pas renié leur modèle. Dans son rapport, le ministre de la^e Justice, Tontcheff, s'est exprimé dans ces termes : « C'est le Code Napoléon et surtout le code civil italien de 1865 qui ont servi de base principale au présent projet de loi. Ces deux codes contiennent, non seulement en matière de successions, mais encore d'une façon générale, tout ce que la doctrine et la jurisprudence ont trouvé de plus rationnel et de plus juste pour le règlement des rapports d'ordre familial ou patrimonial entre les personnes. »

Plus loin, dans son discours, le ministre de la Justice se rapporte aux passages du livre bien connu de Huc, « Le code civil italien et le Code Napoléon » qui s'exprime en ces termes : « Le nouveau code civil italien a résumé pour chaque matière juridique, et le plus souvent d'une manière fort heureuse, les principaux et les meilleurs résultats de l'action combinée de la doctrine et de la jurisprudence. Les servitudes, les successions, le régime hypothécaire

peuvent être proposés comme modèles aux futurs législateurs des pays d'Europe » (23).

« En prenant ces codes pour modèles, continue le Ministre, pour la rédaction du présent projet de loi, nous nous en sommes servis d'une manière très critique et nous avons tâché d'adapter aux mœurs et aux besoins actuels de notre pays chacune des dispositions empruntées. Les principes sur lesquels les législations modernes ont fondé le droit de succession sont le lien du sang et la volonté présumée du défunt. Les mêmes fondements servent de base au présent projet de loi pour la dévolution des successions. La succession n'est dévolue aux héritiers désignés par la loi que dans le cas où le défunt n'a pas fait son testament pour la totalité ou pour une partie de son patrimoine. Pour déterminer l'ordre de succession, la loi prend en considération la proximité des degrés, et non pas l'origine des biens. Le conjoint survivant reçoit une part de la succession de son époux prédécédé (suit l'énumération des différents montants de cette part). Le conjoint survivant ne pourra pas bénéficier de ces droits, si le défunt a obtenu contre lui un jugement de séparation, passé en force de chose jugée » (24).

Ce projet fut voté sans modification importante et promulgué le 25 janvier 1890. Un second projet de loi fut présenté en 1905 pour corriger et compléter certaines dispositions de la loi de 1890. On reprochait à cette dernière d'avoir heurté certaines habitudes profondément ancrées dans les mœurs bulgares, et on invoquait à l'appui de cette réforme le mécontentement de la classe paysanne. Aussi le

(23) Huc, *op. cit.*, T. I, p. 366.

(24) Boyadjieff, « Recueil des arrêts de la Cour Suprême », p. 17.

projet introduisait-il certaines réformes relatives essentiellement à la part successorale des descendants du défunt lorsqu'ils sont de sexe différent, à la part successorale du conjoint survivant, enfin, à la situation de certains héritiers qui habitant avec le *de cuius* ont contribué à augmenter le patrimoine successoral. Une loi en date du 7 février 1906 a modifié dans le sens indiqué la loi de 1890. Nous nous réservons l'appréciation critique de ses réformes à propos de l'examen de chacune des hypothèses auxquelles elles ont trait.

Des dispositions des lois de 1890 et 1906 il résulte que le conjoint survivant est traité comme un héritier et qu'on lui accorde une réserve. Mais ces deux aspects de sa situation seraient insuffisants pour donner une vue complète de ses droits et des droits des cohéritiers à son égard. Si libéralement qu'il soit traité en Bulgarie, le conjoint n'en est pas moins soumis à certaines règles qui le distinguent des héritiers du sang. C'est pourquoi nous consacrerons à l'étude des droits successoraux du conjoint survivant en Bulgarie trois parties successives. Dans une première partie nous étudierons les droits du conjoint survivant comme héritier ; dans une seconde partie nous examinerons son caractère d'héritier réservataire ; enfin, la troisième partie sera consacrée à l'étude des règles particulières découlant de sa situation de conjoint.

PREMIÈRE PARTIE

LE CONJOINT SURVIVANT EST UN HÉRITIER

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS REQUISES

POUR QUE LE CONJOINT SURVIVANT SUCCEDE

Le droit bulgare, avons-nous dit, accorde au conjoint survivant des droits successoraux à titre d'héritier et il l'assimile, du point de vue de la dévolution de la succession, à un héritier du sang.

Pour venir à la succession, le conjoint survivant devra donc remplir les conditions exigées de tout héritier et accomplir les formalités prévues par la loi. Mais sa qualité de conjoint crée une difficulté supplémentaire. Le mariage, en effet, qui est à la base de ses droits comme héritier, est un lien juridique et non pas naturel ; il peut avoir été dissous, ou ses effets peuvent avoir été restreints par un jugement de séparation de corps. Aussi devons-nous examiner d'abord les conditions exigées pour succéder qui sont spéciales au conjoint, avant de voir très rapidement celles qui lui sont communes avec les autres catégories d'héritiers.

Les difficultés qui sont propres à la qualité de conjoint proviennent de ce que le mariage a été dissous par le divorce, ou annulé, ou qu'un jugement de séparation de corps est intervenu entre les époux. Quelles sont, dans ces différents cas, les solutions du droit bulgare ? Il faut, avant de les examiner, attirer l'attention sur le fait que la Bulgarie continue à admettre la compétence des autorités religieu-

ses pour toutes les questions relatives au mariage et à sa dissolution. Les citoyens bulgares doivent donc s'adresser aux tribunaux ecclésiastiques, suivant la religion à laquelle ils appartiennent. Ceux-ci statuent sur le principe, décident si un époux est coupable et si le mariage doit être dissous ou, lorsque leur religion ne connaît pas le divorce, si une séparation de corps doit intervenir. Ils statuent aussi sur l'annulation du mariage. Après quoi, les tribunaux de droit commun se prononcent sur les questions pécuniaires consécutives à l'annulation ou à la dissolution du mariage.

La grande majorité des citoyens bulgares appartient à la religion orthodoxe qui admet le divorce (1). Le divorce met-il obstacle à ce qu'une personne vienne à la succession de son ancien conjoint prédécédé ? A première vue, il semble que oui, car après le prononcé du divorce il n'y a plus à proprement parler de conjoints, le mariage est dissous et ses effets cessent pour l'avenir. C'est la solution qui est logiquement consacrée par le droit français, dans l'article 767 alinéa 2 du code civil. La question a néanmoins donné lieu à des controverses en droit bulgare à raison des termes de l'article 42 de la loi de 1890, le seul texte existant sur la question. Aux termes de cet article :

(1) Voici la proportion dans laquelle les différentes religions sont représentées en Bulgarie :

Orthodoxes	5.128.890	84,4 %
Mahométans	821.298	13,5 %
Israélites	48.398	0,8 %
Catholiques	45.704	0,8 %
Arméno-grégoriens	23.476	0,4 %
Protestants	8.371	0,1 %
Autres religions	1.802	

Ces renseignements, relatifs à l'année 1934, sont communiqués par l'Annuaire Statistique Officiel du Royaume de Bulgarie, p. 25, éd. 1937.

« Les droits successoraux accordés au conjoint survivant sont refusés à celui contre lequel le défunt a obtenu un jugement de séparation passé en force de chose jugée. »

Comment interpréter le mot séparation ? Faut-il le considérer comme visant seulement l'hypothèse de séparation de corps ou comme s'appliquant à la fois au divorce et à la séparation ? Cette seconde opinion a été soutenue par M. Tontcheff (2) qui tire argument de l'article 23 du Supplément aux statuts de l'Exarchat. La séparation de corps n'existe pas en effet dans le droit ecclésiastique orthodoxe qui ne connaît que le divorce, il faudrait alors interpréter le mot « séparation » comme synonyme de « divorce » et admettre que le conjoint aux torts de qui est prononcé le divorce est privé de tous droits dans la succession de son ancien conjoint, alors au contraire que celui en faveur de qui est prononcé le divorce les conserve.

Cette solution nous semble difficile à soutenir. Peut-on, en effet, parler encore de conjoint lorsqu'un divorce est intervenu ? « Dès l'instant du divorce, les deux conjoints deviennent étrangers... Le divorce met un obstacle aux droits successoraux, parce qu'il rompt le mariage » (3).

Elle aboutirait d'autre part à des conséquences pratiques insolubles. Supposons une personne qui, divorcée à ses torts, se remarie et meurt en laissant un époux. Comment régler la succession entre les deux « conjoints » survivants ? Faut-il admettre, en ce cas, que l'époux qui avait autrefois obtenu le di-

(2) Tontcheff, « Commentaire sur les successions », T. I, p. 339, éd. 1926.

(3) Baudry-Lacantinerie et Wahl, « Traité théorique et pratique de droit civil des successions », T. I, n° 801.

vorce est écarté de la succession, ou au contraire qu'il faut procéder à une répartition qu'aucun texte ne prévoit ?

La situation serait la même si un individu avait été divorcé deux fois à ses torts. On peut même imaginer un concours entre trois ou quatre conjoints et ex-conjoints prétendant tous à la succession. Comment résoudre la question ?

Le problème est beaucoup plus simple si l'on recherche l'origine de l'article 42 de la loi de 1890 : on constate qu'il est, en effet, la reproduction de l'article 757 du code civil italien. Celui-ci ignore le divorce et admet au contraire la séparation de corps et, comme le droit français (4), il frappe de certaines déchéances le conjoint contre qui la séparation de corps a été prononcée. Le législateur bulgare a reproduit par inadvertance le code italien, en oubliant complètement que le droit canonique orthodoxe ne connaissait pas la séparation de corps. L'effet de cet article doit donc être restreint aux ressortissants bulgares dont la religion admet la séparation de corps, par exemple les Bulgares appartenant à la religion catholique.

La Cour Suprême de Cassation n'a malheureusement pas eu l'occasion de se prononcer sur la question, mais en l'absence d'arrêt de principe, il nous semble qu'il faille conclure très nettement à l'inexistence de droits successoraux entre personnes dont le mariage a été dissous par le divorce, quel que soit par ailleurs celui au profit de qui le jugement a été prononcé. La solution contraire heurterait les principes généraux du droit et l'esprit de la loi successorale de 1890.

(4) Article 767, alinéa 2. Cette solution avait été introduite dans la loi de 1866 sur le droit d'auteur.

La solution doit-elle être la même lorsque le mariage a été annulé ? Si l'on s'en tenait aux conséquences normales de la nullité, la question ne présenterait pas de difficultés, car, par la nullité, le mariage est non seulement dissous pour l'avenir, mais il est effacé rétroactivement dans le passé et par conséquent il ne peut être question de droits successoraux entre ceux dont le mariage a été annulé. Mais l'existence d'une solution spéciale à l'annulation du mariage, la reconnaissance des effets d'un mariage valable au profit de l'époux de bonne foi, vient poser la question des rapports successoraux dans ce cas.

En droit français, le mariage putatif est expressément consacré dans les articles 201 et 202. Ils déclarent que le mariage reconnu nul produit dans le passé tous les effets civils d'un mariage valable au profit de l'époux ou, le cas échéant, des époux qui peuvent réclamer le bénéfice du mariage putatif, c'est-à-dire au cas où ils sont de bonne foi.

Relativement aux droits de succession, l'annulation du mariage survenue postérieurement au décès d'un des conjoints ne fait donc pas perdre au survivant le bénéfice de la succession, si celui-ci était de bonne foi.

En droit bulgare, la loi est silencieuse sur l'admission du mariage putatif et ses effets. Il faut donc avoir recours aux principes généraux du droit. La Cour Suprême de Cassation, dans son arrêt n° 480 de 1911, a décidé qu'il y avait mariage putatif lorsqu'un ou les deux conjoints n'avaient pas connaissance de l'empêchement qui rendait le mariage annulable ; en conséquence, elle a reconnu des droits successoraux aux enfants légitimes issus du mariage et au conjoint survivant qui était de bonne foi au moment de la célébration. Mais la Cour n'a pas dis-

tingué, comme on le fait en droit français, suivant que le décès d'un des époux était survenu avant ou après l'annulation.

Le droit italien, lui, ne fait pas cette distinction : il considère que toutes les fois qu'un des conjoints a été de bonne foi, le mariage annulé produit toutes ses conséquences envers les époux. Il ne fait pas jouer rigoureusement, comme en France, le principe de rétroactivité.

Va-t-on en droit bulgare se rattacher à la solution française ou italienne ? La solution française a le mérite de la logique. Au moment où l'annulation survient, on conserve à l'époux de bonne foi le bénéfice des effets civils du mariage antérieur à l'annulation ; pour l'avenir, le mariage cesse d'exister. Vouloir prolonger entre époux certains effets du mariage, en l'occurrence les droits de succession, c'est faire une distinction sans fondement entre certains droits et certains devoirs qui de toute évidence disparaissent, et d'autres qu'on maintient arbitrairement. On nous opposera que les enfants continuent à jouir de droits dans la succession de leurs parents, mais ces droits ont leur source dans la filiation qui est un lien naturel, alors que le droit du conjoint a sa seule source dans le mariage, et une fois ce mariage annulé, qu'il y ait ou non mariage putatif, les droits des époux à la succession l'un de l'autre doivent prendre fin. Ils sont en effet, comme dans le cas du divorce, devenus étrangers l'un à l'autre.

Nous avons vu maintenant dans quel cas une personne viendra à la succession en qualité de conjoint. Il faut aussi qu'elle remplisse les conditions exigées de tout successible, puisque nous avons vu qu'on traite le conjoint comme un héritier. Il est

donc nécessaire qu'il ne soit pas indigne ; il faut, d'autre part, qu'il accepte la succession.

Nous commencerons par étudier l'indignité, en examinant les différents cas d'indignité prévus par notre loi successorale en les rapprochant de leur source, les droits français et italien.

En droit français, l'indignité ne peut être prononcée que dans des cas limitativement déterminés par la loi. Elle conserve le caractère d'une véritable peine civile (5). Les cas d'indignité sont énumérés par l'article 727 du code civil :

1° *Celui qui sera condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ;*

2° *Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse ;*

3° *L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice.*

La loi bulgare de 1890 nous donne dans son article 6 la liste des faits entraînant l'indignité :

1° *Celui qui aura volontairement donné ou tenté de donner la mort à la personne de la succession dont il s'agit, ainsi que le complice de ces crimes ;*

2° *Celui qui l'aura accusée d'un fait punissable de la peine des travaux forcés, lorsque l'accusation aura été déclarée en justice calomnieuse ;*

3° *Celui qui l'aura contrainte à faire ou à changer un testament ; qui l'aura empêchée de faire son testament ou de révoquer son testament déjà fait, ou qui aura supprimé, dissimulé ou altéré un testament postérieur.*

(5) Colin et H. Capitant, « Cours élémentaire droit civil français », p. 473, n° 610, T. III, éd. 1936.

En comparant les dispositions du droit bulgare à celles du droit italien quant aux causes entraînant l'indignité de succéder, nous constatons que l'article 6 de la loi de 1890 est la reproduction textuelle de l'article 725 du code civil italien.

Il ne nous reste plus en opposant les textes bulgares ou italiens avec ceux du droit français, qu'à en souligner les différences et à en tirer nos conclusions.

La loi bulgare admet certains faits d'indignité inconnus de la loi française : ainsi, toutes les fois que l'héritier porte atteinte à la liberté de tester de celui dont il est le successible, il est déclaré indigne. « Cette disposition ne semble-t-elle pas méconnaître le principe d'équité que les peines doivent être proportionnées à la faute... Fallait-il infliger à celui qui a contraint le défunt à faire ou à changer un testament, ou celui qui l'a empêché de faire ou de révoquer un testament, la même peine pécuniaire qu'à celui qui a donné la mort au défunt ? C'est pourtant ce que fait la loi italienne », dit Boissonade (6).

Ce raisonnement de Boissonade serait parfaitement justifié si le droit italien avait la même conception de l'indignité que le droit français. Alors que pour ce dernier l'indignité possède un caractère de peine, au contraire les droits italien et bulgare considèrent l'indignité comme dérivant de la volonté présumée du *de cujus*.

Une seconde différence avec le droit français résulte de ce qu'il suffit, en droit italien et bul-

(6) Cité par Huc, op. cit., T. I, p. 176.

gare (7), pour encourir l'indignité d'avoir seulement donné ou tenté de donner la mort. Le droit français, lui, exige une condamnation judiciaire. Cette modification du droit italien doit être approuvée, selon l'avis de Huc, qui nous donne à cet effet une démonstration frappante. « En effet, d'après les principes du droit français, le meurtrier qui décéderait, ne serait-ce qu'un instant de raison avant la prononciation de l'arrêt de condamnation, par conséquent après la réponse affirmative du jury, mourrait en pleine capacité, investi de la qualité d'héritier et transmettrait à ses propres enfants l'héritage de la victime. Ce résultat est immoral » (8).

Enfin la loi italienne, aussi bien que la loi bulgare, rejette le troisième cas d'indignité prévu par le droit français, à savoir : « *l'héritier majeur, qui instruit du meurtre...* ». Les législateurs italien et bulgare ne l'ont pas inséré à raison de certaines considérations de moralité. L'héritier devrait le plus souvent dénoncer quelqu'un de ses proches, ce qui serait de nature à envenimer les relations entre membres d'une même famille.

Au sujet du fonctionnement de l'indignité se pose en France une question très importante sur le point de savoir si elle opère de plein droit, ou bien si elle doit être prononcée par jugement. La majorité des auteurs se ralliant autour de Demolombe, prétendent que l'indignité doit toujours résulter d'un jugement, parce que l'indignité étant le résultat d'une faute commise par l'héritier envers le *de cujus*, cette faute ne pourrait être constatée que

(7) Voir en ce sens arrêt du 15 décembre 1925 de la Cour Suprême de Cassation, 1^{re} Chambre civile (Recueil Siméonoff des arrêts de la Cour relatifs aux successions).

(8) Huc, op. cit., p. 178.

par le tribunal. Laurent soutient la thèse contraire en disant que le jugement prononçant l'indignité est déclaratif, c'est-à-dire qu'il constate le défaut d'une qualité de l'héritier dès l'ouverture de la succession.

Au contraire, le code civil italien et à sa suite la loi successorale bulgare sont bien clairs et la question ne se pose pas. L'article 6 emploie les termes suivants : « *Sont incapables de succéder, comme indignes...* ». Par conséquent en droit bulgare comme en droit italien l'indignité est une forme d'incapacité, or l'incapacité opère toujours de plein droit. C'est la loi, *ipse postestate*, qui déclare l'héritier incapable et l'exclut de la succession du défunt, sans que l'on doive recourir au tribunal pour prononcer cette déchéance. Le tribunal ne pourra intervenir que pour définir, s'il y a lieu, les faits entraînant l'incapacité (9).

Nous avons vu que la loi italienne, et à sa suite la loi successorale bulgare, considèrent l'indignité non comme une peine civile, à l'instar du droit français, mais comme une exclusion de la succession fondée sur la volonté probable du *de cuius*. On suppose que le défunt aurait lui-même écarté ces personnes de son vivant, s'il avait connu les faits incriminés. Partant de cette idée, « il fallait décider que le *de cuius* puisse, par un acte de sa volonté, relever un successible de l'indignité par lui encourue » (10). Cette idée a été reproduite dans l'article 726 du code civil italien, puis reprise à la lettre par l'article 7 de la loi de 1890, conçu en les termes suivants :

(9) Tontcheff, *op. cit.*, T. I, p. 42.

(10) Huc, *op. cit.*, p. 179.

« Celui qui a encouru l'indignité pourra succéder lorsque le défunt l'aura relevé de l'indignité par acte authentique ou par testament. »

Naturellement, la présomption d'indignité pesant sur l'héritier n'a plus raison d'être lorsque le défunt de son vivant aura soit par acte authentique ou par testament, relevé l'héritier de son indignité.

Cette possibilité n'existe pas en droit français et « pour que le *de cujus* ait pu relever l'héritier de son indignité, il aurait fallu que la loi lui ait donné ce droit », déclare Laurent (11). Cela s'explique très facilement par la différence de nature juridique de l'indignité en droit italien ou bulgare et en droit français.

Toutes les règles concernant l'indignité s'appliquent en droit bulgare aussi bien aux héritiers du sang qu'au conjoint survivant. Ainsi, le conjoint survivant indigne perd son titre d'héritier dès l'instant de l'ouverture de la succession, s'il tombe sous les faits prévus par l'article 6 de la loi de 1890. Point ne sera nécessaire le prononcé d'un jugement déclarant l'indignité. Enfin, il pourra être relevé de son indignité par la volonté exprimée du défunt.

L'ouverture du droit successoral du conjoint dépend encore de son acceptation de la succession de son époux prédécédé.

En droit bulgare aucun héritier n'est tenu d'accepter la succession (12), il n'y a pas d'héritiers nécessaires. L'héritier a le choix entre trois partis : l'acceptation pure et simple, l'acceptation bénéficiaire et la renonciation. Dans notre législation,

(11) Laurent, T. IX, N° 9. Principes de Droit civil français.

(12) Article 187 de la loi sur les successions de 1890.

comme en droit italien (13, 14), la renonciation à la succession ne se présume jamais. La renonciation doit être expresse, faite au greffe du tribunal du lieu d'ouverture de la succession, et consignée dans un registre spécial, ceci parce que la renonciation n'est pas considérée comme un parti normal pris par l'héritier ; en outre elle entraîne très souvent des conséquences dommageables aux intérêts des tiers. Voilà pourquoi la loi la revêt de certaines formes solennelles. La faculté de renoncer à la succession se prescrit par vingt ans (15) [trente ans dans la loi italienne (16)]. Donc, si pendant une période de vingt ans suivant l'ouverture de la succession, on n'a pas pris parti, on sera considéré comme ayant accepté la succession purement et simplement. Ceci est d'ailleurs confirmé par la jurisprudence constante de la Cour Suprême de Cassation bulgare (17).

Le contraire se produit en droit français. L'article 789 du code civil est rédigé en les termes suivants :

« *La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit...* »

La Cour Suprême de Cassation, dans un arrêt K.P.N. n° 70330, datant de 1901, a très bien saisi la différence entre les deux législations : « attendu que l'article 205, dit la Cour, ne se rapporte qu'au droit de renonciation, alors que l'article 789 du Code Civil parle de la faculté d'accepter ou de répudier... »

(13) Article 199 de la loi sur les successions de 1890.

(14) Article 944 du Code civil italien.

(15) Article 205 de la loi sur les successions de 1890.

(16) Article 943 du Code civil italien.

(17) Voir arrêt K.P.N. 135/529 de 1898.

Dans certains cas l'héritier est privé de son droit d'option, et il est obligé d'accepter la succession purement et simplement. C'est d'abord lorsqu'il a agi comme s'il acceptait en s'immisçant dans l'administration de la succession (18), c'est ensuite au cas où s'il s'est rendu coupable de recel de certains bien compris dans la succession (art. 209). L'acceptation joue alors comme une sanction du recel, jointe à la privation de tous droits dans les objets recelés au moment du partage. L'article 209 de la loi de 1890 reproduit ici les dispositions du Code Civil (19). Remarquons que, dans ce cas, le droit bulgare se sépare de son modèle italien : le droit italien, en effet, n'a pas admis la peine privée qui sanctionne le recel. La solution italienne est difficile à comprendre particulièrement en ce qui concerne le conjoint survivant, car celui-ci, vivant avec le défunt, est plus à même que n'importe qui de dissimuler frauduleusement certains objets de la succession. Faut-il donc laisser cette indécatesse sans sanction ? Nous estimons, pour notre part, que le législateur bulgare a eu raison de puiser directement aux sources françaises.

(18) Article 191 de la loi successorale de 1890.

(19) Article 792 du Code civil français.

CHAPITRE II

LA QUOTITÉ DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT

Nous venons de voir à quelles conditions le conjoint survivant pourrait venir à la succession de son époux prédécédé, il nous faut voir à présent quel est le montant des droits que la loi lui accorde. Ce sont les articles 30, 36, 38, 39 et suivants qui fixent le montant de ses droits. Ces articles visent deux hypothèses bien différentes. Dans un premier cas, le conjoint vient seul à la succession, dans les autres au contraire il vient en concours avec les membres de la famille du défunt, et le montant de ses droits varie alors suivant les personnes en présence de qui il se trouve. Nous allons examiner successivement ces deux hypothèses.

SECTION I. — *Le conjoint survivant vient seul à la succession*

L'article 40 alinéa 2 de la loi de 1890, reproduisant l'article 755 du code civil italien, décide que :

« Le conjoint survivant recueille la succession en entier, si le défunt n'a pas laissé de parents successibles jusqu'au sirième degré inclusivement. »

Dans ce cas le conjoint recueille la totalité de la succession. La solution est la même en droit fran-

çais. Aux termes de l'article 767 alinéa 1^{er}, le conjoint survivant recueille la totalité de la succession lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels. Depuis la loi du 31 décembre 1917 le degré successible est fixé en principe au sixième. Mais il faut remarquer ici, que si les solutions données, d'une part par les lois bulgares et italiennes, et d'autre part par la loi française concordent, les deux premières législations accordent une faveur spéciale au conjoint survivant. Normalement, en effet, dans ces deux droits les parents succèdent jusqu'au dixième degré (article 27 de la loi bulgare de 1890, et article 742 du code civil italien). Ce n'est que dans le cas où le conjoint survivant vient à la succession qu'on écarte la règle générale et que l'on fixe le degré successible au sixième. La présence du conjoint survivant écarte donc les parents du sixième au dixième degré. Il est facile de justifier cette solution. On présume, en effet, que le défunt aurait préféré son conjoint à des parents aussi éloignés.

Cette tendance est encore accentuée dans le projet italien de code civil de 1936 : le conjoint, dans les dispositions nouvelles, primerait désormais les parents du sang au delà du quatrième degré (1).

SECTION II. — *Le conjoint survivant vient en concours avec les parents du défunt*

C'est ici que le droit bulgare, précédant l'évolution législative du xx^e siècle, fait au conjoint sur-

(1) Article 135 al. 2 du projet :

« La succession entière est déférée au conjoint s'il n'y a pas de parents successibles en deçà du 4^e. »

vivant une situation particulièrement favorable. Dans tous les cas, quels que soient les parents en face de qui il se trouve en présence, le conjoint survivant succède en pleine propriété. Alors qu'en droit français ce n'est qu'exceptionnellement que l'époux survivant a un droit en pleine propriété, alors qu'en droit italien en présence de descendants, et ce sera le cas le plus normal, il succède en usufruit, la loi bulgare donne au conjoint un droit en pleine propriété dans tous les cas. Mais, à l'exemple de la plupart des législations, ce droit n'est pas le même dans tous les cas. A la suite du code civil italien, le droit bulgare a été influencé par cette considération que l'époux n'était pas un parent et que par conséquent certains parents devaient avoir en face de lui des droits plus grands que certains autres.

Nous allons donc étudier successivement la quotité de ses droits, en commençant par l'hypothèse où il y a des descendants nés du mariage, jusqu'au cas où le conjoint se trouve en présence des parents les plus éloignés du défunt.

§ 1. — *Le conjoint survivant vient en concours avec les descendants légitimes du défunt*

Une première remarque s'impose. A la différence du droit français, et à l'exemple du droit italien, il n'y a pas lieu de faire des distinctions suivant que les descendants légitimes sont issus du mariage du défunt avec le conjoint survivant, ou d'un mariage antérieur. Par contre, la question est compliquée en droit bulgare par l'intervention de considérations tirées du sexe des descendants et de la nature des biens. Il faut, à cet égard, considérer

deux périodes dans la législation bulgare : la première comprise entre 1890 et 1906, la seconde postérieure à la réforme de 1906.

En 1890 le législateur bulgare avait été inspiré par des considérations d'égalité et de libéralisme économique. Trois principes généraux l'avaient guidé : l'égalité complète entre les héritiers, l'absence de distinction due au sexe des héritiers, enfin, absence de distinction due à la nature des biens. Ce sont ces dispositions que reflétait l'ancien article 38 :

« Lorsque le conjoint prédécédé a laissé des enfants légitimes, la part du conjoint survivant est égale à la moitié de celle de chaque enfant légitime.

« S'il a laissé des enfants naturels outre ses enfants légitimes, la présence des premiers ne diminue pas la part du conjoint survivant : elle reste la même que dans le cas où il n'existe que des enfants légitimes. »

Cet article prévoyait donc deux hypothèses. Nous ne nous attacherons pour l'instant qu'à la première, celle où le conjoint venait en concours seulement avec des enfants légitimes. La seconde fera l'objet de notre paragraphe deuxième.

Lorsque le conjoint venait en concours avec des enfants légitimes, il avait droit à la moitié de la part héréditaire revenant à chacun des enfants légitimes ; on comptait le conjoint comme un enfant, on divisait la succession par le nombre total des enfants, et on attribuait au conjoint la moitié de la somme ainsi obtenue. Ce système très simple avait cependant l'inconvénient de ne pas être conforme à la lettre du texte, car l'ancien article 38 ne dit nulle part qu'il faut compter le conjoint survivant au nombre des enfants légitimes.

Le grand commentateur de la loi successorale

bulgare, Tontcheff, avait d'ailleurs préconisé une autre méthode qui avait le mérite, quoique plus compliquée, de respecter les dispositions de l'article précité. « A la somme du nombre des enfants légitimes multiplié par deux, on ajoute l'unité représentant l'époux survivant, et l'on obtient ainsi le dénominateur de la fraction qui indique la part du conjoint survivant » (2).

Ce deuxième mode de calcul était plus favorable au conjoint survivant. En effet, par exemple pour une succession de 12.000 francs et en présence de deux enfants légitimes, d'après la première méthode de calcul il touchait 2.000 francs, alors qu'en adoptant la seconde, il recevait 2.400 francs.

Les dispositions de l'article 38 n'ont pas été de longue durée ; dès 1896, une première modification était intervenue sous l'influence des circonstances économiques. Pour éviter le morcellement excessif des propriétés et en particulier des domaines ruraux, cette loi avait permis aux descendants du sexe masculin d'acquérir la part successorale des descendants du sexe féminin, ceci seulement pour les propriétés rurales ne dépassant pas 15 hectares. Cette réforme d'une utilité pratique incontestable ne portait pas atteinte aux grands principes posés en 1890. Mais ces grands principes, malheureusement, étaient difficilement compatibles avec les considérations d'ordre économique et sociales pressantes, et en 1906 le législateur a été obligé de revenir en arrière et d'adopter des directives totalement différentes.

Les dispositions nouvelles, remarquons-le, ne concernent pas directement les droits du conjoint survivant ; c'est indirectement que la réforme a

(2) Tontcheff, *op. cit.*, T. I., p. 297.

exercé une influence à cet égard en modifiant, en fait, le montant de ses droits successoraux, et ceci, nous le verrons, dans une mesure quelquefois appréciable.

Les principes nouveaux sont les suivants : les droits des descendants légitimes varient en fonction du nombre de ces descendants, de leur sexe et de la nature des biens compris dans la succession.

Cette réforme qui nous paraît éminemment critiquable, car elle constitue un abandon des principes libéraux qui doivent servir de guide au législateur, a été déterminée par un certain nombre de raisons que signale le Ministre de la Justice dans le rapport qu'il a fait relativement à ce projet de loi : certaines des raisons qui sont invoquées sont des raisons de pure forme, et derrière les mots, il n'y a pas de réalité juridique. On invoque d'abord, traditionnellement, l'argument historique : l'égalité des descendants serait contraire aux vieilles coutumes bulgares. Or il serait intéressant de savoir dans quelle mesure exacte l'égalité des sexes reconnue et organisée par la loi de 1890 est une institution nouvelle en contradiction avec le droit écrit et les coutumes de notre ancien droit. On sait que jusqu'à l'indépendance de la Bulgarie, plusieurs législations ont coexisté sur notre territoire. Dans le droit écrit turc, en particulier, les immeubles ruraux de la catégorie « Mirié et Vacouf » étaient régis par le droit ottoman, sans aucune distinction d'ordre confessionnel, de même aucune distinction n'était faite quant au sexe des héritiers. Ce n'était que pour les biens immobiliers, « Mulk », possédés en pleine propriété par des particuliers que la dévolution successorale était fondée sur le principe de la préférence de la ligne masculine : la part revenant aux héritiers du sexe masculin était le double de celle qui était dé-

volue aux héritiers du sexe féminin. Pour ces immeubles, des considérations confessionnelles intervenaient aussi : lorsque ces immeubles « Mulk » étaient possédés par des chrétiens, les litiges qui y étaient relatifs étaient soumis aux tribunaux ecclésiastiques, or ceux-ci appliquaient surtout le droit romano-byzantin, qui, on le sait, ne connaissait pas les distinctions relatives au sexe des héritiers (3). Cette première considération n'est donc pas déterminante.

Plus intéressante est la seconde raison mise en avant par le Ministre de la Justice dans son rapport. L'égalité des sexes en matière de succession serait injuste, car les filles ne travaillent que peu de temps sur les terres paternelles, alors que ces dernières sont surtout mises en valeur par le travail continu des garçons. « L'idée fort intéressante en elle-même de l'égalité complète entre la femme et l'homme, appliquée dans nos rapports successoraux ruraux, aurait pour effet d'établir des conséquences injustes et non équitables... Tant que l'homme est considéré comme le chef de famille, continuateur de la lignée, sur lequel pèse la grosse charge de veiller à l'entretien de toute la famille, tout en contribuant à maintenir de ce fait l'unité politique de l'Etat..., il devra avoir certains avantages lors de la succession des biens du *de cujus* » (4). Hélas, la réalité est tout autre : combien de fois dans nos campagnes, c'est la femme qui supporte à elle seule le lourd fardeau du travail des champs, alors que l'homme se promène et parle politique... Théoriquement, même si la différence de traitement pou-

(3) Fadenheht, Revue Démocratique, 1901.

(4) Rapport du Ministre de la Justice, Boyadjieff, op. cit., p. 46.

vait se justifier aux époques anciennes où le critérium de la capacité était la possibilité de porter les armes, il est reconnu aujourd'hui dans tous les pays civilisés que la capacité de droit privé d'un individu ne doit dépendre ni de son sexe, ni de sa force physique, ni de son aptitude à collaborer aux charges politiques du pays. La capacité successorale ne doit donc pas dépendre de la capacité politique.

Les raisons véritables de la réforme, raisons auxquelles le rapport arrive en troisième lieu, sont d'ordre économique. On a craint le trop grand morcellement de la propriété rurale par l'augmentation du nombre des partages. On a voulu conserver dans toute la mesure du possible les biens entre les mêmes mains et pour ce faire on a permis aux frères d'écarter leurs cohéritiers féminins. Cette raison économique ne nous paraît pas suffisante pour faire varier le régime juridique des successions, et surtout nous nous demandons si ce ne sont pas simplement des considérations politiques, le désir, par exemple, d'assurer au parti au pouvoir le concours des électeurs ruraux.

Quoi qu'il en soit, il nous faut examiner la portée de la réforme et ses conséquences. Les droits du conjoint survivant étant étroitement liés à ceux des descendants, nous allons examiner d'abord dans quelle mesure les droits de ceux-ci ont été modifiés, nous verrons ensuite quelles conséquences cette modification entraîne pour le conjoint survivant.

Les droits des descendants légitimes sont actuellement réglés par l'article 21, tel qu'il a été modifié par la loi du 6 février 1906 :

« Les enfants légitimes ou leurs descendants, encore qu'ils soient issus de différents mariages, succèdent à leur père, à leur mère et à tous les autres ascendants. »

« Ils succèdent aux biens immobiliers « couverts » et aux biens mobiliers qui ne sont pas considérés comme attachés à une propriété agricole, sans distinction de sexe, par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré de parenté avec le défunt et appelés à la succession de leur chef, mais par souche, lorsqu'ils héritent tous ou en partie par représentation.

« Ils succèdent aux biens immobiliers « non couverts » et aux biens mobiliers qui sont considérés comme appartenant à une propriété agricole, dans le même ordre lorsqu'ils sont tous du même sexe. Quand il y en a des deux sexes, dans ce cas la part des descendants du sexe masculin est égale au double de celle des descendants du sexe féminin. »

Il résulte de cet article que la masse successorale doit se partager en deux catégories de biens. Dans la première catégorie figurent les biens ruraux immobiliers et les meubles attachés à une exploitation agricole. Dans la seconde, les biens immobiliers urbains et les meubles non attachés à une exploitation agricole. Ce n'est que pour la première catégorie que l'égalité des descendants n'est pas respectée, elle subsiste pour la seconde. Relativement aux biens ruraux, meubles et immeubles, la part des descendants du sexe masculin est deux fois plus grande que celle des femmes.

L'article 21 ne donne aucun critérium permettant de répartir les biens dans l'une ou l'autre de ces deux catégories. Le Ministre de la Justice prétendait bien dans son rapport que la distinction était suffisamment claire dans l'esprit des populations, à cause de l'usage prolongé qui en avait été fait sous la domination turque. Or, ces termes ne semblent

pas aussi compréhensibles que veut bien le prétendre l'auteur du projet. Les lois turques ne connaissaient pas la classification fondamentale des biens immobiliers « couverts », ou « non couverts ». Les distinctions qu'elles connaissaient étaient d'ordre juridique et non économique, elles tenaient compte en particulier de la nature du droit exercé sur l'immeuble, droit en pleine propriété, en usufruit, etc... Les lois civiles bulgares, d'autre part, ne nous donnent aucun autre exemple de la distinction en biens ruraux et en biens urbains. Nous ne pouvons retenir comme critérium ni la tradition coutumière, ni les anciennes lois turques.

Quel critérium admettre ? En partant de l'idée qui amena le législateur à modifier les règles de l'ancienne loi successorale, à savoir la conservation aussi intégrale que possible des terres agricoles entre les mêmes mains, M. Fadenheht, l'éminent juriste, estime qu'aux termes de l'article 21 il faudra classer parmi les immeubles « découverts » les seuls biens immobiliers qui au moment de l'ouverture de la succession sont destinés à une culture agricole, c'est-à-dire à l'ensemencement ou à la plantation. Ne sont donc pas considérés comme immeubles « découverts » les jardins qui doivent être considérés comme l'accessoire de l'habitation. Par conséquent, pour cet auteur, la ferme destinée à l'habitation serait un « immeuble couvert ». La Cour Suprême de Cassation vient, dans un de ces récents arrêts visant la matière, de donner la même solution (5).

(5) Arrêt n° 81 du 4 février 1926, de la 1^{re} Chambre civile :

« Sont considérés comme « couverts », les immeubles destinés à la construction, et « découverts ou non couverts » ceux qui ne le sont pas. Les immeubles faisant partie de l'agglomération sont considérés comme « couverts ». » Siméonoff, *op. cit.*, p. 22.

La loi, d'autre part, pour classer les biens meubles, ne désigne pas non plus ce qu'elle entend par exploitation agricole. Il semble que le législateur ait voulu faire simplement allusion à l'acception populaire du terme « exploitation agricole ». Ainsi, hélas, la loi nouvelle subordonne la quotité des droits successoraux des descendants légitimes à l'interprétation juridique spontanée de termes non définis. C'est la porte ouverte à l'insécurité et à l'arbitraire le plus complet.

Et comment répartir les dettes de la succession ? Seront-elles réparties également entre tous les héritiers, proportionnellement à la part qu'ils ont reçue, ou, au contraire, distinguera-t-on les dettes relatives à l'exploitation agricole des autres dettes contractées par le défunt ? On se demande comment cette question délicate n'a pas suscité plus de procès.

Quelles sont les conséquences des dispositions nouvelles sur les droits successoraux du conjoint survivant ? Elles ont été déduites par le législateur dans l'article 38 nouveau, ainsi conçu :

« Lorsque le conjoint prédécédé a laissé des enfants légitimes, la part du conjoint survivant, en présence de trois ou plus de trois enfants de même sexe, est égale à la part de chaque enfant ; en présence d'un ou de deux enfants, cette part est égale à la moitié de celle de chaque enfant. Si les enfants sont de sexe différent : dans le premier cas, la part du conjoint est égale à la part d'un enfant du sexe masculin ; dans le second cas, à celle d'un enfant du sexe féminin. »

Il résulte de cet article que les droits du conjoint survivant, dans la seule hypothèse où il ne

concourt qu'avec des enfants légitimes, vont varier suivant le nombre des héritiers, leur sexe, et la nature des biens — biens ruraux ou biens urbains — formant la succession. Pour simplifier les questions dans la mesure du possible, on est amené à étudier séparément ces différents éléments dans les combinaisons qui peuvent se présenter ; on arrive ainsi à quatre situations différentes (6, 7). Ces situations sont les suivantes : ou les héritiers sont du même sexe et les biens composant la succession peuvent être alors ruraux ou urbains ; ou les héritiers sont de sexe différent et les biens sont de même nature ou de nature différente.

1^{re} hypothèse : *les héritiers sont de même sexe et la succession est formée de biens urbains*

Lorsque les héritiers sont de même sexe, on ne tient compte que du nombre des descendants. Conformément à l'article 38 nouveau, la part du conjoint survivant qui concourt avec trois ou plus de trois descendants légitimes est égale à la part de chaque enfant. Si les enfants sont au nombre de deux, ou moins de deux, alors le conjoint reçoit la moitié d'une part d'enfant. Voyons quel sera le montant de la part héréditaire du conjoint survivant suivant le nombre des descendants légitimes en présence desquels il peut se trouver.

Lorsque les descendants sont deux, ou moins de deux, il suffit d'ajouter à la somme du nombre des enfants légitimes multiplié par deux, l'unité re-

(6) Tontcheff, op. cit., T. I, p. 302, 303, 304, 305 et s.

(7) Thèse Imarétsky, « La situation du conjoint survivant en droit bulgare », p. 58, Grenoble, 1929.

présentant l'époux survivant, et l'on obtiendra ainsi le dénominateur de la fraction indiquant la quote-part héréditaire du conjoint (8). Ainsi, en présence :

1 descendant,	le conjoint survivant recevra	$\frac{1}{3}$,	l'enfant	$\frac{2}{3}$
2 descendants	»	»	»	$\frac{1}{5}$ » $\frac{2}{5}$

Lorsque, cependant, les descendants sont trois ou davantage, pour obtenir le dénominateur de la fraction qui indique la part du conjoint survivant on a qu'à ajouter à la somme du nombre des enfants légitimes, l'unité représentant l'époux (9). Ainsi, en présence de :

3 descendants,	le conjoint survivant recevra	$\frac{1}{4}$,	l'enfant	$\frac{1}{4}$
4	»	»	»	$\frac{1}{5}$ » $\frac{1}{5}$
5	»	»	»	$\frac{1}{6}$ » $\frac{1}{6}$
6	»	»	»	$\frac{1}{7}$ » $\frac{1}{7}$

et ainsi de suite.

*2^e hypothèse : les héritiers sont de même sexe
et la succession est formée de biens ruraux*

Cette hypothèse comporte la même solution que la première, car aux termes des articles 21 et 38 peu importe la nature des biens composant la masse successorale lorsque les descendants sont du même sexe. Par conséquent il ne nous reste qu'à transporter les solutions de l'hypothèse précédente à la nôtre. Ainsi, en présence de :

(8) Tontcheff, op. cit., p. 298.

(9) Tontcheff, op. cit., p. 298.

1 descendant, le conjoint survivant recevra	1/3,	l'enfant	2/3
2 descendants, » » — »	1/5	»	2/5
3 » » » »	1/4	»	1/4
4 » » » »	1/5	»	1/5
5 » » » »	1/6	»	1/6
6 » » » »	1/7	»	1/7

et ainsi de suite.

3° hypothèse : *les héritiers sont de sexe différent et la succession est formée de biens urbains*

Aux termes de l'article 38, dans ce cas, en présence de trois ou plus de trois enfants légitimes, le conjoint survivant reçoit une part d'enfant du sexe masculin ; lorsque les descendants sont deux ou moins de deux, alors la part du conjoint est égale à celle d'un enfant du sexe féminin. Il semblerait à la lecture du texte de la loi que dans cette hypothèse la part héréditaire du conjoint survivant varierait suivant le sexe des descendants. Il n'en est rien, car lorsque la succession est formée de biens n'appartenant pas à une exploitation agricole, en d'autres termes, urbains, les descendants succèdent par portion égale sans aucune distinction fondée sur la différence de sexe (10). Par conséquent, dans notre hypothèse, la part revenant au conjoint survivant sera toujours égale à la part d'un enfant. Ainsi, en concours avec :

1 garçon et 1 fille, le conjoint surviv. recev.	1/3,	l'enfant	1/3
2 » 1 » » » »	1/4	»	1/4
1 » 2 » » » »	1/4	»	1/4
1 » 3 » » » »	1/5	»	1/5
2 » 2 » » » »	1/5	»	1/5
3 » 1 » » » »	1/5	»	1/5
1 » 4 » » » »	1/6	»	1/6
2 » 3 » » » »	1/6	»	1/6
3 » 2 » » » »	1/6	»	1/6
4 » 1 » » » »	1/6	»	1/6

et ainsi de suite.

(10) Art. 21 de la loi successorale de 1890, modifiée en 1906.

4° hypothèse : *les héritiers sont de sexe différent
et la succession est formée de biens ruraux*

Alors que dans la troisième hypothèse que nous avons étudiée, la part héréditaire du conjoint survivant était égale à celle de chaque enfant, indépendamment de leur sexe, les biens composant la succession étant urbains, ici les droits successoraux du conjoint vont varier suivant le sexe des descendants, leur nombre et la nature du patrimoine successoral, puisque la succession est formée de biens agricoles. Or aux termes de l'article 21, la part des descendants de sexe masculin est dans ce cas égale au double de celle des descendants du sexe féminin. Par ailleurs n'oublions pas le principe de répartition de la succession entre les descendants légitimes et le conjoint survivant posé par le 2° alinéa de l'article 38, à savoir : « si les enfants sont de sexe différent, en présence de trois et plus de trois enfants, la part du conjoint est égale à la part d'un enfant du sexe masculin ; en présence de deux ou moins de deux enfants, à celle d'un enfant du sexe féminin ». C'est en faisant jouer conjointement les dispositions des articles 21 alinéa dernier et 38 2° alinéa que nous pourrions déterminer la quote-part héréditaire du conjoint survivant venant en concours à une succession composée de biens ruraux avec des descendants de sexe différent.

Pour plus de clarté, nous empruntons le schéma dressé par Tontcheff comprenant tous les cas qui peuvent se présenter (11).

(11) Tontcheff, op. cit., T. I, p. 305.

Il est curieux de constater à l'examen du schéma présenté par Tontcheff, que dans tous les cas, sauf un, la part héréditaire du conjoint survivant est égale à celle d'un descendant du sexe masculin. C'est dans l'unique hypothèse où le conjoint concourt avec deux enfants (de sexe différent naturellement) qu'il reçoit une part de fille. Nous sommes frappés ensuite par le fait que l'importance de la part héréditaire du conjoint dépend de la quantité d'enfants du sexe masculin et féminin comprise dans le nombre total d'enfants légitimes qui concourent à la succession. Ainsi, lorsque dans un nombre donné de descendants légitimes l'élément féminin prédomine, la part du conjoint survivant est plus importante, que si, dans ce même nombre d'héritiers, l'élément masculin l'emportait.

A toutes ces difficultés de calcul qui se sont présentées au cours de l'étude des quatre hypothèses, peuvent très souvent venir s'en ajouter d'autres. En effet, supposons que le patrimoine successoral soit composé en partie de biens ruraux et en partie de biens urbains. Comment procéder à la répartition entre les héritiers ? Il faudra diviser la succession en deux masses et calculer dans chacune d'elles, au moyen des quatre précédentes hypothèses type, les droits respectifs du conjoint survivant ; ensuite, en additionnant les résultats, on obtiendra le montant de la quote-part héréditaire du conjoint. Le montant de cette dernière sera différent suivant la prédominance de l'élément rural ou urbain.

La complexité de ces résultats et leur illogisme a prêté le flanc à des critiques nombreuses. Les critiques les plus pertinentes et les plus serrées ont été faites à ce sujet par M. Fadenheht (12). Il examine

(12) Fadenheht, *Revue de l'Association des juristes*.

un certain nombre de conséquences pour montrer qu'elles auraient été plus facilement atteintes par un autre moyen ou au contraire qu'elles sont inadmissibles, notamment celles résultant de l'application de l'article 38, modifié en 1906, suivant que le conjoint survivant se trouve en présence d'enfants de même sexe, ou de sexe différent. Ainsi dans l'hypothèse où les héritiers sont de même sexe et les biens de la succession sont ruraux (13), il constate qu'en concours avec un enfant, le conjoint survivant reçoit le tiers de la succession ; en concours avec deux enfants — le cinquième. Ces résultats sont les mêmes que ceux qui dériveraient des dispositions de l'ancien article 38. Mais, voilà où la situation change, grâce à la réforme de 1906 : lorsqu'il se trouve en concours avec quatre enfants, de même sexe toujours, le conjoint reçoit la même portion héréditaire, le cinquième de la succession, qu'il aurait obtenue s'il concourait seulement avec deux enfants. Enfin, sa part, lorsqu'il se trouve en présence de trois enfants, est supérieure à celle qu'il aurait obtenue s'il concourait seulement avec deux enfants. On aurait pu procéder beaucoup plus simplement et éviter toutes ces anomalies de calcul, en octroyant au conjoint survivant, dans toutes les hypothèses, une part d'enfant légitime, sans que toutefois cette part puisse dépasser le quart de la succession (14).

Ce système fonctionnait d'ailleurs en Bulgarie avant la loi de 1890, époque où l'on appliquait encore le droit écrit byzantin. Les dispositions de l'article 38 et de l'article 21 sont-elles, en ce qui concerne le conjoint survivant, conformes au fon-

(13) Cf. *supra*, 2^e hypothèse, p. 63.

(14) Fadenheht, *op. cit.*, p. 443, T. V.

dement sur lequel repose sa dévolution successorale ? Le législateur bulgare, de même que ses prédécesseurs français et italien, n'a pas voulu qu'à la douleur causée par la perte de l'époux prédécédé, vienne s'ajouter la privation du train de vie mené du vivant du défunt. Par ailleurs, on considère généralement en législation que plus les enfants sont nombreux, meilleure sera la situation du conjoint survivant, puisqu'il pourra leur réclamer une pension alimentaire. En partant de ce point de vue, il est tout à fait injuste que la part héréditaire du conjoint survivant en concours avec deux enfants légitimes du même sexe soit égale à celle qu'il aurait obtenue en présence de quatre enfants, et plus petite de celle à laquelle il a droit en concours avec trois enfants. En effet, l'aide que pourrait obtenir le conjoint survivant en présence de quatre enfants est plus considérable qu'en présence de deux enfants ; malgré cela, dans les deux cas, sa part représente le cinquième de la succession. Peut-être notre législateur s'est-il inspiré de considérations visant l'encouragement à la natalité. Ainsi, au delà de deux enfants les conjoints se tiendront le langage suivant : si l'un de nous disparaissait, ma situation serait meilleure si j'avais un troisième enfant... Encore faut-il que cet enfant soit du même sexe que les précédents, prévision fort embarrassante ! N'y aurait-il pas une inadvertance du législateur dans la rédaction du premier alinéa de l'article 38 ? Bien au contraire, car le Ministre de la Justice, dans son rapport sur le projet de 1906, insiste sur le caractère intentionnel du nouveau texte. « Nous ne pouvons pas, dit-il, allouer, d'une manière générale, à l'époux survivant une part égalant celle de chaque enfant ; en pareil cas, celui-là devra recevoir la moitié de la succession s'il concourt avec un enfant, et

il en aura le tiers, s'il concourt avec deux enfants. Or, il faut reconnaître que cela serait exagéré. C'est pourquoi nous avons trouvé plus rationnel que le conjoint survivant reçoive la moitié de ce qui revient à chaque enfant, lorsqu'il n'y a qu'un ou deux enfants ; mais, si les enfants sont trois ou davantage, alors il recueillera une part égale à celle de chaque enfant. Donc, en présence de deux enfants le conjoint recevra un cinquième, en présence de trois — un quart, et ainsi de suite... » (15).

Des termes de l'article 38 al. 2, il résulte qu'en concours avec des enfants légitimes de sexe différent, la part successorale du conjoint survivant est toujours égale à une part d'enfant, féminin si les enfants sont deux ou moins de deux, masculin s'ils sont trois ou davantage. La différence faite par le législateur de 1906 quant aux parts héréditaires entre les descendants du sexe masculin et féminin (16) devait nécessairement se répercuter sur la fixation de la quotité des droits du conjoint survivant. Ainsi, la part héréditaire du conjoint survivant venant en concours avec un certain nombre d'enfants de sexe différent, sera plus ou moins importante, suivant la prédominance de la nature des biens successoraux, ruraux ou urbains. Si les enfants sont deux ou moins de deux (17), la part du conjoint survivant sera d'autant plus importante que les biens ruraux seront moindres, et inversement elle sera d'autant moins importante que les biens ruraux prédomineront dans la composition de la masse successorale. Ainsi, en prenant pour exemple deux successions de

(15) Boyadjieff, op. cit., pages 98 et 99.

(16) Article 21 nouveau.

(17) Aux termes de l'art. 38 sa part alors est égale à celle d'un héritier du sexe féminin.

même valeur, l'une composée surtout de biens ruraux, l'autre principalement de biens urbains, la part héréditaire du conjoint survivant venant en concours avec deux enfants légitimes de sexe différent sera plus grande dans la seconde que dans la première. Prenons deux masses successorales d'une valeur de 45.000 francs chacune, et comparons la part du conjoint dans l'une et dans l'autre :

Première succession. — a) biens ruraux : 30.000.

b) » urbains : 15.000.

la part du conjoint survivant pour a) est le $\frac{1}{4}$ (une part de fille)	7.500
la part du conjoint survivant pour b) est le $\frac{1}{3}$ (une part de fille ou de garçon)	5.000
Total	12.500

Deuxième succession. — a) biens ruraux : 15.000,

b) » urbains : 30.000,

la part du conjoint survivant pour a) est le $\frac{1}{4}$	3.750
» » » b) est le $\frac{1}{3}$	10.000
Total	13.750

Les résultats contraires se produiront si les enfants de sexe différent sont au nombre de trois, ou davantage (18). En prenant deux successions de même valeur, mais dont la composition des biens est différente, la part du conjoint survivant venant en concours avec trois ou plus de trois enfants sera plus petite dans celle qui est composée principalement de biens urbains, et plus importante dans celle où l'élément rural prédomine. Prenons les mêmes données. Il faut remarquer cependant, qu'ici, les

(18) Aux termes du même article sa part alors est égale à celle d'un héritier du sexe masculin.

calculs sont plus complexes à raison du fait que le nombre d'enfants de même sexe compris dans le nombre total de descendants peut varier :

<i>Première succession.</i> — Deux filles et un garçon, va-			
leur			45.000
a) biens ruraux	30.000		
b) biens urbains	15.000		
La part du conjoint survivant pour a) est les $\frac{2}{6}$ (19)		10.000	
» » » b) est le $\frac{1}{4}$		3.750	
Total.....			13.750

<i>Deuxième succession.</i>			
a) biens ruraux	15.000		
b) biens urbains	30.000		
La part du conjoint survivant pour a) est les $\frac{2}{6}$		5.000	
» » » b) est le $\frac{1}{4}$		7.500	
Total.....			12.500

Reprenons les mêmes chiffres, mais les enfants au lieu d'être comme précédemment deux filles et un garçon, sont deux garçons et une fille.

<i>Première succession.</i>			
a) biens ruraux	30.000		
b) biens urbains	15.000		
La part du conjoint surviv. pour a) est les $\frac{2}{7}$ (20)		8.571,4	
» » » b) est le $\frac{1}{4}$		3.750	
Total.....			12.321,4

<i>Deuxième succession.</i>			
a) biens ruraux	15.000		
b) biens urbains	30.000		
La part du conjoint survivant pour a) est les $\frac{2}{7}$..		4.285,7	
» » » b) est le $\frac{1}{4}$		7.500	
Total.....			11.785,7

(19) Cf. schéma I, p. 66.

(20) Cf. schéma I, p. 66.

L'importance donc de la valeur de la part héréditaire du conjoint survivant dépend de la proportion et de la prédominance des éléments constitutifs de la masse successorale, et du nombre relatif des descendants, masculins et féminins, lorsqu'ils sont plus de deux.

L'illogisme des conséquences de l'article 38 se révèle bien mieux encore lorsque la succession est composée uniquement de biens urbains et que les héritiers qui concourent avec le conjoint survivant sont de sexe différent. Dans cette hypothèse, il n'y a pas de différence pratique entre les descendants masculins ou féminins, car leur part successorale est la même (21). Il résulte que le conjoint qui vient à la succession en concours avec des descendants de sexe différent reçoit toujours une part d'enfant. En comparant ces résultats avec le texte de l'article 38 ainsi conçu :

« ... en présence de deux ou moins de deux enfants de même sexe, sa part (celle du conjoint survivant) est égale à la moitié de celle de chaque enfant. »

nous constatons que la part héréditaire du conjoint survivant croît au double pour la seule raison qu'il concourt avec des enfants de sexe différent (22). Par conséquent la réforme de 1906, insérée dans le nouveau texte de l'article 21, dans un dessein de protéger et d'augmenter les droits successoraux des descendants de sexe masculin succédant à un patrimoine rural, vient indirectement augmenter les droits héréditaires du conjoint survivant. Prenons un exemple pour mieux illustrer cette anomalie :

(21) Cf. troisième hypothèse, p. 64.

(22) Fadenheht, op. cit., T. V, p. 443.

Succession uniquement urbaine ; valeur 45.000 francs :

en présence de deux enfants de <i>sexes différents</i> , le conjoint survivant recevra le $\frac{1}{3}$	15.000
en présence de deux enfants de <i>même sexe</i> , le conjoint survivant recevra le $\frac{1}{5}$	9.000

cette différence de 6.000 fr. est très considérable — c'est une pénalité dure et injuste pour les conjoints qui n'ont pas su donner à leur second enfant un sexe différent de celui du premier !

Succession uniquement rurale ; valeur 45.000 francs :

en présence de deux enfants de <i>sexes différents</i> , le conjoint survivant recevra le $\frac{1}{4}$	11.250
en présence de deux enfants de <i>même sexe</i> , le conjoint survivant recevra le $\frac{1}{5}$	9.000

Dans le cas de succession formée uniquement de biens ruraux, l'époux qui a eu deux enfants de sexe différent, bénéficie d'une prime moins importante, mais cependant appréciable de 2.250 francs.

L'article 38 dans sa forme actuelle se prête donc de la part de la doctrine à de vives critiques. Il est vrai que son application n'est pas très fréquente, vu que la propriété en Bulgarie est déjà tellement morcelée qu'elle ne pourrait pas supporter les frais provoqués par les instances judiciaires coûteuses ; ensuite, généralement, lorsqu'un des époux décède, ses enfants continuent à vivre avec le conjoint survivant dans la maison familiale et à exploiter les terres laissées par le défunt, sans avoir l'idée de réclamer le partage.

L'examen de ces résultats critiquables nous amène à la comparaison de la loi bulgare avec les droits français et italien. Dans quelle mesure, en effet, une réforme pourrait-elle s'inspirer de solutions admises dans ces deux droits ? Ici, il faut prendre parti : ou donner au conjoint survivant un droit

égal quel que soit le nombre des descendants légitimes, ou faire au contraire varier ce droit avec le nombre des enfants. Le droit français, lorsqu'il s'agit d'enfants nés du mariage, se rattache à la première solution — le droit du conjoint est toujours l'usufruit du quart de la succession, quel que soit le nombre d'enfants. S'il y a des enfants d'un précédent mariage, au contraire, le droit varie — l'usufruit est alors celui d'une part d'enfant le moins prenant, sans que cette part puisse d'ailleurs excéder le quart. Dans ce second cas alors, le droit du conjoint diminue avec l'augmentation du nombre des enfants.

Pour le droit italien au contraire, c'est dans tous les cas que l'augmentation du nombre des enfants vient diminuer l'usufruit du conjoint. Cet usufruit porte, en effet, sur une part héréditaire égale à celle de chaque enfant. S'agissant d'enfants nés du mariage, cette solution nous semble critiquable : c'est pousser les conjoints à avoir le moins grand nombre d'enfants possible, solution peu admissible dans l'état démographique de la majorité des pays européens. On a bien répondu dans ce cas que la situation du conjoint s'améliore puisqu'il peut réclamer une pension alimentaire à un plus grand nombre d'enfants. Mais il est à peine besoin de souligner que les avantages qui résultent pour le conjoint de la pension alimentaire sont très différents de ceux que lui confèrent un droit successoral. Il devra pour obtenir une pension alimentaire prouver qu'il est dans le besoin, il faut ensuite que la situation pécuniaire des descendants au moment où l'action est intentée soit suffisante pour qu'ils remplissent leur obligation ; enfin, on sait que le montant de la pension alimentaire est toujours égal à la plus faible des deux données en présence, ressources du

débiteur, besoin du créancier. La situation est donc tout autre pour le conjoint que si, au moment de l'ouverture de la succession, il a un droit sur les biens de son époux prédécédé. La réforme de la loi bulgare devrait donc, selon nous, s'inspirer des dispositions du droit français, en admettant que le droit du conjoint demeure invariable quel que soit le nombre des enfants, et surtout leur sexe. Il nous semblerait aussi utile d'y introduire la distinction que fait la loi française des enfants nés du mariage et les descendants d'un premier lit. Il serait souhaitable, vu la fréquence des seconds mariages, d'instituer dans notre législation une protection des enfants du premier lit à l'égard du second conjoint de leur auteur. Comme le droit bulgare ignore la quotité disponible spéciale entre époux du droit français, cette protection résulterait heureusement, à notre avis, de la limitation des droits du conjoint survivant lorsqu'il est en présence d'enfants nés du mariage précédent.

§ 2. — *Le conjoint survivant vient en concours
à la fois avec des enfants légitimes et naturels
du défunt*

Quelle est la part héréditaire du conjoint survivant qui concourt à la fois avec des enfants légitimes et naturels de son époux prédécédé ? L'ancien article 38 de la loi de 1890, dans son deuxième alinéa, réglait la question en droit bulgare. Voici ce qu'il disait :

« ... *S'il (le de cujus) a laissé des enfants naturels et des enfants légitimes, la présence des premiers ne diminue pas la part du conjoint survivant : elle reste la même que dans le cas où il n'existe que des enfants légitimes.* »

En d'autres termes, les droits des enfants naturels ne portent aucune atteinte aux droits successoraux du conjoint survivant. Pour déterminer la part de ce dernier, la loi ignore la présence des enfants naturels, et c'est seulement après avoir rempli le conjoint de ses droits, que les enfants légitimes et naturels se partageront le restant de la succession et ce, conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi successorale. Ainsi, si le défunt laissait un enfant légitime et deux enfants naturels, la part revenant au conjoint survivant était du tiers de la succession.

Or le nouvel article 38, sans doute par une inadvertance du législateur, garde le silence le plus complet sur les solutions à donner au cas où le conjoint survivant vient en concours à la fois avec des descendants légitimes et naturels du défunt. Sans doute cette hypothèse est assez rare, mais enfin le cas peut se présenter. A défaut de texte visant la matière, M. Tontcheff (23) doute que les juges puissent utiliser les dispositions de l'article 10 du Code de procédure civile bulgare (sensiblement analogues à celles de l'article 1^{er}, al. 2 du Code civil suisse), qui décident que les juges sont obligés de statuer dans tous les cas même s'il n'y a pas de texte ou si le texte est incomplet, ou ambigu et qui, lorsqu'il n'y a pas de texte, permet au juge d'agir comme agirait en l'espèce le législateur, c'est-à-dire de créer le droit. Faut-il alors nous reporter à l'ancien texte de l'article 38 ? Cela nous paraît difficile, car l'article 38 a été abrogé et que ses dispositions nouvelles s'inspirent de directives radicalement différentes. Il faut alors nous inspirer, pour résoudre la question, des principes généraux sur la matière. Le code civil ita-

(23) Tontcheff, *op. cit.*, p. 317.

lien a envisagé le cas auquel il donne la solution suivante dans le 2° alinéa de son article 753 ainsi conçu (24) :

« En cas de concours des enfants naturels avec des enfants légitimes, l'usufruit du conjoint est d'une part égale à celle qui appartient à chaque enfant légitime. »

« Cette part d'usufruit ne peut être supérieure au quart de la succession, et elle peut être acquittée de la manière qui est établie dans l'article 819. »

Il applique le principe général de l'al. 1^{er}, mais il restreint le maximum auquel peut prétendre le conjoint survivant. La loi française, comme la loi bulgare, n'a pas prévu la question. Les auteurs sont en général d'accord pour appliquer cumulativement les dispositions de l'article 767 relatif au concours du conjoint survivant avec les enfants légitimes d'une part, avec les enfants naturels de l'autre. Le système qui paraît le plus rationnel consiste à faire alors une double répartition de la succession, l'une en propriété, l'autre en usufruit ; en propriété le conjoint sera écarté, en usufruit le conjoint survivant sera tenu pour un enfant légitime de plus, sa part ne pouvant dépasser le quart de la succession (25).

Si nous voulons calculer la part revenant au conjoint survivant bulgare qui est en concours à la fois avec des enfants légitimes et des enfants naturels, plusieurs systèmes se présentent à notre esprit. Pour donner aux enfants naturels leur part dans la succession, nous pouvons soit la calculer en main-

(24) Voir l'article 133 du projet italien de Code civil de 1936.

(25) Colin et H. Capitant, *op. cit.*, T. III, n° 579, p. 540.

tenant intégrale celle du conjoint, soit, au contraire, maintenir intégrale la part des enfants légitimes, soit, enfin, réduire proportionnellement les parts successorales de ces trois catégories d'héritiers. Nous allons reprendre successivement ces trois systèmes.

Le premier système, qui consisterait à calculer la part des enfants naturels en maintenant au conjoint survivant l'intégralité de ses droits, serait conforme au texte de l'alinéa 2 de l'ancien article 38. Ayant prélevé la part du conjoint, on partage le reste de la succession entre les enfants légitimes et les enfants naturels. Supposons une succession de 12.000 francs à laquelle prétendent en plus du conjoint trois enfants légitimes et deux enfants naturels (pour plus de simplicité nous supposons les héritiers du même sexe, la nature des biens est donc indifférente). Nous commençons par prélever la part du conjoint survivant, soit $\frac{1}{4}$, c'est-à-dire 3.000 francs. Pour partager le reste entre les enfants légitimes et les enfants naturels, nous avons le choix entre deux méthodes. Nous pouvons d'abord imputer la part des enfants naturels telle que la détermine l'article 29 (26) directement sur celle des enfants légitimes ; nous aurons alors $\frac{3}{20}$, c'est-à-dire 1.800 francs qui reviendront aux enfants naturels et $\frac{12}{20}$ soit 7.200 francs aux enfants légitimes. Nous pouvons aussi réduire proportionnellement les droits des enfants naturels et des enfants légitimes, et il reviendra alors aux enfants naturels $\frac{1}{8}$, 1.500 francs, et aux enfants légitimes $\frac{5}{8}$, soit 7.500 francs. Cette seconde façon de procéder est plus

(26) Aux termes de cet article, si les enfants naturels sont en concours avec des enfants légitimes, ils ont droit à la moitié de la portion qui leur appartiendrait s'ils étaient légitimes.

équitable que la première. Ce premier système ne paraît pas le meilleur : il est fondé, en effet, sur l'article 38 al. 2 qui a été abrogé, et nous savons que les principes qui ont conduit à cette abrogation sont moins favorables au conjoint survivant que ne l'était la législation de 1890.

On peut alors songer à un second système qui respecterait avant tout le droit des enfants légitimes. On prélève alors la part des enfants légitimes, et on partage le reste entre le conjoint et les enfants naturels. Supposons le même exemple que précédemment. Les enfants légitimes reçoivent les $\frac{3}{4}$, soit 9.000 francs. Pour partager le reste on peut soit imputer la part des enfants naturels sur celle du conjoint survivant, ce qui donne $\frac{3}{20}$ aux enfants naturels, c'est-à-dire 1.800 francs, et $\frac{2}{20}$ ou 1.200 francs au conjoint survivant, mais il paraît assez peu vraisemblable que le législateur ait voulu diminuer dans cette proportion la part du conjoint, soit encore réduire proportionnellement les droits des enfants naturels et ceux du conjoint : les premiers ont alors les $\frac{3}{32}$, soit 1.125 francs, le second les $\frac{5}{32}$ ou 1.875 francs. Mais, dans l'ensemble, le système qui consiste à désavantager à la fois le conjoint et les enfants naturels pour maintenir l'intégralité de la part des enfants légitimes est critiquable, car la présence d'enfants naturels doit être supportée par les parents légitimes. Lorsqu'ils sont seuls en présence d'enfants légitimes, l'article 29 décide que : « ... lorsque leur filiation est reconnue ou déclarée, ils ont droit à la moitié de la part qu'ils auraient eu s'ils eussent été légitimes ». La présence du conjoint survivant ne peut avoir pour effet d'avantager les enfants légitimes à son détriment et à celui des enfants naturels.

Nous nous rallions, par conséquent, à un troi-

sième système qui consiste à réduire proportionnellement la part de chacune des trois catégories d'héritiers. En reprenant notre exemple précédent, nous obtenons alors les chiffres suivants : aux enfants légitimes les $15/23$, c'est-à-dire 7.825,1 francs, aux enfants naturels $3/23$, soit 1.565,1 francs, enfin $5/23$ ou 2.609,8 francs au conjoint survivant. Ce système, qui a l'inconvénient de donner lieu à des calculs un peu plus compliqués, est le plus satisfaisant du point de vue logique et il nous paraît en même temps le plus équitable. Quoique la question ne se soit pas beaucoup posée en pratique, nous appelons de tous nos vœux l'intervention du législateur sur ce point.

§ 3. — *Le conjoint survivant vient en concours avec des ascendants, ou avec des enfants naturels, ou avec des frères et sœurs, ou avec des ascendants et des enfants naturels du défunt*

Si à défaut de postérité légitime, le conjoint survivant se trouve en présence d'ascendants du défunt, ou avec ses frères et sœurs ou leurs descendants, il recueille, en droit italien, le tiers de l'hérédité en pleine propriété (27). Lorsqu'il se trouve en concours à la fois avec des ascendants légitimes et des enfants naturels, il n'a plus droit qu'au quart de l'héritage (28).

Le droit français, sauf la loi de 1930, est bien plus sévère envers le conjoint survivant qui se trouve en face de successibles visés plus haut : il ne lui ac-

(27) Article 754 al. 1^{er} du code civil italien. Voir article 134 du projet italien de 1936.

(28) Article 754 al. 2.

corde que la moitié de l'usufruit de la succession (29).

Jusqu'en 1906, le droit bulgare adoptait la même solution que celle du droit italien. En effet, l'article 39 de la loi de 1890 était calqué sur l'article 754 du code civil italien. En voici la teneur :

« S'il n'y a pas d'enfants légitimes, mais que le défunt a laissé des ascendants, ou des frères et sœurs, ou des descendants de ceux-ci, le conjoint survivant reçoit un tiers de la succession. »

« Si le conjoint est appelé à la succession en concours avec des ascendants et des enfants naturels, il recueille un quart de la succession. »

La première partie du précédent article fut modifiée en 1906 dans le dessein d'augmenter la part héréditaire du conjoint dont le mariage a duré plus de dix ans. Voici le contenu du texte de 1906, modifiant la première partie de l'article 39 :

« ... ceci au cas où la mort de l'époux prédécédé est survenue moins de dix ans après la célébration du mariage. Si la mort de l'époux prédécédé est survenue après l'achèvement de cette période de dix ans, le conjoint survivant reçoit la moitié de la totalité de la succession. »

Par conséquent, le malheureux conjoint qui n'a pas eu le bonheur d'achever cette fatidique période décennale, ne pourra bénéficier des avantages prévus par le texte voté en 1906 : ses droits successoraux demeurent les mêmes que ceux fixés par la teneur de l'ancien article 39. Le législateur bulgare a voulu établir une sorte de prime à l'ancienneté

(29) Article 767 al. 3 du code civil.

conjugale en venant récompenser le conjoint qui s'est dépensé en soins continus envers le prédécédé. Cette solution, unique dans toutes les législations européennes, nous paraît mériter les plus graves reproches. Que signifie cette période de dix ans, à quoi répond-elle ? Le conjoint qui a été marié neuf ans et onze mois va être traité plus sévèrement que celui qui a été marié durant dix ans et un mois ? Le ministre de la Justice a donné les motifs suivants au moment de la discussion de la loi de 1906 : « Pour adopter cette règle, nous avons tenu compte de certaines considérations. Ainsi, d'après la loi en vigueur jusqu'à présent, la part héréditaire de l'époux survivant, dans le cas où il n'y a pas de descendants, était peu considérable : il n'avait droit qu'à un tiers de la succession. Or vous reconnaissez, Messieurs, que cela n'est pas très équitable. Par exemple, une épouse avait au cours de longues années fourni son travail et aidé de la sorte à l'augmentation de la fortune de son mari. Elle se voit, au moment de la mort de celui-ci, privée de la majeure partie de la succession ; celle-ci passe ou aux frères et sœurs de son mari qu'il n'avait peut-être pas aimés, ou à ses ascendants qui, étant ordinairement assez âgés, n'ont pas besoin d'une forte part successorale. Mais, d'autre part, nous n'avons pas osé accorder à l'épouse la moitié de la succession dès la première année du mariage. Nous pensions qu'il fallait laisser s'écouler une période d'au moins cinq ans pour qu'on pût soutenir que la femme avait vraiment coopéré, par son travail ou son épargne, à l'accroissement du patrimoine familial ; nous estimions qu'alors seulement on pourrait admettre que la femme avait réellement gagné l'affection de son mari et que la volonté de celui-ci aurait été de lui laisser une part successorale plus importante que celle prévue par la loi actuelle.

C'est pour ces raisons que nous avons conçu et que nous vous offrons les présentes règles... » (30). Mais n'aurait-on pu trouver un autre moyen d'augmenter la part successorale du conjoint survivant ? L'idée des auteurs du projet semble avoir été la suivante. Plus la durée du lien conjugal est longue, plus l'importance du travail fourni par les époux est considérable, donc susceptible de justifier une part héréditaire plus grande en faveur du survivant. Les auteurs du projet étaient bien idéalistes : ils supposaient que, dans tous les ménages, les conjoints consacraient leurs soins et leur labeur à enrichir le patrimoine l'un de l'autre, puisqu'il n'y a pas en fait de patrimoine commun. On pourrait renverser l'argument et admettre que, dans un certain nombre de cas, la durée du mariage a donné à l'époux prodigue plus d'occasion de dilapider les revenus de son époux. Si l'on tenait compte de l'idée directrice du législateur de 1906, il faudrait apprécier dans chaque cas concret l'apport moral et matériel de l'époux à la fortune de l'autre. Or cette appréciation concrète est impossible, en fait d'abord, et puis surtout impossible à résumer dans un texte abstrait (31). On peut ajouter à cette considération l'idée bien simple et à laquelle ne semble pas avoir pensé l'auteur du projet, que moins la durée du mariage a été longue, moins les époux ont pu mutuellement s'enrichir, par conséquent on va à l'encontre du but que l'on se proposait quand on restreint les droits de l'époux dans l'hypothèse où son conjoint est décédé au bout de peu d'années de mariage. M. Fadenheht ajoute que le législateur n'aurait pas dû tenir compte du facteur « travail fourni » pour déterminer le

(30) Boyadjieff, *op. cit.*, pages 99 et 100.

(31) Fadenheht, *op. cit.*, pages 448 et 449.

montant de la quote-part héréditaire du conjoint. Le défunt aurait pu, s'il le désirait, accorder par testament une récompense spéciale à ceux de ses parents qui lui ont rendu, pécuniairement, des services appréciables. Ce dernier argument ne nous paraît pas très solide, car la mort peut frapper à l'improviste, et très souvent les personnes négligent de manifester de leur vivant leur volonté suprême. Pourquoi donc la loi ne tient-elle pas compte de la durée du lien conjugal lorsque le conjoint survivant concourt à la fois avec des ascendants et des enfants naturels ? Nous ignorons les motifs qui ont pu amener cette différence de traitement entre les deux aliénés de l'article 39.

Voyons maintenant les différentes hypothèses prévues par le texte de l'article 39. Elles peuvent se ramener à quatre : le conjoint survivant vient en concours avec les ascendants ; le conjoint survivant vient en concours avec des enfants naturels ou leurs descendants légitimes ; le conjoint survivant concourt avec les frères et sœurs du défunt ou avec leurs descendants légitimes ; ou enfin c'est à la fois avec les ascendants légitimes et les enfants naturels du défunt que le conjoint survivant vient en concours.

La réforme de 1906, notons-le bien, ne vise que les trois premières hypothèses, la durée du mariage n'a pas d'influence sur les droits successoraux du conjoint survivant lorsque celui-ci est en présence à la fois d'ascendants et d'enfants naturels. Dans l'ancien article 39, le conjoint survivant recevait $\frac{1}{3}$ de la succession et les $\frac{2}{3}$ étaient partagés, soit entre les ascendants, soit entre les collatéraux privilégiés, soit enfin entre les enfants naturels.

*1^{re} hypothèse : le conjoint survivant
vient en concours avec les ascendants*

La première question qui se pose est celle de savoir quel sens il faut donner au mot « ascendants ». La loi vise-t-elle les père et mère du défunt — les ascendants privilégiés du droit français — ou au contraire, s'agit-il de tous les ascendants quel que soit leur degré ? La loi successorale bulgare, lorsqu'elle parle des ascendants, emploie toujours cette expression au sens large, par conséquent, ici pas plus qu'ailleurs, il n'y a lieu de faire intervenir une distinction entre les ascendants privilégiés et les ascendants ordinaires. Si nous supposons que le défunt laisse, avec sa veuve, ses père et mère, il faut depuis 1906, nous l'avons vu, distinguer suivant que le mariage a duré plus ou moins de dix ans. Précisons, par un exemple, la part du conjoint survivant dans ces deux cas. Si la succession à partager est de 12.000 francs, la part du conjoint sera du $\frac{1}{3}$ si la mort est survenue moins de dix ans après la célébration du mariage, c'est-à-dire de 4.000 francs ; le père et la mère se partageront les 8.000 francs restant ; la part du conjoint sera de la $\frac{1}{2}$ si la mort est survenue après plus de dix ans de mariage, c'est-à-dire de 6.000 francs ; les ascendants alors se partageront en parts égales les 6.000 restant.

Si nous supposons que le défunt ne laisse que son père ou sa mère, alors celui-ci, ou celle-ci, prendra les $\frac{2}{3}$ ou la $\frac{1}{2}$ restante, et il n'y a pas lieu, comme en droit français, de faire jouer la fente. Par conséquent, un collatéral de la ligne paternelle, par exemple, sera écarté complètement par la mère survivante, et vice versa. Le raisonnement est le même

si, au lieu de laisser ses parents ou l'un d'eux, le défunt laisse des grands-parents ou des ascendants plus éloignés. Là encore on ne pratiquera pas la fente, et les ascendants du degré inférieur primeront les ascendants d'un degré plus éloigné. Entre ascendants d'un même degré, le partage se fera par tête, qu'ils appartiennent à la ligne paternelle ou à la ligne maternelle.

*2° hypothèse : le conjoint survivant
vient en concours avec les enfants naturels
ou leurs descendants légitimes*

Il faut remarquer ici que, comme en droit français, il faut qu'il s'agisse d'enfants naturels reconnus, ou dont la filiation a été établie judiciairement (32). En cas de prédécès d'un enfant naturel ses enfants légitimes viendront à la succession par représentation, c'est-à-dire qu'ils se partageront par souche la part revenant à leur auteur prédécédé. Quelle est en face d'enfants naturels ou de leurs descendants légitimes la part du conjoint survivant ? Ici encore intervient la réforme de 1906 : si la mort est survenue moins de dix ans après la célébration du mariage, le conjoint survivant aura droit au $\frac{1}{3}$; si elle est survenue plus de dix ans après cette célébration, le conjoint survivant aura droit à la $\frac{1}{2}$ de la succession. Les enfants naturels ou leurs descendants légitimes se partageront alors les $\frac{2}{3}$, dans le premier cas, et la $\frac{1}{2}$, dans le second.

(32) Article 28 de la loi successorale bulgare.

3° hypothèse : *le conjoint survivant
concourt avec les frères et sœurs du défunt
ou avec leurs descendants légitimes*

Ici, comme en droit français, on fait une situation particulière aux frères et sœurs du défunt et à leurs descendants légitimes, ceux qu'en France on nomme les collatéraux privilégiés. On admet à leur égard le jeu de la représentation (33). Ici encore, si la mort est survenue après moins de dix ans de vie conjugale, le conjoint survivant prend le $\frac{1}{3}$ de la succession, si au contraire c'est après plus de dix ans de vie conjugale que survient le décès, le conjoint survivant prend la $\frac{1}{2}$. Les frères et sœurs auront droit aux $\frac{2}{3}$ restants dans le premier cas, à la $\frac{1}{2}$ restante dans le second. Leurs descendants légitimes, en cas de prédécès des frères et sœurs, viendront à la succession par souche.

4° hypothèse : *le conjoint survivant
vient en concours à la fois avec les ascendants
légitimes et les enfants naturels du défunt*

Dans ce dernier cas, le législateur n'a pas fait intervenir la durée du lien conjugal. Nous nous demandons si c'est par inadvertance ou si c'est pour une raison particulière qu'il ne nous a pas été donné de découvrir. Ici alors la part du conjoint survivant est fixée dans tous les cas au $\frac{1}{3}$ de la succession (34). Autrefois, avant 1906, dans ce cas la part du conjoint survivant n'était que du $\frac{1}{4}$ (35). Mais

(33) Article 17 de la loi successorale bulgare.

(34) Article 39, al. 2.

(35) Article 39, al. 2 ancien.

en modifiant l'ancien article 39 al. 2, le législateur de 1906 a omis de changer l'article 30 qui est relatif aux droits des enfants naturels dans la succession. Celui-ci dans son deuxième alinéa déclare que :

« Si les enfants naturels sont appelés à la succession en concours avec des ascendants et avec le conjoint du défunt, alors : un tiers de la succession revient aux ascendants, un quart à l'époux, et le restant aux enfants naturels. »

En présence du conflit de ces deux textes, lequel faut-il faire prévaloir ? Nous croyons avec M. Fadenheht que c'est l'article 39 qui doit l'emporter. La modification de l'alinéa 2 de l'article 39 entraîne *ipso facto* celle de l'alinéa 2 de l'article 30 (36). Mais alors, même en supposant que l'article 30 soit implicitement modifié par l'article 39 nouveau, et que la part du conjoint soit bien dans ce cas du tiers de la succession, qui va subir la perte résultant de l'augmentation des droits du conjoint survivant ? Seront-ce les ascendants, ou seront-ce les enfants naturels qui verront leur part diminuée ? Dans le silence des textes et en l'absence de décision de la Cour Suprême de Cassation, il semble qu'il faille leur faire supporter proportionnellement cette diminution. Il faut donc admettre que l'augmentation du $\frac{1}{12}$ de la succession accordée au conjoint est répartie sur la part des enfants naturels et sur celle des ascendants. Les premiers, au lieu de $\frac{5}{12}$, recevront les $\frac{40}{108}$, et les ascendants, au lieu du $\frac{1}{3}$, recevront les $\frac{32}{108}$. Certains auteurs estiment cependant que, pour des raisons sociales et économiques, il serait préférable que les ascendants supportent en en-

(36) Fadenheht, op. cit., p. 471.

tier la diminution. La Cour Suprême n'a pas encore eu l'occasion de se prononcer sur ce point. Une réforme législative serait désirable.

En dehors des quatre hypothèses que prévoit l'article 39, d'autres cas peuvent se présenter, nombreux. La loi a toujours supposé que les trois groupes prévus par l'article 39, frères et sœurs légitimes, enfants naturels, ascendants légitimes venaient en concours séparément avec le conjoint survivant. Il n'a prévu que l'hypothèse où le conjoint survivant venait en concours à la fois avec des ascendants légitimes et des enfants naturels, mais on pourrait supposer aussi, et la loi de 1890 ne résoud pas le problème, que le conjoint est en concours à la fois avec des ascendants et des frères et sœurs du défunt, ou avec des frères et sœurs légitimes et des enfants naturels à la fois. Dans le premier cas, il faut supposer que les ascendants sont autres que les père et mère, car l'article 23 précise que les père et mère excluent de la succession les frères et sœurs. Cette omission s'explique d'ailleurs par le fait que le code civil italien dans son article 754 garde le silence sur la question (37). En l'absence de décision judiciaire, nous devons examiner quelle solution nous paraît la meilleure. M. Doumanoff (38) s'est demandé si, dans ce cas, le conjoint survivant n'était pas exclu de la succession par la présence simultanée d'ascendants au second degré et des frères et sœurs du défunt. Il invoque l'al. 1^{er} de l'article 25 ainsi conçu :

« Si le défunt n'a laissé ni enfants légitimes, ni ses père et mère, mais que seulement des frères et sœurs ou leurs descendants succèdent en concours

(37) Voir l'article 134 du projet italien de code civil.

(38) Doumanoff, L'opinion juridique, fasc. 10 (1920).

avec des ascendants de la ligne paternelle ou maternelle, dans ce cas les premiers reçoivent les deux tiers de son patrimoine et les autres en prennent le tiers ; cette dernière part est partagée entre eux conformément aux règles de l'article précédent. »

Mais il constate que l'article 25 fait partie de la section intitulée « De l'ordre de la succession des parents légitimes », et que tous les articles de cette loi (21 à 27) ne font pas mention du conjoint survivant dont les droits successoraux sont réglés plus loin dans la Section V (articles 38 à 42). L'article 25, ne traitant que des parents légitimes, n'avait donc pas à parler du conjoint survivant. Si l'on voulait invoquer l'article 25 pour priver le conjoint survivant de droits, il faudrait alors recourir aussi à l'article 23 qui lui non plus ne mentionne pas le conjoint lorsqu'il décide que les ascendants héritent seuls dans le cas où le défunt est décédé sans postérité. Et pourtant, l'article 39 al. 1^{er} admet expressément le concours du conjoint survivant avec les ascendants de l'époux prédécédé. On ne peut donc écarter pour cette seule raison le conjoint survivant de la succession. Puisqu'on admet qu'il vient en concours avec les ascendants et avec les frères et sœurs du défunt, quand ceux-ci se présentent séparément à la succession, il faut admettre aussi qu'il a des droits successoraux lorsqu'il est en concours avec ces deux ordres d'héritiers à la fois. Mais la question est alors de savoir quelle va être la quotité de ses droits ? Faut-il admettre que la part du conjoint est la même que celle qu'il aurait eue en face des ascendants ou en face des frères et sœurs venant seuls à la succession (c'est-à-dire $\frac{1}{3}$ ou la $\frac{1}{2}$ suivant la durée du lien conjugal) ou au contraire faut-il diminuer cette part au profit des ascendants et

des frères et sœurs ? On ne peut, en effet, donner à chacun la part que prévoient les articles 25 et 39 respectivement, car alors la succession serait dépassée. Il nous semble qu'il faille diminuer proportionnellement les parts attribuées à chacun d'eux. Nous arrivons alors au chiffre suivant : si la mort est survenue moins de dix ans après la célébration du mariage, le conjoint survivant aura droit au $\frac{1}{4}$, les ascendants au $\frac{1}{4}$ et les frères et sœurs à la $\frac{1}{2}$. Si la mort est survenue après plus de dix ans de vie conjugale, les quotités respectives sont alors $\frac{3}{9}$ pour le conjoint survivant, $\frac{4}{9}$ pour les frères et sœurs et $\frac{2}{9}$ pour les ascendants. De cette façon, on respecte à la fois les exigences de l'article 25 et celles de l'article 39. Là encore une réforme législative nous semble souhaitable.

§ 4. — *Le conjoint survivant vient en concours avec des parents plus éloignés du défunt*

La part successorale revenant au conjoint survivant en concours avec des parents plus éloignés est déterminée par l'alinéa 1^{er} de l'article 40, ainsi conçu :

« Lorsque le défunt a laissé d'autres parents successibles, le conjoint survivant reçoit deux tiers de la succession. »

Ce texte est d'ailleurs la reproduction exacte de la première partie de l'article 755 du code civil italien. Le droit français, dans la même hypothèse, se montre bien moins généreux : en effet, il n'accorde au conjoint que la totalité de l'usufruit de la succession.

Que faut-il entendre par « autres parents plus

éloignés » ? Si nous rapprochons les termes du second alinéa de l'article 40 de ceux du premier, nous constatons que ces parents ne peuvent être que les parents jusqu'au sixième degré inclusivement. Ce sont, par conséquent, les collatéraux autres que les frères et sœurs et leurs descendants, c'est-à-dire les oncles et les tantes, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants. Ici encore, on ne fait pas la fente, et la représentation n'est pas admise. On appliquera, par conséquent, les règles normales de l'ordre et du degré. Chaque parent succèdera par tête et excluera les parents d'un degré inférieur, et les parents de la ligne maternelle concourront avec les parents de la ligne paternelle du même degré.

Dans toutes les hypothèses où le conjoint survivant vient à la succession du prédécédé en concours avec des parents autres que les descendants, il faut souligner une différence capitale avec le droit français. Ici, par extraordinaire, le conjoint survivant sera dans certains cas traité en France beaucoup plus favorablement qu'en Bulgarie. C'est que le droit français fait jouer le principe de la fente et que, depuis 1930, si l'une des lignes est vacante, la propriété de cette ligne ne profite plus aux parents de l'autre ligne, mais bien au conjoint survivant. Il en a, nous l'avons vu, la pleine propriété. Il a même sur elle plus de droit que n'en aurait un collatéral, puisque la loi a supprimé en sa faveur l'usufruit du tiers qui appartient au père et mère de l'autre ligne sur les biens dévolus au collatéral (39). Le code civil italien, au contraire, a supprimé le principe de la fente : il n'était pas en effet, comme le législateur de 1804, hanté par le désir de morceler les héritages.

(39) Article 754 du code civil français.

Il a repoussé la fente dans tous les cas, même lorsque la fente joue au profit d'ascendants qui, de ligne différente, ne sont pas du même degré. Le code civil italien, dit Huc, a compris qu'il était conforme aux affections présumées du défunt d'attribuer la succession au plus proche des collatéraux qui excluerait ainsi tous les autres (40).

Cette critique était exacte jusqu'à la réforme de la loi de 1930, car avant cette date un ascendant très proche du défunt pouvait concourir avec un collatéral très éloigné. Mais à l'heure actuelle, dans l'hypothèse où l'une des deux lignes est vacante, la loi a une conséquence susceptible d'être approuvée, puisqu'elle augmente les droits du conjoint survivant conformément à l'affection présumée du défunt.

§ 5. — *Sort du conjoint survivant
d'un enfant naturel
venant en concours avec ses ascendants*

La loi, dans l'article 36, a prévu le cas où le *de cujus*, enfant naturel, est mort sans postérité laissant son conjoint concourir avec ses ascendants ou l'un seulement d'entre eux. Voici le texte :

« Si l'enfant naturel, mort sans postérité, a laissé ses père et mère et son conjoint, dans ce cas la moitié de la succession est dévolue au conjoint et l'autre moitié au père ou à la mère, ou à tous les deux, conformément à l'article précédent. »

La moitié de la succession est donc attribuée au conjoint survivant, l'autre moitié revenant, aux

(40) Huc, *op. cit.*, p. 184.

termes de l'article 35, à celui des ascendants qui l'a reconnu le premier ou dont il a été judiciairement déclaré l'enfant, ou aux père et mère, si tous les deux l'ont reconnu ou s'il a été déclaré judiciairement leur enfant. Dans cette dernière hypothèse, le conjoint survivant prendra la moitié, et chacun des ascendants se partagera l'autre moitié par portions égales. Si l'enfant naturel décède en laissant sa veuve, sa mère et son père naturels, ce dernier l'ayant seul reconnu, la succession se partagera entre le conjoint survivant qui prendra la $1/2$, et le père qui prendra l'autre $1/2$; la mère qui ne l'a pas reconnu n'ayant droit à aucune part.

Les dispositions bulgares sont reprises, ici encore, du droit italien, qui dispose que si l'enfant naturel décède en laissant ses ascendants et son conjoint, ce dernier recueille la $1/2$ de la succession, l'autre $1/2$ étant déférée au père et à la mère, ou à celui qui l'a reconnu (41). Si l'enfant naturel n'était ni volontairement, ni judiciairement reconnu, le conjoint survivant étant alors le seul parent de l'enfant naturel décédé sans postérité, recueillerait les $2/3$ de la succession en présence de collatéraux, et la totalité si ces derniers sont au delà du sixième degré (42). En droit français, on n'a pas envisagé la question. L'enfant naturel non reconnu, en effet, n'a aucun droit dans la succession de ses prétendus parents. Au contraire, lorsqu'il a fait l'objet d'une reconnaissance, et à quelque moment que cette reconnaissance soit intervenue, ses parents naturels lui succèdent à défaut de descendants légitimes ou naturels. Cette solution est éminemment critiqua-

(41) Articles 750 et 751 du code civil italien.

(42) Article 755 du code civil italien.

ble : elle donne une prime aux reconnaissances intéressées. Un père se désintéresse de son fils pendant toute son enfance, plus tard ce fils fait fortune et le père alors le reconnaîtra en temps nécessaire pour pouvoir profiter, le cas échéant, de sa succession. Cette solution est la conséquence logique des droits attachés à la reconnaissance d'enfant naturel, mais n'aurait-on pas pu faire échec à la logique pour satisfaire à la morale et à l'équité ?

DEUXIÈME PARTIE

*LE CONJOINT SURVIVANT
EST UN HÉRITIER RÉSERVATAIRE*

Nous avons vu que la loi de 1890 faisait du conjoint survivant un héritier réservataire. Celui-ci a droit, en effet, à une « portion légitime », c'est-à-dire à une réserve aux termes des articles 97 et suivants. Certaines législations modernes accordent au conjoint survivant une réserve en usufruit, d'autres une réserve en pleine propriété. C'est à cette dernière solution que s'est ralliée la législation bulgare et par là la législation bulgare s'est séparée de son modèle, le code civil italien, qui n'accorde au conjoint survivant qu'une réserve en usufruit. C'est une nouvelle manifestation de la persistance avec laquelle les auteurs de la loi ont évité l'attribution de droits en usufruit.

On sait que le principe même de l'attribution d'une réserve au conjoint survivant a été vivement critiqué. Boissonade, en particulier, prétend que les droits de survie du conjoint survivant ne doivent pas être assurés contre les dispositions du prémourant, si ce n'est par contrat de mariage. Il considérerait que la crainte perpétuelle pour un époux de se voir déshériter complètement par son conjoint était « une salubre invitation à l'époux de mériter par son zèle et son dévouement à ses devoirs, la reconnaissance et la tendresse de celui duquel dépend son bien-être ou son indigence » (1). Aujourd'hui heureusement on est arrivé à une conception plus élevée des relations entre époux. De plus, à côté de l'intérêt plus ou moins grand de l'époux, il y a les nécessités alimentaires et on admet de plus en plus,

(1) Boissonade, Histoire de la réserve héréditaire, page 554, Paris, 1873.

comme nouveau fondement de la dévolution successorale, le principe que même après la mort, le devoir de secours subsiste entre les époux. On peut prévoir l'exécution de ce devoir de secours par la reconnaissance d'une créance d'aliments de l'époux survivant contre la succession, comme l'a fait le Code civil français dans son article 205, complété par la loi de 1891. On peut aussi y pourvoir par l'attribution au conjoint d'une réserve qui lui donne des garanties supérieures et lui épargne la nécessité d'une demande en justice si les héritiers refusent la pension alimentaire. Le droit bulgare, toujours libéral à l'égard du conjoint survivant, a fait de celui-ci un héritier réservataire au même titre que les parents légitimes et naturels du défunt.

Le législateur bulgare s'est prononcé d'une façon très explicite sur la nature juridique de la réserve dans l'article 93 de la loi successorale. Aux termes de cet article qui reproduit intégralement l'article 808 du code civil italien :

« La réserve est une quote-part de l'hérédité. Elle est due en pleine propriété aux enfants, aux descendants ou aux ascendants, et le testateur n'a pas le droit d'y imposer aucune charge ou condition, quelle qu'elle soit. »

En d'autres termes, comme l'a dit Tontcheff, la réserve représente la succession *ab intestat* diminuée de la quotité disponible (2). De cette conception de la nature juridique de la réserve, il résulte que, pour pouvoir s'en prévaloir, il faut d'abord être appelé à la succession, c'est-à-dire être héritier, et ensuite il faut accepter la succession. L'héritier qui renonce à la succession ne peut pas prétendre à

(2) Tontcheff, *op. cit.*, T. II, p. 355.

sa réserve, puisque celle-ci n'est qu'une partie de la succession *ab intestat*. Remarquons d'abord que l'article 93 ne mentionne pas le conjoint survivant, mais de l'article 105 il résulte qu'une réserve lui appartient également. Si nous appliquons au conjoint survivant les deux conséquences que nous avons tirées de l'article 93, nous constatons que le conjoint étant héritier a droit à la réserve, soit qu'il succède seul à la fortune de son époux prédécédé, soit qu'il succède en concours avec d'autres héritiers. Seul le conjoint indigne ne pourra pas réclamer sa réserve, puisqu'il est écarté de la succession du *de cujus*, à moins que le défunt ne l'ait relevé de son indignité (3). D'autre part, il faut qu'il accepte la succession soit purement et simplement, soit sous bénéfice d'inventaire.

La réserve, étant une quote-part de l'hérédité, les héritiers ont le droit de la réclamer en nature, d'où il résulte pour le conjoint survivant le droit de refuser le montant en valeur de sa réserve que lui offrirait le légataire universel et de demander le partage de la succession. Cependant, il existe une exception importante à ce principe relativement au conjoint survivant ; nous l'examinerons en étudiant le rachat des droits héréditaires. Enfin, le conjoint survivant n'a pas droit seulement à la réserve en nature, mais en plus, en vertu du principe de l'égalité des lots, il peut exiger que sa réserve soit composée des biens de même nature que ceux qui forment le lot du légataire universel. Signalons tout de suite une autre particularité de la réserve du conjoint survivant, c'est qu'elle s'impute toujours sur la quotité disponible. Nous examinerons ce point plus en détail dans notre chapitre relatif à l'imputation des

(3) Article 7 de la loi successorale bulgare.

libéralités. Enfin, on s'est demandé si le conjoint pouvait encore réclamer sa réserve lorsque la célébration du mariage était postérieure au testament ou aux donations qui entamaient la plus grosse partie de la succession. Pour Tontcheff (4), et nous sommes d'accord avec lui, l'antériorité des libéralités n'a aucune influence sur la solution du problème, car de même que les enfants issus d'un mariage contracté après la libéralité ou nés postérieurement à la libéralité peuvent exercer l'action en réduction, de même le conjoint, héritier réservataire, peut exercer l'action en réduction même pour les libéralités faites avant la célébration du mariage. C'est l'application du principe élémentaire d'après lequel la situation des ayants droit prend naissance au moment de l'ouverture de la succession, et à ce moment seulement. Nous examinerons, dans deux chapitres successifs, la quotité de la réserve du conjoint survivant et les garanties de cette réserve.

(4) Tontcheff, *op. cit.*, p. 360.

CHAPITRE PREMIER

LA QUOTITÉ DE LA RÉSERVE DU CONJOINT SURVIVANT

Pour le calcul de la quotité de la réserve du conjoint survivant, nous allons nous trouver en présence des mêmes hypothèses pratiques que celles que nous avons envisagées pour le calcul de ses droits *ab intestat*, néanmoins comme en droit bulgare ne sont héritiers réservataires que les ascendants, les enfants légitimes et les enfants naturels, nous n'aurons à étudier le concours du conjoint survivant, héritier réservataire, qu'avec les seuls héritiers réservataires. Comme en droit français, les collatéraux, privilégiés ou non, sont dépourvus de réserve, mais dans ces trois séries de cas, nous allons retrouver les mêmes problèmes, et, en particulier, nous allons nous heurter aux complications résultant de la distinction qu'apporte la réforme de 1906 dans la nature des biens successoraux en fonction du sexe des descendants légitimes.

Comme dans notre chapitre sur la quotité des droits *ab intestat*, nous étudierons d'abord l'hypothèse où le conjoint vient seul à la succession, et ensuite, celle où il vient en concours avec les parents du défunt.

SECTION I. — *La réserve du conjoint survivant
lorsqu'il vient seul à la succession*

Cette hypothèse est prévue par l'article 99 ainsi conçu :

« *Le conjoint survivant a droit à un tiers du patrimoine du testateur, si celui-ci n'a laissé ni descendants, ni ascendants, ayant droit à une réserve.* »

Il faut étendre cette hypothèse au cas où le *de cujus* ne laisse aucun héritier réservataire, mais il se peut qu'il laisse des collatéraux. La solution est alors la même, puisqu'on calcule le montant de la réserve du conjoint survivant par rapport à celle des autres héritiers réservataires. Dans ces deux cas, la quotité disponible est des deux tiers.

La solution du droit italien dans ce cas est tout à fait différente : en effet, il accorde au conjoint une réserve en usufruit du tiers de la succession (1). Remarquons qu'il emploie la même formule : il envisage seulement le cas où le *de cujus* ne laisse pas d'héritiers. Il faut, bien entendu, l'étendre à l'hypothèse au cas où le défunt ne laisse pas d'héritiers réservataire, mais seulement des collatéraux.

SECTION II. — *Le conjoint survivant
vient en concours
avec d'autres héritiers réservataires*

Nous allons examiner successivement le concours du conjoint survivant avec les descendants légitimes du testateur, puis son concours à la fois

(1) Article 814 du code civil italien.

avec les enfants légitimes et naturels du testateur. Nous étudierons, enfin, la réserve du conjoint en présence des ascendants du testateur.

§ 1. — *Le conjoint survivant vient en concours avec les descendants légitimes du testateur*

C'est l'article 97, modifié en 1906, qui règle actuellement cette question.

« *La réserve du conjoint survivant, en présence de trois enfants légitimes, ou plus, de même sexe, est égale à la réserve de chaque enfant ; en présence d'un ou de deux enfants, elle est égale à la moitié de la réserve de chaque enfant.*

« *Si les enfants sont de différent sexe : dans le premier cas, cette réserve est égale à la réserve d'un enfant du sexe masculin ; dans le second cas, à celle d'un enfant du sexe féminin.* »

Des termes de l'article 97, il résulte que le montant de la réserve du conjoint survivant qui vient en concours avec des enfants légitimes est calculé sur la réserve des enfants légitimes dans la même proportion que sa part *ab intestat*, c'est-à-dire celle que fixe l'article 38. Cette solution est logique puisque le législateur a défini la réserve comme un montant de la part *ab intestat*. Le code civil italien, dans son article 812, établit la même proportion, avec cette différence que la réserve du conjoint est seulement égale à l'usufruit d'une part de réserve de chaque enfant, en comprenant le conjoint au nombre des enfants.

Il nous faut donc déterminer d'abord le montant de la réserve de chaque enfant légitime avant de pouvoir fixer celle du conjoint survivant. C'est

l'article 90 qui fixe indirectement la réserve des enfants légitimes en déterminant quelle est la quotité disponible ; ce procédé, nous le savons, est celui du droit français :

« Si le testateur, à son décès, laisse un enfant, il ne peut disposer par testament de plus de la moitié de ses biens ; s'il laisse deux enfants ou plus, du tiers. »

Il faut remarquer ici que l'ancien article 90 reproduisait textuellement l'article 913 al. 1^{er} du Code civil français et qu'il se séparait, au contraire, du code civil italien qui fixe uniformément à la moitié la part de réserve, quel que soit le nombre des enfants laissés par le défunt. En 1906, on a modifié l'article 90. L'intention du législateur était d'augmenter la quotité disponible, pour qu'elle fût au minimum d'un tiers, mais nous allons voir qu'en fait, avec l'intervention de la réserve du conjoint survivant et des enfants naturels qui s'imputent sur celle-ci, il arrivera très fréquemment que le *de cujus* ne pourra pas disposer du tiers, et même quelquefois, il ne pourra disposer d'aucun bien en faveur des étrangers. Il faut donc reprendre, pour déterminer la réserve du conjoint survivant en présence des descendants légitimes, les différentes hypothèses que nous avons été appelé à examiner pour la fixation de ses droits *ab intestat*.

1^{re} et 2^e hypothèses réunies : les héritiers
sont de même sexe et la succession
est formée de biens urbains ou de biens ruraux

Si nous étudions ensemble ces deux premières hypothèses, c'est que la part successorale des des-

cendants ne variant que lorsqu'ils sont de sexe différent (2), leur réserve est identique, quelle que soit la composition des biens formant la succession. Si nous prenons une succession de 12.000 francs, nous arrivons aux résultats suivants :

Nombre d'enfants	Réserve de chaque enfant	Réserve du conjoint survivant	En chiffres
1	1/2	1/4	3.000
2	1/3	1/6	2.000
3	2/9	2/9	2.666
4	2/12	2/12	2.000
5	2/15	2/15	1.600
6	2/18	2/18	1.333

et ainsi de suite.

Nous voyons par conséquent qu'on peut adresser les mêmes critiques à ces solutions que celles que nous avons faites lorsque nous avons étudié les droits *ab intestat* du conjoint survivant qui concourait avec des héritiers de même sexe à une succession formée de biens ruraux ou urbains. Critique d'illogisme en particulier. Par l'étude du présent tableau, nous constatons que la réserve du conjoint survivant en présence de deux enfants légitimes est plus faible que celle à laquelle il a droit en présence de trois enfants, de plus elle est égale à celle qu'il reçoit en présence de quatre enfants. Or, le conjoint qui concourt avec deux enfants devrait avoir une réserve plus importante s'il concourt avec trois enfants. C'est ce que décidait, à juste titre, l'ancien article 97 qui fixait la réserve du conjoint survivant

(2) Voir *supra*, p. 62, 63.

venant en concours avec des enfants légitimes à la moitié de la réserve (3) revenant à chaque enfant légitime : en présence de deux enfants le conjoint avait une réserve $1/6$, en présence de trois enfants $1/8$, en présence de quatre $3/32$.

3^e hypothèse : *les héritiers sont de sexe différent et la succession est formée de biens urbains*

Dans cette hypothèse, en présence de trois enfants ou davantage, la réserve du conjoint survivant est égale à celle d'un enfant du sexe masculin ; s'il y a moins de trois enfants, elle est égale à celle d'un enfant de sexe féminin (4). A première vue, il semblerait que la réserve du conjoint survivant dût varier avec le sexe des enfants, mais en réalité, lorsque les biens successoraux sont urbains, les enfants succèdent par portions égales et sans distinction en fonction de leur sexe. Si nous reprenons notre exemple d'une succession de 12.000 francs, nous aboutissons aux résultats suivants :

Nombre d'enfants	Réserve de chaque enfant	Réserve du conjoint survivant	En chiffres
2	$2/6$	$2/6$	4.000
3	$2/9$	$2/9$	2.666
4	$2/12$	$2/12$	2.000
5	$2/15$	$2/15$	1.600
6	$2/18$	$2/18$	1.333

(3) La réserve des enfants légitimes était alors déterminée par les dispositions de l'ancien article 90.

(4) Article 97 nouveau.

En comparant les résultats des deux tableaux, remarquons, comme nous l'avons déjà fait en étudiant les droits *ab intestat*, que la réserve du conjoint survivant, lorsque les enfants légitimes avec lesquels il concourt sont au nombre de deux, est plus importante (4.000 francs), lorsque les enfants sont de sexe différent, que s'ils sont de même sexe (2.000 francs).

4° hypothèse : *les héritiers sont de sexe différent et la succession est formée de biens ruraux*

Dans cette hypothèse, la part réservataire du conjoint survivant va, comme nous l'avons vu d'ailleurs avec ses droits *ab intestat*, varier suivant le sexe des descendants et leur nombre. Or, aux termes de l'article 97, la réserve attribuée au conjoint survivant, lorsque les descendants légitimes sont trois ou davantage, est égale à la part réservataire revenant à un descendant du sexe masculin ; en présence de deux ou moins de deux enfants, sa réserve est égale à celle d'un descendant du sexe féminin.

Tontcheff, dans son « Commentaire sur les successions » (5), a dressé un schéma, que nous reproduisons, déterminant la réserve du conjoint survivant en fonction du sexe et du nombre des descendants légitimes. Rappelons tout de suite que la réserve attribuée aux descendants légitimes, filles et garçons, a été répartie entre ces derniers suivant les mêmes proportions que celle existant entre leurs droits successoraux proprement dit, établis au schéma précédent (6).

(5) Tontcheff, *op. cit.*

(6) Tontcheff, *op. cit.*, voir *supra* p. 66, schéma I.

SCHÉMA I I

SCHEMA II			
IG 4/9 (1)			
IF 2/9 (2)			
E.....2/9 (3)			
R 2/3 (4)			
IF 2/15	2F 4/12 (2/12)		
2G 8/15 (4/15)	IG 4/12		
E.....4/15	E.....4/12		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/21	2F 4/18 (2/18)		
3G 12/21 (4/21)	2G 8/18 (4/18)		
E.....4/21	E.....4/18		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/27	2F 4/24 (2/24)		
4G 16/27 (4/27)	3G 12/24 (4/24)		
E.....4/27	E.....4/24		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/33	2F 4/30 (2/30)		
5G 20/33 (4/33)	4G 16/30 (4/30)		
E.....4/33	E.....4/30		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/39	2F 4/36 (2/36)		
6G 24/39 (4/39)	5G 20/36 (4/36)		
E.....4/39	E.....4/36		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/45	2F 4/42 (2/42)		
7G 28/45 (4/45)	6G 24/42 (4/42)		
E.....4/45	E.....4/42		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/51	2F 4/48 (2/48)		
8G 32/51 (4/51)	7G 28/48 (4/48)		
E.....4/51	E.....4/48		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/57	2F 4/54 (2/54)		
9G 36/57 (4/57)	8G 32/54 (4/54)		
E.....4/57	E.....4/54		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/63	2F 4/60 (2/60)		
10G 40/63 (4/63)	9G 36/60 (4/60)		
E.....4/63	E.....4/60		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/69	2F 4/66 (2/66)		
11G 44/69 (4/69)	10G 40/66 (4/66)		
E.....4/69	E.....4/66		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/75	2F 4/72 (2/72)		
12G 48/75 (4/75)	11G 44/72 (4/72)		
E.....4/75	E.....4/72		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/81	2F 4/78 (2/78)		
13G 52/81 (4/81)	12G 48/78 (4/78)		
E.....4/81	E.....4/78		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/87	2F 4/84 (2/84)		
14G 56/87 (4/87)	13G 52/84 (4/84)		
E.....4/87	E.....4/84		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/93	2F 4/90 (2/90)		
15G 60/93 (4/93)	14G 56/90 (4/90)		
E.....4/93	E.....4/90		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/99	2F 4/96 (2/96)		
16G 64/99 (4/99)	15G 60/96 (4/96)		
E.....4/99	E.....4/96		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/105	2F 4/102 (2/102)		
17G 68/105 (4/105)	16G 64/102 (4/102)		
E.....4/105	E.....4/102		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/111	2F 4/108 (2/108)		
18G 72/111 (4/111)	17G 68/108 (4/108)		
E.....4/111	E.....4/108		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/117	2F 4/114 (2/114)		
19G 76/117 (4/117)	18G 72/114 (4/114)		
E.....4/117	E.....4/114		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/123	2F 4/120 (2/120)		
20G 80/123 (4/123)	19G 76/120 (4/120)		
E.....4/123	E.....4/120		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/129	2F 4/126 (2/126)		
21G 84/129 (4/129)	20G 80/126 (4/126)		
E.....4/129	E.....4/126		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/135	2F 4/132 (2/132)		
22G 88/135 (4/135)	21G 84/132 (4/132)		
E.....4/135	E.....4/132		
R 2/3	R 2/3		
IF 2/141	2F 4/138 (2/138)		
23G 92/141 (4/141)	22G 88/138 (4/138)		

(1) « G », la réserve d'un héritier du sexe masculin.

(2) « F », la réserve d'un héritier du sexe féminin.

(3) « E », la réserve du conjoint survivant.

(4) « R », la réserve totale attribuée aux descendants du défunt aux termes de l'article 90.

Nous ne pouvons, à l'examen de ce schéma, que formuler les mêmes critiques que nous avons dégagées précédemment, en étudiant dans la même hypothèse les droits successoraux du conjoint. Remarquons donc que, dans tous les cas sauf un, la réserve du conjoint survivant est égale à celle d'un descendant du sexe masculin. C'est dans l'unique hypothèse où le conjoint concourt avec deux enfants de sexe différent, que sa réserve est égale à celle d'un héritier du sexe féminin. Notons, ensuite, que l'importance de la réserve du conjoint dépend de la quantité d'enfants du sexe masculin et féminin comprise dans le nombre total de descendants qui concourent à la succession. Ainsi, lorsque dans un nombre donné de descendants légitimes l'élément féminin prédomine, la réserve du conjoint survivant est plus importante que si, dans ce même nombre donné d'héritiers, l'élément masculin l'emportait.

En dehors de ces quatre hypothèses type que nous venons d'examiner, nous pouvons supposer que le patrimoine successoral est composé en partie de biens ruraux et en partie de biens urbains. Pour déterminer la part réservataire du conjoint survivant, il faudra diviser la succession en deux masses, rurale et urbaine, et calculer dans chacune d'elles la réserve du conjoint, puis, en additionnant les résultats, on obtiendra le montant de la réserve du conjoint survivant, montant qui sera plus ou moins important suivant la prédominance de l'élément rural ou urbain.

§ 2. — *Le conjoint survivant vient en concours
à la fois avec des enfants légitimes et naturels
du testateur*

Pas plus qu'elle n'a prévu dans sa réforme de 1906 le mode de calcul des droits *ab intestat* des enfants naturels et du conjoint dans leur concours simultané avec des enfants légitimes, la législation bulgare ne s'est prononcée sur le calcul de leur réserve respective lorsqu'ils se trouvaient tous les trois en présence. Nous nous trouvons alors en face des mêmes difficultés que pour le calcul de cette réserve. Mais ici, nous avons un élément d'appréciation supplémentaire : l'article 103 qui consacre le principe de l'intangibilité de la réserve des enfants légitimes. Nous ne pouvons donc pas appliquer, à notre grand regret, le système que nous avons préconisé dans l'attribution des parts respectives *ab intestat* des enfants légitimes, naturels et du conjoint survivant. Nous sommes obligé de prélever la part réservataire des enfants légitimes avant tout calcul, telle que la fixe l'article 90 nouveau (7), et nous répartissons sur la quotité disponible les réserves des enfants naturels et du conjoint survivant (8).

Nous avons dressé un schéma (8 bis) qui porte, d'une part, les droits successoraux *ab intestat* des enfants légitimes, des enfants naturels et du conjoint survivant, calculés d'après le système qui nous a paru préférable (9), et d'autre part, le montant de leur

(7) Voir *supra*, page 106.

(8) Ces dernières sont prévues par les articles 97 et 100.

(8 bis) Voir *infra*, p. 116, schéma III.

(9) Voir *supra*, page 81.

part réservataire respective, conformément aux dispositions des articles 90 et 103. La partie de ce schéma relative à la part réservataire nous inspire un certain nombre de constatations, sans parler de la terrible complexité des fractions et des chiffres auxquels on arrive. Nous constatons, tout d'abord, qu'en présence de deux enfants légitimes et de deux enfants naturels, les parts réservataires respectives de ceux-ci et du conjoint survivant sont égales aux montants de leurs parts successorales *ab intestat*. En second lieu, en présence d'un enfant légitime et de trois enfants naturels, ou de deux enfants légitimes et deux enfants naturels, les parts réservataires des enfants légitimes et naturels et du conjoint absorbent la totalité de la quotité disponible qui est réduite à zéro. Que devient alors l'article 90 qui prévoyait dans tous les cas la possibilité pour le de *cujus* de gratifier des étrangers ? Mais la difficulté est plus grande encore, et ceci est notre troisième observation, lorsque sont en présence deux enfants légitimes et trois enfants naturels, ou trois enfants légitimes et deux naturels, ou encore trois enfants légitimes et trois naturels, et le conjoint survivant. Nous faisons alors la double remarque suivante. D'une part leur réserve est supérieure à leur part successorale *ab intestat*, ils ont donc intérêt à ce qu'existe un testament. Ce résultat n'a certainement pas été voulu par le législateur bulgare et révèle qu'il ne s'est pas suffisamment préoccupé des conséquences pratiques des principes qu'il posait. D'autre part, la quotité disponible est insuffisante pour les remplir de leurs droits : il manque soit $1/30$, soit $1/45$ ou $1/18$. Il faut alors tâcher de répartir cette insuffisance entre le conjoint survivant et les enfants naturels seuls, puisqu'aux termes de l'article 103 la réserve des enfants légitimes est intangi-

ble, et ce, proportionnellement à leur quote-part réservataire.

Si nous supposons maintenant une succession de 23.000 francs à répartir entre le conjoint survivant, trois enfants légitimes et deux enfants naturels, nous avons les chiffres suivants. Examinons d'abord leur part *ab intestat* : dans ce cas, les enfants légitimes ont les $15/23$, c'est-à-dire 15.000 francs, les enfants naturels $3/23$ ou 3.000, le conjoint enfin aura les $5/23$, soit 5.000 francs. Si nous supposons, au contraire, qu'il y a un testament, leurs parts réservataires seront les suivantes : celle des enfants légitimes sera des $3/4$, soit 15.333 francs, celle des enfants naturels sera des $6/45$, soit 3.066 francs, enfin celle du conjoint survivant sera les $10/45$ ou 5.111 francs. La quotité disponible est donc insuffisante de 510 francs qu'il faut répartir alors entre les cohéritiers sans y comprendre les enfants légitimes, c'est-à-dire entre les enfants naturels et le conjoint survivant. Tontcheff a proposé d'imputer cette différence sur la réserve des enfants naturels et uniquement sur la leur (10). Il fonde cette opinion sur deux arguments. D'abord un argument d'analogie ; la réserve étant partie de la succession *ab intestat*, l'ancien article 38 al. 2 disposait que la part *ab intestat* des enfants naturels ne diminuait pas celle du conjoint survivant. Mais nous savons que ce texte a été abrogé et nous nous sommes d'autre part refusé à calculer les droits *ab intestat* des enfants naturels en maintenant intangible ceux des enfants légitimes et du conjoint survivant. Cet argument ne nous convainc donc pas. Le second est tiré des sources de la loi bulgare, le code civil italien : pour Tontcheff, le législateur bulgare

(10) Tontcheff, *op. cit.*, T. II, p. 373.

a été inspiré des mêmes motifs que le législateur italien dans l'article 818 du code civil italien. Il veut permettre la réduction de la réserve des enfants naturels même jusqu'à zéro, dans le dessein d'obliger les individus, dans toute la mesure du possible, à observer les règles morales qui sont le fondement de la famille légitime. Mais cette interprétation très personnelle, ne s'appuie sur aucun texte : rien dans les travaux préparatoires ne nous permet d'imputer cette intention au législateur. S'il l'avait vraiment eue, il pouvait facilement priver de tous droits dans la succession les enfants naturels, ou ne pas leur accorder de réserve, ou reproduire les dispositions de l'alinéa 2 de l'ancien article 38. Il nous faut donc, par conséquent, répartir cette différence entre les enfants naturels et le conjoint survivant, proportionnellement à leur quote-part de réserve. Dans notre exemple, le conjoint survivant verra sa part diminuée de 318 francs 75 ; quant aux enfants naturels, leur part sera amputée de 191 francs 25.

L'étude de notre schéma nous suggère enfin une dernière remarque : dans tous les cas où les réserves juxtaposées n'absorbent pas la totalité de la succession, la quotité disponible est réduite à un montant dérisoire allant de $1/10$, au maximum, à $1/42$ dans l'hypothèse de sept enfants. C'est réduire au minimum le principe de la liberté testamentaire et imposer au testateur consciencieux des calculs laborieux pour lui permettre d'établir ce dont la loi lui permet de disposer.

SCHÉMA III

Héritiers en concours			Parts successorales ab intestat			Parts successorales réservataires			Quotité disponible
enf.lég.	enf.nat.	c.s.	enf.lég.	enf.nat.	c.s.	enf.lég.	enf.nat.	c.s.	
1	1	c.s.	4/7	1/7	2/7	6/12	3/12	3/12	1/12
1	2	»	6/11	2/11	3/11	18/36	8/36	9/36	1/36
1	3	»	5/15	3/15	4/15	6/12	3/12	3/12	0
2	1	»	12/17	2/17	3/17	12/18	2/18	3/18	1/18
2	2	»	4/6	1/6	1/6	4/6	2/6	1/6	0
2	3	»	20/31	5/31	5/31	20/30	6/30	5/30	— 1/30
3	1	»	24/35	3/35	8/35	24/36	3/36	8/36	1/36
3	2	»	15/23	3/23	5/23	30/45	6/45	10/45	— 1/45
3	3	»	12/19	3/19	4/19	12/18	3/18	4/18	— 1/18
4	1	»	20/27	2/27	5/27	20/30	2/30	5/30	3/30
4	2	»	12/17	2/17	3/17	12/18	2/18	3/18	1/18
4	3	»	28/41	6/41	7/41	28/42	6/42	7/42	1/42

§ 3. — *Le conjoint survivant vient en concours avec les ascendants du testateur*

Cette hypothèse est prévue par l'article 98 de la loi successorale aux termes duquel :

« Si le testateur n'a pas laissé de descendants, mais des ascendants, la réserve du conjoint survivant est égale à un cinquième de la succession. »

Par conséquent, à l'inverse de ce que nous avons vu dans les hypothèses précédentes, le montant de la réserve du conjoint survivant est fixé dans tous les cas au cinquième de la succession. La durée du lien conjugal, à la différence de ce qui se passe lorsqu'il s'agit de déterminer ses droits *ab intestat*, ne vient pas augmenter cette réserve. Cette fixité de la réserve, quel que soit le nombre des ascendants, se retrouve également en droit italien. Lorsque le testateur ne laisse que des ascendants, la part réservée au conjoint survivant est du $\frac{1}{4}$ en usufruit (11). Par ascendants, il faut, comme en droit français et en droit italien, entendre non seulement les père et mère, mais encore les ascendants plus éloignés. Ceux-ci ont en l'absence de descendants une réserve qui est fixée uniformément au $\frac{1}{3}$ de la succession (12). L'existence de la réserve de l'ascendant et de celle du conjoint survivant pose des questions pratiques assez intéressantes, lorsqu'en face de ces deux catégories de personnes, toutes deux héritières réservataires, se trouvent des collatéraux privilégiés qui, eux, ne sont pas réservataires. Si, en effet, nous

(11) Article 813 du code civil italien.

(12) Articles 92 de la loi bulgare et 807 de la loi italienne.

prenons une succession de 15.000 francs à laquelle prétendent une veuve, des ascendants, des frères et sœurs du défunt et un légataire universel, les frères et sœurs sont exclus par le légataire universel et le partage de la succession se fera de la façon suivante : le conjoint survivant recevra $\frac{1}{5}$, c'est-à-dire 3.000 francs, les ascendants prendront le $\frac{1}{3}$, c'est-à-dire 5.000 francs, et le légataire universel aura droit aux 7.000 francs restants. Si, au contraire, il n'y a pas de testament, le partage se fera de la façon suivante : le conjoints survivant recevra le $\frac{1}{4}$, c'est-à-dire 3.750 francs, les ascendants recevront le $\frac{1}{4}$, c'est-à-dire la même somme, et les frères et sœurs qui dans cette hypothèse ne sont pas exclus de la succession prendront la $\frac{1}{2}$ restante (13). Nous avons supposé dans cette hypothèse que le mariage avait duré moins de dix ans, et nous pouvons constater que dans ce cas la part héréditaire des ascendants est inférieure à leur réserve, alors que normalement, la réserve doit représenter une partie de la part successorale *ab intestat* ; le raisonnement serait exact *a fortiori* si le mariage avait duré plus de dix ans, puisque dans ce cas la part héréditaire des ascendants serait encore moindre. Cet illogisme n'est pas le premier que nous rencontrions dans la loi bulgare.

(13) Voir *supra*, page 92.

CHAPITRE II

LES GARANTIES DE LA RÉSERVE DU CONJOINT SURVIVANT

La loi bulgare a non seulement accordé au conjoint survivant une réserve, mais encore elle a organisé pour cette réserve des garanties qui sont prévues dans l'article 105, alinéa 1^{er}, ainsi conçu :

« Le conjoint survivant et les enfants naturels pour les réserves en propriété qui leur appartiennent en vertu de la loi, jouissent des mêmes droits et des mêmes garanties que ceux qui sont accordés aux enfants légitimes pour leur réserve, sauf ce qui est établi par les articles 100 et 104. »

Nous voyons par conséquent que la loi établit ici, comme à différents autres égards, une analogie entre la situation du conjoint survivant et celle des enfants naturels et que les garanties de la réserve de ces deux catégories d'héritiers, qui sont en principe les mêmes que celles de la réserve des descendants légitimes, subit certaines exceptions semblables. Les garanties dont jouissent les enfants légitimes sont fixées dans l'article 93 qui consacre l'intangibilité de la réserve. Cette disposition est conforme à la conception que se fait le législateur bulgare de la nature juridique de la réserve, conception que nous avons essayé de dégager dans le début de notre seconde partie : une part de la succession qui est toujours dévolue suivant les principes

de la succession *ab intestat* et qui est par conséquent soustraite aux volontés du *de cuius* qui ne peut la grever ou la diminuer par ses libéralités. Ce caractère est également applicable à tous les héritiers réservataires et en particulier au conjoint survivant. Comment alors va-t-il pouvoir faire respecter ses droits ? Ceux-ci sont précisés à l'égard des enfants légitimes par les articles 95 et suivants dont nous devons faire l'application au conjoint survivant en vertu de l'article 105, puisque aucune exception n'est prévue à ce sujet par les articles 100 et 104.

Aux termes de l'article 95 :

« Si le testateur dispose d'un usufruit ou d'une rente viagère, dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers, auxquels la loi accorde une réserve, ont le choix ou d'exécuter cette disposition, ou d'abandonner, en échange, la propriété de la quotité disponible. »

« De même, les héritiers ci-dessus mentionnés ont le droit d'option, si le testateur dispose de la nue propriété d'une partie des biens excédant la quotité disponible. »

Pour éclairer ce texte, il nous faut remonter à ses sources. Nous constatons que l'article 95, al. 1^{er}, est la reproduction exacte de l'article 917 du Code Cicil français. Celui-ci a été dicté pour mettre fin aux controverses des auteurs de la fin de l'ancien droit. Lebrun avait posé la question de la façon suivante : « Le *de cuius* ne peut-il pas porter une certaine atteinte à la réserve, soit en récompensant son fils en usufruit de ce qu'il lui ôte en pleine propriété, soit en le récompensant en propriété de ce qu'il lui

ôte en usufruit ? » (1). La doctrine n'a retenu que la première de ces deux questions et elle a émis sur ce point des opinions si opposées que Ricard pouvait dire en parlant d'eux : « Non seulement nos auteurs sont aussi différents les uns des autres, mais encore ils ne s'accordent pas avec eux-mêmes » (2). Et pour aggraver encore les choses, la jurisprudence était incertaine sur ce point. L'article 917 du Code Civil français, qui a mis fin à cette controverse, n'envisage lui aussi que la première des deux questions de Lebrun : le cas où le père récompense un héritier réservataire en nue propriété sur la quotité disponible. Il est muet, au contraire, sur l'autre hypothèse, celle où le *de cujus* récompense l'héritier réservataire en usufruit sur la quotité disponible de ce qu'il lui ôte en nue propriété sur la réserve. En pratique, ce second cas se rencontre beaucoup moins souvent. Demolombe était d'avis qu'il fallait étendre l'application de l'article 917 dans ce cas. « Cet article, dit-il, formule une règle générale et s'il ne mentionne pas la première hypothèse, c'est parce qu'elle se rencontre le plus souvent — *id quod plerumque fit* » (3). A l'encontre du législateur français, le législateur italien a statué expressément sur les deux hypothèses et c'est l'article 810 du code civil italien qu'a reproduit textuellement l'article 95 de notre loi successorale.

Cet article 95 semble à première vue en contradiction avec l'article 93. En effet, lorsque la valeur du legs en usufruit ou en nue propriété excède la quotité disponible, la réserve est atteinte dans son contenu. C'est d'ailleurs pour cette raison que le

(1) Lebrun, Des successions, liv.II, ch.III, sec.IV, n° 2.

(2) Ricard, Des successions, n° 1441.

(3) Demolombe, t.XIX, n° 435. Cours de Code Napoléon.

législateur donne le choix à l'héritier réservataire entre sa réserve intacte et l'exécution de la libéralité. Le donataire ne peut pas se plaindre si on lui abandonne la quotité disponible entière, puisque c'est le maximum de ce qui peut lui être donné. Et si le réservataire estime que la libéralité n'atteint pas à la quotité disponible entière, il n'a qu'à se résigner à l'exécution de la libéralité (4).

Si le conjoint survivant est seul héritier réservataire en présence d'un ou de plusieurs légataires, il prendra le parti qui lui convient le mieux. Mais que décider lorsqu'il y a dans la succession d'autres héritiers réservataires en plus du conjoint ? La question se complique alors du fait que la réserve du conjoint survivant doit s'imputer, elle aussi, sur la quotité disponible (5). Le testateur, donc, ne peut disposer que de la « quotité disponible nominale », diminuée de la réserve du conjoint. Les héritiers réservataires, y compris le conjoint survivant, pourront exercer leur droit d'option toutes les fois que la valeur du legs excèdera la quotité disponible « réelle ». Mais ce choix est-il individuel ? ou bien les héritiers réservataires doivent-ils être d'accord sur le parti à prendre ? Pour Ricci, le consentement unanime de tous les héritiers est nécessaire, même si le legs est divisible, pour qu'ils puissent abandonner la quotité disponible, sinon le legs demeurera valable (6). Pour Tontcheff, au contraire, et nous sommes d'accord avec lui, chacun des réservataires peut choisir à son gré, pourvu toutefois que

(4) Colin et H. Capitánt, op. cit. n° 964.

(5) Article 104 de la loi successorale bulgare.

(6) Ricci, *Corso teorico-pratico di codice civile*, t. III n° 303.

le legs soit divisible (7). Cette solution concilie heureusement la liberté de chaque héritier avec les nécessités pratiques.

A côté de ce premier droit donné au conjoint survivant et qui garantit avec efficacité l'obtention de sa part de réserve, l'article 96 nous en indique un second : « *Si le défunt, dit cet article, a aliéné ses biens au profit de certains héritiers réservataires à charge de rente viagère ou avec réserve d'usufruit, cette aliénation est considérée comme une donation et, en conséquence, elle est soumise aux règles relatives aux rapports et aux imputations.* » Cet article a été calqué sur les dispositions des articles 918 du Code Civil français et 811 du code civil italien. Il répond aux mêmes préoccupations. Comme ses prédécesseurs français et italien, le législateur bulgare a voulu, lui aussi, assurer l'égalité la plus rigoureuse entre les héritiers, en évitant les fraudes dans toute la mesure du possible. Or l'aliénation à charge de rente viagère ou avec réserve d'usufruit au profit d'un cohéritier réservataire sont des opérations qui dissimulent très souvent, pour ne pas dire toujours, des libéralités, déguisées. La loi présume que ces actes sont de véritables donations. Dans les travaux préparatoires relatifs à l'article 96 de la loi bulgare sur les successions, cette présomption a été considérée comme irréfragable, on a voulu en faire une présomption *juris et de jure*. Ceci résulte directement du rapport du Ministre de la Justice lors de la discussion de cet article, rapport aux termes duquel : « dans ce genre d'opérations, la simulation existe de plein droit » (8). Voici donc le principe qui sert

(7) Tontcheff, op. cit., t. II, p. 332.

(8) Boyadjieff, op. cit., p. 104.

de base à l'article 96 : toute aliénation au profit d'un cohéritier réservataire à charge de rente viagère ou avec réserve d'usufruit est considérée de plein droit, sans possibilité de clause contraire, comme une donation et sujette par conséquent aux règles des rapports et imputations des articles 251 et suivants. Ici, il nous faut signaler une différence entre la garantie qui résulte de l'article 96 pour les descendants légitimes et pour le conjoint survivant. Lorsque ce sont les enfants légitimes qui exercent ce droit, il n'est pas nécessaire que l'aliénation faite à fonds perdu par le testateur excède la quotité disponible, car le rapport entre les descendants est toujours obligatoire. Le conjoint, au contraire, ne peut intervenir qu'autant que sa réserve est atteinte, sinon il ne peut réclamer le rapport. Le conjoint et les descendants légitimes ne sont pas recevables à se prévaloir de ces dispositions, lorsqu'ils ont donné leur consentement à cette aliénation du vivant du testateur (9).

Le conjoint jouit donc des garanties générales de la réserve. Mais le législateur a apporté une exception considérable à ses droits, en permettant le rachat par les héritiers des droits du conjoint survivant (10).

Nous avons ainsi terminé avec l'hypothèse d'une succession testamentaire. Là s'arrêtent nos explications, car la loi bulgare n'a pas prévu comme le droit français l'existence d'une quotité disponible spéciale entre époux. Cette disposition en France, s'explique par le désir dans certains cas d'avantager le conjoint survivant lorsqu'il se trouve en présence de certains parents, mais aussi et surtout, par le dé-

(9) Article 96, second al.

(10) Voir *infra*, III^e partie, chapitre 3, p. 195.

sir de protéger plus efficacement les enfants légitimes et en particulier les enfants du premier lit contre les libéralités faites au conjoint. A ce second point de vue, elle fait partie d'un ensemble de dispositions qui sont spéciales au conjoint survivant parce qu'elle refuse de le traiter exactement comme un parent et qu'elle veut protéger la famille du sang contre les avantages qui pourraient lui être faits. Le droit bulgare, qui ne connaît pas de quotité spéciale entre époux, contient néanmoins un certain nombre de textes qui ont le même but. Ils s'expliquent par la même idée : la protection de la famille légitime. C'est pourquoi nous les avons réunis et nous allons les étudier dans notre troisième et dernière partie.

TROISIÈME PARTIE

*RÈGLES SPÉCIALES
DÉCOULANT DE LA QUALITÉ DE CONJOINT*

RÈGLES SPÉCIALES DÉCOULANT DE LA QUALITÉ DE CONJOINT

Dans cette partie, nous allons examiner successivement le fait que la réserve du conjoint survivant s'impute sur la quotité disponible, article 103, qui s'explique par le respect de l'intangibilité de la réserve des héritiers légitimes ; l'imputation des libéralités sur les droits successoraux du conjoint survivant qui s'explique par l'idée d'un maximum attribuable au conjoint ; enfin, le rachat des droits du conjoint survivant, faveur accordée aux héritiers légitimes pour leur permettre de conserver en nature les biens de la succession.

CHAPITRE PREMIER

IMPUTATION DE LA RÉSERVE DU CONJOINT SURVIVANT SUR LA QUOTITÉ DISPONIBLE

A première vue cette formule peut choquer. Si on est en présence d'une réserve, il ne peut être question en même temps de la quotité disponible, puisque la quotité disponible c'est la part de succession qui n'est pas absorbée par la réserve. Voici le contenu de l'article 103 se référant à la réserve du conjoint :

« La réserve due au conjoint survivant et aux enfants naturels ne diminue pas celle appartenant aux descendants légitimes ou aux ascendants ; elle doit être prise sur la quotité disponible. »

En réalité, l'article précité a envisagé la quotité disponible par rapport à la réserve des enfants légitimes. Le législateur bulgare n'a d'ailleurs fait ici que reproduire la formule du code civil italien (1) qui s'exprime un peu différemment. Mais dans les deux codes l'idée est la même : la présence du conjoint survivant et celle des enfants naturels ne doit pas porter atteinte à la réserve de la famille légitime, c'est donc la quotité disponible, c'est-à-dire les tiers gratifiés, qui doivent subir le contre-coup de la présence de ces héritiers. Remarquons une fois de plus l'inconséquence de notre loi successorale qui a adopté une solution identique à celle du droit italien, alors qu'elle a modifié la nature de la réserve du conjoint survivant et des enfants naturels qui est chez nous toujours une réserve en pleine propriété. Les conséquences sont infiniment plus graves pour les tiers, car en Italie leur legs pourra toujours s'exécuter partiellement en nue propriété, alors qu'en Bulgarie, nous l'avons vu dans notre chapitre précédent, la quotité disponible sera quelquefois inexistante, et souvent infime. On comprend le but de l'article 103 : il vise, avant tout, la protection des enfants légitimes, mais en admettant une réserve au profit du conjoint survivant et des enfants naturels le législateur bulgare les a fait monter dans la hiérarchie des successibles et il aurait dû réduire corrélativement la part des enfants légitimes. N'ayant pas voulu abandonner le principe de l'in-

(1) Article 818 du code civil italien.

tangibilité de la réserve des enfants légitimes, il a été alors amené à sacrifier un autre principe, sinon dans la forme, tout au moins en pratique, celui de la liberté testamentaire qui devrait toujours exister quel que soit le nombre et le degré des héritiers en présence. Les travaux préparatoires ne nous renseignent pas sur l'intention du législateur bulgare dans ce cas. Il se peut, et c'est la solution la plus vraisemblable, qu'il ait voulu protéger la famille légitime et indirectement décourager les relations hors mariage ; mais n'est-ce pas aussi encourager les parents à ne pas reconnaître leurs enfants naturels ? Quels que soient les sentiments de famille d'un individu, des raisons extrêmement sérieuses, la reconnaissance par exemple, peuvent le conduire à faire des donations ou des legs. Faudra-t-il alors qu'il tourne la loi pour pouvoir le faire, qu'il recoure aux dons manuels, par exemple ? On sait que les lois trop rigoureuses conduisent précisément à la fraude, aux procédés détournés et vont directement à l'encontre du but du législateur. Il aurait été, à notre avis, meilleur de décider soit l'imputation de la réserve du conjoint survivant en partie sur la réserve des enfants légitimes et en partie sur la quotité disponible, soit de décider son imputation sur la quotité disponible, mais en fixant, alors, un minimum qui devrait dans tous les cas être laissé à la libre disposition du testateur. Remarquons, enfin, que le système actuel peut même se retourner contre la famille légitime, si par exemple c'est un de ses enfants légitimes que le testateur a voulu avantager de tout ou partie de la quotité disponible.

CHAPITRE II

L'IMPUTATION DES LIBÉRALITÉS FAITES AU CONJOINT SUR SES DROITS SUCCESSORAUx

L'obligation pour le conjoint survivant d'imputer sur sa part successorale les libéralités qui lui ont été faites par son époux prédécédé se rencontre dans un grand nombre de législations. C'est le cas, notamment, des législations française et italienne, dans leurs articles 767 et 756. Cette obligation s'explique de la façon suivante. Le conjoint survivant, dit-on, a droit à une certaine part dans la succession de son conjoint prédécédé, part qui se justifie essentiellement pour des raisons alimentaires. Si donc il a reçu de celui-ci par donations entre vifs ou par legs une somme égale ou supérieure au montant de ses droits successoraux, il ne pourra rien réclamer en surplus. Si, au contraire, la part des libéralités est inférieure au montant de ses droits successoraux, il ne pourra réclamer que la différence. Les droits successoraux fixés par la loi constituent donc un maximum auquel peut prétendre le conjoint. Le législateur bulgare a lui aussi suivi cet exemple, mais les dispositions qu'il nous donne sur ce point sont incomplètes. Il ne vise que les donations que se sont faites les époux par contrat de mariage et ne prévoit pas l'hypothèse de donations postérieures au mariage, ou des legs. Nous allons donc examiner successivement ces deux hypothèses qui présentent chacune des difficultés d'un ordre différent.

SECTION I. — *L'imputation des libéralités
faites par contrat de mariage*

Aux termes de l'article 41 de la loi successorale :

« Sur la portion héréditaire du conjoint survivant qui concourt avec d'autres héritiers doit être imputé tout ce qu'il a reçu en vertu du contrat de mariage et de la dot. »

De ce texte, il résulte que le conjoint doit imputer sur sa part successorale deux choses. En premier lieu, toutes les libéralités qu'il a reçu par contrat de mariage, et en second lieu, sa dot. Nous allons reprendre ces deux hypothèses. Le conjoint survivant doit, avons-nous dit, imputer sur ses droits successoraux les libéralités faites par contrat de mariage, mais nous avons vu, dans notre introduction, que la législation bulgare n'avait pas réglementé les rapports patrimoniaux entre les futurs époux. Il n'y a pas de texte prévoyant le régime légal des biens entre époux, quant aux conventions matrimoniales elles ne sont visées que par l'article 32 de la loi sur le Notariat qui décide que les conventions matrimoniales, lorsque l'usage de passer telle convention existe, doivent être faites par devant le notaire compétent ou le juge de paix. En fait, avons-nous vu, rares sont les hypothèses où les époux font un contrat de mariage. Le cas est, au contraire, beaucoup plus fréquent dans les législations française et italienne. Mais pour notre développement, nous supposons qu'on soit bien en présence d'une convention matrimoniale, et à ce moment s'applique l'article 41.

Les termes très larges de l'article 41 nous renseignent sur son étendue d'application. La loi emploie, en effet, l'expression « tout ce qu'il a reçu », ce qui vise aussi bien les donations proprement dites que les donations indirectes ou déguisées figurant dans le contrat de mariage. Toutes les libéralités de l'époux donateur seront donc sujettes à l'imputation. D'ailleurs le cas le plus fréquent ce sera la donation pure et simple : une convention matrimoniale s'embarrasse rarement de donations indirectes ou déguisées. Cette première partie de l'article 41 ne donne pas lieu à difficultés. Il en est autrement de la seconde hypothèse qu'il prévoit, l'imputation de la dot.

Bien que Tontcheff (1) ait considéré cette disposition comme « n'ayant pas besoin de commentaires », elle mérite d'être examinée de près. Quelle signification faut-il donner au mot dot ? Est-ce la dot constituée à la femme par le mari, ou au contraire, est-ce la dot constituée à la femme par elle-même ou un tiers ? Comme la loi bulgare ne définit nulle part le mot « dot », nous allons en examiner le sens dans les anciennes coutumes bulgares. Celles-ci l'emploient dans différentes acceptions. Dans un premier sens la dot, connue aussi sous le nom grec de « prikia », trousseau, signifie la donation faite à la jeune femme par ses parents. A ce point de vue, le mot dot correspond exactement à la dot romaine, puisque le trousseau demeure pendant toute la durée du mariage la propriété de la femme. Cette dot, « prikia », ne se compose généralement que de vêtements ou de meubles destinés à l'installation du jeune ménage. L'article 257 de la loi successorale

(1) Tontcheff, *op. cit.*, t. I, p. 330.

bulgare parle à la fois de dot et de trousseau, dualité qui se retrouve d'ailleurs dans le code civil italien (2), mais la nature juridique de la dot et du trousseau est la même, ils ne diffèrent que par l'importance de leur contenu. Remarquons que dans ce premier sens la dot, ensemble de biens affectés aux besoins du ménage, n'est pas une institution très généralisée en Bulgarie. Elle existe surtout dans les villes, d'abord sous l'influence des coutumes grecques, puis à raison des circonstances sociales nécessitant l'apport par la femme d'une certaine quantité de biens pour l'entretien de la famille. La dot, entendue dans ce premier sens, est et demeure toujours la propriété de la femme, le mari ne bénéficiant traditionnellement que de l'usage. Par conséquent, à la dissolution du mariage, le mari ou ses héritiers sont tenus de restituer la dot à la femme (sauf, rappelons-le, lorsque le mariage s'est dissous par le divorce prononcé aux torts de la femme) (3). Ainsi, par rapport au mari, la dot ne peut pas être considérée comme un acte à titre gratuit, il n'en est pas donataire. La Cour de Roussé, dans son arrêt n° 8 du 4 février 1892, confirmé par la Cour Suprême de Cassation (4), s'est prononcée en ce sens : « Attendu que les biens dotaux sont conférés au mari pour que celui-ci puisse avec leurs revenus subvenir aux charges du ménage... après la dissolution du mariage ces derniers doivent être restitués à l'épouse ».

Mais le mot dot a un second sens coutumier, « véno » : c'est l'apport de biens fait par le mari à

(2) Article 1007 du code civil italien.

(3) Voir supra, page 23.

(4) Arrêt n° 278 de 1893 de la Cour Suprême.

sa femme. Pour M. Fadenheht, cette institution s'analyse en une promesse de donation que le mari fait à sa femme au moment de la célébration du mariage et elle correspondrait à la donation *propter nuptias* du droit byzantin (5). Le caractère gratuit de cet acte a été confirmé par la Cour Suprême de Cassation (6). Voici donc les deux sens que la coutume et la jurisprudence ont reconnu au mot « dot », sens qui diffèrent très profondément l'un de l'autre. La question se pose de savoir dans quelle acception le législateur bulgare a voulu le prendre dans l'article 41. Remarquons tout d'abord que cet article ne fait aucune distinction quant au sexe des époux : il parle du conjoint survivant en général. Si l'on estime que dans le mot « dot », il a voulu englober les deux sens que nous avons précédemment dégagés, il en résulterait, en premier lieu, qu'il faudrait imputer sur la part successorale de la femme qui concourt avec d'autres héritiers à la succession de son mari prédécédé à titre de dot « tout ce qu'elle aurait reçu de ce dernier », dot étant pris au second sens de « véno ». Cet exemple serait le seul où le législateur aurait pris le mot dot dans le sens coutumier de « véno ». En second lieu, cette interprétation devrait s'étendre au mari, mais alors nous aboutissons à des résultats absurdes. Le mari, dit-on, devrait imputer sur sa part successorale « tout ce qu'il a reçu de sa femme à titre de dot », or le mari reçoit à titre de dot certains biens, mais ici nous sommes en présence de la dot prise au sens romain du terme. Précisément dans ce cas, le mari n'est pas propriétaire des biens dotaux, il n'en a que la jouissance

(5) Fadenheht, op. cit., fasc. I, p. 28.

(6) Arrêt n° 128 de 1885 de la Cour Suprême.

de fait. A la dissolution du mariage les héritiers de la femme reprendront purement et simplement ses biens, puis tous concourront au partage du patrimoine de la femme prédécédée, sans que le mari ait à imputer quoi que ce soit sur sa part successorale.

L'article 41 est donc inapplicable lorsque le conjoint survivant est le mari. Mais dans ce cas, pourquoi l'article 41 a-t-il parlé de « conjoint survivant » et n'a-t-il pas précisé qu'il ne pouvait s'agir que de la femme ? Il faut donc adresser à l'article 41 deux critiques. La première c'est sa rédaction défectueuse, puisque ses dispositions ne sont applicables qu'à un conjoint et que la loi ne fait pas de distinctions. En second lieu, le mot dot n'y est pas pris dans son sens traditionnel romain, celui que le législateur pouvait le plus vraisemblablement avoir à l'esprit, puisque c'est celui dans lequel l'emploient ses sources habituelles, le Code Civil français et le code civil italien. Cette constatation nous donne l'explication de l'apparent illogisme de l'article 41. Celui-ci, en effet, n'est que la reproduction, ou plus exactement la traduction défectueuse, de l'article 756 du code civil italien. Cet article parle des « *lucri dotale* », ce qui signifie les gains dotaux ou avantages institués par contrat de mariage adoptant le régime dotal (c'est, nous le savons, le régime conventionnel habituel en Italie). Le législateur bulgare a traduit ces mots par le mot « dot », ce qui s'explique puisque l'institution de gains dotaux est inconnue aussi bien des coutumes bulgares que du droit bulgare moderne. M. Fadenheht a le premier fait la genèse de l'article 41, et il critique le législateur de sa mauvaise traduction (7). Nous ne pou-

(7) Fadenheht, *op. cit.*, fasc. I, p. 32, 33.

vons que nous rallier à ses critiques et regretter les conséquences déplorables de cette méthode injustifiable.

SECTION II. — *L'imputation des libéralités
faites pendant le mariage*

La passation d'un contrat de mariage étant extrêmement rare en Bulgarie, la question de l'imputation des libéralités va surtout se poser dans la pratique pour les donations que les époux se sont faites pendant le mariage. Mais ici on est en présence d'une grave difficulté. L'article 41 ne mentionne pas les donations faites en dehors des conventions matrimoniales. Faut-il en déduire que les époux pourront conserver par devers eux ces libéralités ? C'est l'opinion qui a été soutenue par M. Imaretsky (8). « L'article 41, dit-il, ne déclare imputables que les donations mentionnées dans le contrat de mariage. Il en résulte, par argument *a contrario*, que ne sont pas imputables : 1° les libéralités, directes ou indirectes, faites au survivant au cours du mariage ; 2° les libéralités dont il a été gratifié au moment du mariage même, mais qui n'ont pas été portées dans le contrat, les époux n'en ayant point fait. En effet, les régimes matrimoniaux n'existant pas en droit bulgare, dans la majorité des cas les futurs époux s'épargnent la peine de convenir de leurs relations pécuniaires. Du reste, la loi bulgare n'impose le rapport des donations qu'aux enfants venant en concours avec leurs frères ou sœurs (art. 251). »

(8) Imaretsky, *op.c.* p.89.

Cette solution nous paraît critiquable, on peut lui opposer divers arguments, les uns tirés des sources de l'article 41, les autres des principes généraux de la dévolution successorale et de la logique. L'argument tiré des sources est le suivant : nous venons de voir que l'article 41 avait été maladroitement copié de l'article 756 du code civil italien. Or le législateur bulgare a non seulement oublié que son pays ne connaissait pas l'institution des biens dotaux, mais encore il ne s'est pas souvenu qu'il venait précisément, tout en s'inspirant pour l'ensemble de la réglementation du droit italien, de supprimer, et ceci volontairement, la prohibition des donations faites entre époux pendant le mariage. Le silence de l'article 41, sur le point qui nous occupe, s'explique mieux par cette inadvertance, à notre avis, que par l'intention délibérée de faire échapper le conjoint survivant à l'imputation des donations qu'il a reçues pendant le mariage.

Les principes généraux de la dévolution successorale s'opposent, en effet, à cette exonération du conjoint. Ce serait d'abord rendre inutile la protection expressément accordée par la loi aux héritiers réservataires. Quelle serait la situation de ceux-ci, si le conjoint pouvait, après avoir peut-être usé de son ascendant sur le défunt pour le décider à des libéralités quelquefois excessives, conserver celles-ci et de plus concourir avec les descendants sur le reste de la succession.

Pourquoi enfin cette distinction arbitraire entre les donations faites par contrat de mariage qui seraient soumises à l'imputation, et celles qui sont faites pendant le mariage, celles-ci étant bien plus à craindre que les autres, puisque le conjoint a pu, au cours du mariage, acquérir de l'influence sur son époux.

Pour toutes ces raisons, nous nous rallions à l'opinion qui soumet à l'imputation toute donation au conjoint, quelle que soit l'époque à laquelle elle a été faite. M. Imaretsky se croit obligé lui-même d'apporter un tempérament à la solution qu'il propose : « Cependant, il n'en est pas de même en ce qui concerne les dettes contractées par l'époux survivant et acquittées par le défunt. A cet égard il faut distinguer. Si la dette a été remboursée avant la confection du contrat de mariage et qu'il en porte mention, dans ce cas, évidemment, c'est l'article 41 qui entre en jeu et l'imputation doit être opérée. L'expression « tout ce qu'il a reçu » est assez générale pour nous permettre de sous-entendre aussi le remboursement des dettes du conjoint survivant, considéré même comme un simple prêt. Au contraire, si le paiement a eu lieu au cours du mariage, selon nous, c'est l'article 243 qui justifie la solution. A moins que, bien entendu, il ne soit pas manifeste que le défunt ait voulu faire par là une donation » (9). Il s'appuie pour justifier cette exception sur l'article 243 qui décide que chaque cohéritier rapporte les donations qui lui ont été faites et les sommes dont il est débiteur. Mais l'appel à cet article ne nous paraît pas pertinent. Jamais, en effet, la loi successorale bulgare ne traite le conjoint survivant d'héritier, elle suit là encore les errements de la loi italienne qui ne faisait pas du conjoint un héritier, ou tout au moins, car il y a controverse sur ce point (10), qui ne le désignait pas de ce terme. Pour la loi bulgare, héritier vise les descendants

(9) Imaretsky, *op. cit.* p. 90.

(10) V. dans le sens de l'affirmative, Cass. Rome, 1^{er} juillet 1884, la Legge, 80.1.734 et Contrà, Palerme, 29 janvier 1885, Id. 85.11.96.

légitimes. Nous ne pouvons donc tirer argument de l'article 243 pour astreindre le conjoint survivant à imputer sur sa part successorale *ab intestat* le montant de ses dettes acquittées par le défunt. Mais grâce au principe général que nous avons établi, nous imposerons au conjoint survivant cette imputation, toutes les fois que la dette aura été acquittée par le défunt dans une intention libérale.

Tout ce que nous venons de dire sur l'imputation des donations faites par un époux à l'autre sur sa part successorale *ab intestat* serait également vrai si un testament du défunt a réduit le conjoint survivant à sa réserve. L'article 105 al. 2 nous dit, en effet :

« Mais tant l'époux que les enfants naturels, outre ce qui leur est laissé par testament, doivent imputer sur leur réserve; le premier tout ce qu'il a acquis en vertu du contrat de mariage, les seconds tout ce qu'ils ont reçu du défunt de son vivant et qui est sujet à imputation (art. 251 à 278). »

Le conjoint survivant ne peut garder les libéralités qui lui ont été faites par le défunt que si elles n'excèdent pas la réserve. Pour le surplus, les autres héritiers auront contre lui une action en réduction. C'est à ce point de vue surtout que l'imputation des libéralités faites au conjoint survivant se distingue du rapport imposé aux héritiers (11). Ce-

(11) Nous signalons qu'en droit bulgare le rapport n'est imposé qu'aux descendants légitimes en concours les uns avec les autres. Pour les collatéraux, on considère que les libéralités qu'ils ont reçues sont faites par préciput et hors part et ne sont, par conséquent, sujettes au rapport que si le défunt l'a expressément prescrit (art. 251 et 264 de la loi successorale bulgare, reproduisant les articles 1001 et 1014 du code civil italien).

lui-ci a pour but de maintenir l'égalité entre les co-héritiers. L'imputation imposée au conjoint, au contraire, est plus rigoureuse, alors que le rapport ne suppose l'exercice de l'action en réduction que si la donation excède la quotité disponible, le montant de la réserve du conjoint survivant est considéré comme un maximum, et tous, héritiers ou créanciers, pourront intenter l'action en réduction.

L'article 105 al. 2 impose enfin au conjoint survivant d'imputer sur sa réserve les legs qui lui ont été faits par le défunt. C'est ici une exception au principe général du droit bulgare en vertu duquel les legs sont toujours présumés faits avec dispense de rapport (12). Pour le conjoint survivant la règle est inverse (13), il faut que le défunt exprime formellement sa volonté de dispenser son conjoint survivant du rapport, ceci bien entendu à condition que le legs fait au conjoint ne dépasse pas la quotité disponible laissée après le prélèvement des réserves du conjoint survivant et des enfants naturels, ce qui, nous l'avons vu, se produira exceptionnellement.

(12) Article 258 de la loi bulgare.

(13) Article 278 de la même loi.

CHAPITRE III

RACHAT DES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT

La loi successorale bulgare qui, dans ses grandes lignes, est très favorable au conjoint puisqu'elle en fait un héritier réservataire, a porté, néanmoins, une atteinte sérieuse à ses droits en permettant le rachat par certains héritiers de sa part successorale, rachat qui s'effectue par l'attribution d'une rente viagère ou l'usufruit de certains biens mobiliers ou immobiliers compris dans la succession.

Cette règle n'est inconnue ni du droit français, ni du droit italien. Le droit français, dans son article 767, permet aux héritiers d'exiger, moyennant sûreté suffisante, la conversion de l'usufruit de l'époux survivant en une rente viagère équivalente. Le code civil italien dans son article 819 permet aux héritiers d'acquitter les droits du conjoint survivant soit au moyen de la constitution d'une rente viagère, soit au moyen de l'attribution des fruits d'immeubles ou de capitaux héréditaires. Il ajoute que tant que le conjoint ne sera pas rempli de ses droits, il conserve ses droits d'usufruit sur tous les biens héréditaires. L'article 104 de la loi successorale bulgare reproduit le premier alinéa de l'article 819 du code civil italien. Il ne reproduit pas l'alinéa second, et pour cause, puisque le conjoint survivant en Bulgarie succède toujours en pleine propriété. Nous aurons, néanmoins, à tirer argument, tout à l'heure, de ce second alinéa.

Avant d'examiner la réglementation de ce droit de rachat, nous devons étudier la question la plus délicate, celle qui a donné lieu aux plus vives controverses, le domaine d'application de l'article 104, dont voici les termes :

« Les héritiers peuvent acquitter les droits du conjoint survivant : ou moyennant la constitution d'une rente viagère, ou moyennant l'attribution d'un droit aux fruits de biens immobiliers ou de capitaux héréditaires, à déterminer d'un commun accord ou par les tribunaux, eu égard aux circonstances particulières de l'espèce. »

Cet article s'applique-t-il uniquement à la réserve du conjoint survivant, ou s'applique-t-il aussi à sa part successorale *ab intestat* ? La généralité des termes de l'article 104 a poussé Tontcheff (1) à interpréter l'article 104 comme s'appliquant aussi bien à la réserve qu'aux droits successoraux *ab intestat* du conjoint survivant. Pour M. Fadenheht (2), et nous n'hésitons pas de nous rallier à son opinion qui est de plus consacrée par la jurisprudence, l'article 104 ne s'applique qu'à la part réservataire du conjoint survivant, et il est amené à cette solution parce qu'il critique d'une façon générale l'introduction de l'article 104 dans la loi successorale, et en critiquant le principe, il est porté à lui donner l'application la plus restrictive. Cet auteur considère que l'article 104, calqué sur l'article 819 du code civil italien, n'a pas sa raison d'être en Bulgarie. La réserve du conjoint survivant en droit italien est toujours en usufruit, usufruit s'exerçant sur une certaine quotité de la succession. L'exercice de ce droit d'usufruit est

(1) Tontcheff, op. cit., t.I, p. 307 et s. et t.III, p. 19 et s.

(2) Fadenheht, op. cit. fasc.10, p. 451 et s. 1906.

une entrave à la libre circulation des biens successoraux et il fait naître très souvent des difficultés entre les héritiers. C'est pour éviter ces deux inconvénients que le législateur italien a accordé aux héritiers la faculté de convertir le droit d'usufruit appartenant au conjoint survivant en une rente viagère ou en un usufruit spécial, c'est-à-dire non sur une quote-part de la succession, mais sur des biens déterminés. C'est aussi la raison qui a incité le législateur français de 1891 à permettre la conversion de l'usufruit du conjoint survivant en rente viagère. Or en droit bulgare, le conjoint survivant succède en pleine propriété et non pas en usufruit. Il est donc inutile de transformer ce droit perpétuel et absolu en un droit réduit et temporaire dont l'équivalent est d'ailleurs difficile à déterminer. On aurait pu, tout au plus, pour faciliter le partage de la succession, accorder aux héritiers le droit de racheter la réserve du conjoint survivant contre une somme d'argent ou contre un immeuble de la succession, comme c'est le cas aux termes des articles 29 al. 2 et 100 al. 2 lorsque les enfants légitimes rachètent la part des enfants naturels qui viennent en concours avec eux sur la succession de leur parent. Injustifié dans son principe, le rachat doit donc être limité dans son étendue d'application.

Des arguments sérieux d'ailleurs militent en faveur de sa restriction à la part réservataire du conjoint. D'abord la place de l'article 104 dans la section relative à « La réserve du conjoint survivant et des enfants naturels ». Ensuite, la non-correspondance entre l'article 819 du code civil italien et notre article 104. On pourrait, en effet, invoquer comme argument à l'encontre de cette théorie le fait qu'en droit italien le rachat s'applique non seulement aux droits de réserve, mais encore aux droits

de succession *ab intestat*, lorsque ces derniers sont attribués en usufruit, ce qui se produit lorsque le conjoint survivant vient en concours avec des descendants légitimes (article 753, al. 3 du code civil italien). L'alinéa 3 de cet article rappelle formellement que, dans cette hypothèse, l'article 819 est applicable. Or à l'article 753 du code civil italien correspond l'article 38 de la loi bulgare qui donne à cette question une solution complètement différente. On ne peut donc en tirer argument pour décider que l'article 104 a un caractère général et doit s'appliquer aussi bien lorsque l'article 38 est en jeu, que lorsque l'article 97 est en cause. Un dernier argument enfin : l'article 819 précise bien dans son alinéa 2 que le rachat ne s'exerce que pour les droits en usufruit du conjoint survivant, par conséquent, il faut donner à l'article 104 l'interprétation la plus restrictive.

La théorie de M. Fadenheht a été consacrée par la Cour Suprême de Cassation, qui a été amenée à statuer sur la portée de l'article 104 dans son arrêt n° 78 du 3 avril 1923. Nous allons examiner cet arrêt, car il apporte à la théorie que nous venons d'exposer un argument nouveau. La Cour considère que l'article 104 présente les caractères d'une règle exceptionnelle pour les deux raisons suivantes : « Attendu, dit-elle d'abord, que l'article 104 se trouve dans la section intitulée « De la réserve du conjoint survivant et des enfants naturels » au chapitre des « Successions testamentaires » et que ces dernières sont considérées par la loi bulgare comme une exception. » Elle reproduit ensuite, dans un second attendu, l'argument tiré de la non-analogie de l'article 38 avec l'article 753 du code civil italien : « Attendu, dit-elle, que lors de la rédaction de l'article 38 le législateur a délaissé à dessein l'al. 3

de l'article 753 du code civil italien qui déclare l'article 819 applicable à la succession *ab intestat*, il n'a donc pas voulu admettre la conversion du droit héréditaire de l'époux survivant quand celui-ci succède *ab intestat*, par conséquent l'application de l'article 104, même par analogie, est impossible. »

Les arguments de la Cour Suprême ont été l'objet de critiques sévères de la part de Tontcheff. Il n'est pas vrai, déclare d'abord l'auteur, que la loi bulgare considère la succession testamentaire comme une exception ; ceci résulte de l'article 1^{er} de la loi successorale qui dispose :

« Les successions sont dévolues par la loi ou par testament. »

« La succession légitime n'a lieu que dans le cas où il n'existe pas de testament pour tout ou partie du patrimoine. »

Il semblerait résulter, au contraire, du 2^o al. de l'article 1^{er} que c'est la succession légitime qui devrait être considérée comme exceptionnelle. L'article 1^{er} n'est d'ailleurs que la reproduction de l'article 720 du code civil italien, et un auteur considérable, Huc (3), a pu dire à ce sujet : « En droit français, suivant les principes du Code Civil, la succession légitime prévaut sur la succession testamentaire, en ce sens que par testament on peut seulement faire des legs, mais non attribuer la qualité légale d'héritier. Le code civil italien a préféré suivre les traditions romaines, d'après lesquelles les héritiers testamentaires sont placés absolument sur la même ligne que les héritiers légitimes, et soumis aux mêmes règles. Il semble de là, que dans l'ordre

(3) Huc, op.cit., p. 171 et s.

logique des matières réglées par le nouveau Code, il eût d'abord fallu placer la succession testamentaire, et en second lieu seulement la succession légitime. C'est le contraire qui a eu lieu, par l'effet de considérations plus spécieuses que fondées. » Par considérations spécieuses, Huc vise le rapport du Ministre de la Justice italien, Pisanelli, qui déclara au Sénat : « Ayant placé sur une même ligne la succession légitime et la succession testamentaire, la question se pose de savoir laquelle de ces deux successions doit être la première, en ce qui concerne l'ordre des chapitres... Nous nous apercevons que la succession légitime est une nécessité sociale, tandis que le testament peut parfois faire défaut. La pratique démontre que la première constitue la règle et que la seconde est une exception.

Au premier attendu de la Cour Suprême Tontcheff répond donc en refusant de reconnaître toute hiérarchie entre la succession légitime et la succession testamentaire. Au second attendu, il oppose les arguments suivants : du seul fait, dit-il, que le législateur n'a pas reproduit l'al. 3 de l'article 753, on ne doit pas conclure qu'il n'a pas voulu admettre la conversion du droit héréditaire de l'époux survivant en cas de succession *ab intestat*. Les rédacteurs de la loi bulgare ont délaissé volontairement, non seulement l'al. 3 de l'article 753, mais le texte tout entier de cet article. Selon l'article 753, en effet, la part héréditaire du conjoint survivant est une part en usufruit, et pour cette raison il n'est pas considéré comme un héritier légitime. Au contraire, l'article 38 attribue à l'époux survivant une part héréditaire en pleine propriété et en fait un héritier légitime. On ne peut pas dire, dans ces conditions, que l'article 38 reproduise l'article 753 : ces deux articles règlent d'une manière différente les droits

successoraux du conjoint survivant. Remarquons sur ce point que Tontcheff et M. Fadenheht sont pleinement d'accord.

Tontcheff répond ensuite par l'objection suivante : pourquoi, si le législateur avait voulu permettre aux parents légitimes de convertir la part *ab intestat* de l'époux en un équivalent quelconque, ne l'aurait-il pas déclaré d'une manière formelle, soit dans l'article 104, soit dans l'article 38 ? Il assure que les rédacteurs de la loi ont été guidés par les raisons suivantes : d'abord, l'article 104 prescrit non pas la conversion de la quotité disponible, mais celle de la réserve qui est une part de la succession *ab intestat*, comme la part héréditaire (argument tiré de l'article 93) ; réserve et part héréditaire ne diffèrent pas par leur nature, mais par leur montant. L'article 104, dit-il ensuite, bien qu'il se trouve dans le chapitre des « Successions testamentaires », traite d'une question qui a trait aussi à la succession *ab intestat*. Enfin, dit-il, si l'article 104 permet la conversion de la réserve qui est généralement moindre que la part héréditaire, la conversion de cette dernière devrait être admise virtuellement. Tontcheff termine son argumentation en disant que, même à supposer que le législateur n'ait pas admis la conversion de la part héréditaire *ab intestat* de l'époux, il faudrait conclure à l'application de l'article 104 par analogie. Les articles 38 et 104 en effet traitent d'une même question, le rapprochement de leurs dispositions traite d'hypothèses de nature identique : en effet, la part héréditaire et la réserve, quoique leur nom et leur montant soient différents, ne visent qu'une seule et même chose, la succession *ab intestat* : *ubi est eadem ratio, eadem lex esse debet*.

Ces arguments ne nous convainquent pas, bien

que la part qu'a prise leur auteur en qualité de Garde des Sceaux à l'élaboration de la loi successorale de 1890 dût leur conférer une valeur particulière. Que la part réservataire du conjoint soit une portion de sa part *ab intestat* n'implique pas par cela même que les mêmes règles doivent lui être appliquées. L'article 104 figure bien dans le chapitre des « Successions testamentaires », or dans la pratique ces dernières sont généralement l'exception, surtout en Bulgarie, et les rédacteurs de la loi successorale ne pouvaient pas ne pas le savoir, par conséquent, s'ils avaient vraiment voulu admettre le rachat de la part *ab intestat* du conjoint, ils auraient dû le dire expressément. Nous concluons donc, d'accord avec M. Fadenheht et la jurisprudence, à l'application de l'article 104 à la seule hypothèse de la réserve du conjoint.

Il nous reste à préciser les questions soulevées par l'exercice du droit de rachat. L'article 104 n'indique pas les héritiers qui peuvent exercer ce droit. Il nous semble que seuls les ascendants et les descendants légitimes peuvent se prévaloir de cette disposition. Les enfants naturels, en effet, quoique héritiers réservataires, ne peuvent exiger le rachat, car leurs propres droits sont aussi soumis à la possibilité de la conversion de la part des descendants légitimes (4). Remarquons ici que le conjoint survivant ne peut pas, lui non plus, imposer cette conversion aux enfants naturels. Il ne nous semble pas d'autre part qu'il faille accorder ce droit aux autres héritiers, c'est-à-dire aux collatéraux, car ils ne sont pas réservataires. Les héritiers doivent d'un commun accord indiquer s'ils désirent exercer le droit de rachat et comment ce rachat doit s'effectuer, soit

(4) Article 100 de la loi successorale.

sous forme d'une rente viagère, soit sous forme d'usufruit d'un bien héréditaire donné. Au cas où ils ne sont pas d'accord sur le choix des modes offerts par la loi, c'est au tribunal de les départager en prenant en considération les circonstances particulières à chaque espèce. La Cour Suprême de Cassation, dans son arrêt n° 282 de 1921, a exigé le consentement unanime de tous les héritiers, et non pas seulement celui de la majorité d'entre eux. Mais s'ils sont unanimement d'accord, le tribunal, une fois saisi, ne peut repousser leur demande. La conversion ne peut jamais être demandée par le conjoint lui-même. Ce sont toutes ces solutions que nous retrouvons dans les droits français et italien. Une dernière question, en fait, se pose lorsque les droits du conjoint auront été convertis en usufruit ou en rente viagère : comment celui-ci participera-t-il au passif successoral ? Il faut appliquer ici les principes généraux de la matière et décider que la contribution du conjoint survivant au passif de la succession sera calculée en proportion de la valeur de l'usufruit ou de la rente viagère dus par la succession, valeur que l'on multipliera par un certain coefficient, variant suivant l'âge du crédientier ou de l'usufruitier (5).

(5) Tontcheff, *op.cit.* page 315, t.I.

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre étude, nous voudrions jeter un regard en arrière et résumer rapidement les grandes lignes de la condition du conjoint survivant et les principales réflexions qu'elle nous suggère.

Il faut tout d'abord répéter, et nous ne saurions trop insister sur ce point, que les avantages pécuniaires du conjoint survivant ne peuvent résulter pour lui que des droits de succession, car le régime de droit commun bulgare c'est la séparation de biens, et que d'autre part les époux bulgares passent très peu fréquemment des contrats de mariage.

La législation successorale bulgare est dominée par une tendance favorable au conjoint survivant. En lui accordant des droits en pleine propriété et une réserve, notre pays s'est conformé à l'évolution de la majorité des législations modernes, il l'a même précédée — il était à l'avant-garde en 1890 et il continue à être l'un des pays les plus généreux à l'égard des droits successoraux des époux.

Les droits *ab intestat* de l'époux sont toujours des droits en pleine propriété, mais ils varient suivant les personnes avec lesquelles il se trouve en concours, et, lorsque ces personnes sont des descendants légitimes, avec le nombre et le sexe de ceux-ci et avec la nature des biens compris dans la succession. Il prend la totalité des biens lorsqu'il est en présence de parents au delà du sixième degré.

Sa part réservataire et proportionnelle a sa part *ab intestat*, elle lui est assurée dans tous les cas, quels que soient les parents avec lesquels il concourt. Ses droits, enfin, peuvent être rachetés par les descendants légitimes et les ascendants légitimes, et par eux seulement. Le conjoint est de plus soumis à l'imputation des libéralités qui sont faites par contrat de mariage, quant aux autres, la question est discutée.

Toutes ces dispositions nous inspirent un certain nombre de critiques. Nous approuvons le sort favorable qui est fait au conjoint survivant, mais nous critiquons la mise en œuvre de ses droits : notre législation aboutit souvent à des situations complexes et à des conséquences inadmissibles.

Pourquoi, tout d'abord, faire dépendre le montant des droits du conjoint du sexe des enfants et de la nature des biens compris dans la succession ? Le législateur de 1906 a voulu protéger la propriété rurale en évitant le morcellement. Mais nous avons vu qu'il prévoit par ailleurs l'institution du rachat : rachat des droits du conjoint et des enfants naturels par les descendants et ascendants légitimes, rachat pour les biens ruraux de la part des filles mariées par les fils du défunt (article 240 al. 2). L'exercice de ce droit de rachat doit suffire à remplir l'objet que s'est proposé le législateur.

Pourquoi d'autre part l'innovation qui a consisté à faire varier le montant des droits du conjoint avec la durée du mariage ? Nous avons critiqué à ses lieu et place cette mesure que rien ne justifie.

Dernière critique enfin, et ce n'est pas la moins grave. Il est juste et équitable de traiter favorablement le conjoint survivant, mais ce ne doit pas être au détriment de la liberté testamentaire du défunt. Toutes les législations modernes consacrent, dans

une mesure plus ou moins grande, la possibilité pour le défunt de donner ou de léguer une partie de ses biens à l'un de ses héritiers ou à un tiers. Si l'on veut avantager le conjoint survivant, il faut alors faire supporter la diminution qui en résulte aux autres héritiers. Les conséquences sont d'ailleurs moins graves qu'on ne pourrait le supposer. Nous avons vu que la quotité disponible était surtout atteinte lorsque le conjoint venait en concours avec les descendants du défunt. Or si l'on diminue les droits des enfants légitimes, dans ce cas, il y a toute chance de penser qu'ils retrouveront dans la succession du second de leur parent les biens dont ils ont été privés au moment de la mort du premier.

Tous les inconvénients que nous venons de signaler ne sont donc pas insurmontables et une réforme, qui n'est malheureusement pas encore à l'étude, ne demanderait pas de bouleversement considérable, et permettrait, en maintenant les principes directeurs de la loi, d'arriver à des solutions modernes, logiques, équitables.

Vu : *Le Doyen,*
RIPERT.

Vu : *Le Président.*
René CASSIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

TRADUCTION DES PRINCIPAUX TEXTES
AUXQUELS ON S'EST RÉFÉRÉ
AU COURS DE L'OUVRAGE

I. — *Textes bulgares*

ART. 1^{er}. — Les successions sont dévolues par la loi ou par testament.

La succession légitime n'a lieu que dans le cas où il n'existe pas de testament pour tout ou partie du patrimoine.

ART. 6. — Sont incapables de succéder comme indignes :

1° Celui qui aura volontairement donné ou tenté de donner la mort à la personne de la succession dont il s'agit, ainsi que le complice de ces crimes ;

2° Celui qui l'aura accusée d'un fait punissable de la peine des travaux forcés, lorsque l'accusation aura été déclarée en justice calomnieuse ;

3° Celui qui l'aura contrainte à faire ou à changer son testament ; qui l'aura empêchée de faire son testament ou de révoquer un testament déjà fait, ou qui aura supprimé ou altéré ou dissimulé un testament postérieur.

ART. 7. — Celui qui a encouru l'indignité pourra succéder lorsque le défunt l'aura relevé de son indignité par acte authentique ou par testament.

ART. 17. — En ligne collatérale, la représentation est permise en faveur des descendants des frères et sœurs du défunt...

ART. 21 (L. 7 février 1906). — Les enfants légitimes ou leurs descendants, encore qu'ils soient issus de différents mariages, succèdent à leur père, à leur mère et à tous les autres ascendants.

Ils succèdent aux biens immobiliers couverts et aux biens

mobiliers qui ne sont pas considérés comme attachés à une propriété agricole, sans distinction de sexe, par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré de parenté avec le défunt et appelés à la succession de leur chef ; mais par souche, lorsqu'ils héritent tous ou en partie par représentation.

Ils succèdent aux biens immobiliers non couverts et aux biens mobiliers qui sont considérés comme appartenant à une propriété agricole, dans le même ordre lorsqu'ils sont tous du même sexe. Quand il y en a des deux sexes, dans ce cas la part des descendants du sexe masculin est égale au double de celle des descendants du sexe féminin.

ART. 23. — Si le défunt ou la défunte n'a laissé ni enfants, ni descendants de ceux-ci, la succession se partage par moitié entre le père et la mère, ou revient en entier à celui des deux qui a survécu.

ART. 25. — Si le défunt n'a laissé ni enfants légitimes, ni père et mère, mais seulement des frères et sœurs ou leurs descendants qui succèdent en concours avec des ascendants de la ligne paternelle ou maternelle, dans ce cas, les premiers reçoivent les deux tiers de son patrimoine, et les autres en prennent le tiers ; cette dernière part est partagée entre eux conformément aux règles de l'article précédent.

AL. 3 : Les descendants de frères ou sœurs succèdent par souche, en vertu de l'article 18.

ART. 27. — Si le défunt n'a laissé ni enfants, ni père ou mère, ni ascendants, ni frères ou sœurs, ni descendants de ceux-ci, la succession est dévolue au parent le plus proche, ou aux parents les plus proches du défunt, sans distinction entre la ligne paternelle et maternelle.

Les parents au delà du dixième degré ne succèdent pas.

ART. 29. — Lorsque les enfants naturels, dont la filiation est reconnue ou déclarée, concourent avec des enfants légitimes ou leurs descendants, ils ont droit à la moitié de la part qu'ils auraient eue s'ils avaient été légitimes.

ART. 30. — Si le défunt n'a pas laissé d'enfants légitimes, ni de descendants de ceux-ci, mais qu'il laisse des parents ou d'autres ascendants, ou son conjoint, dans ce cas les enfants naturels prennent les deux tiers de la succession ; la part qui reste revient aux ascendants ou à l'époux.

Si les enfants naturels sont appelés à la succession en concours avec des ascendants et avec le conjoint du défunt, dans ce cas, un tiers de la succession revient aux ascendants, un quart à l'époux, et le restant aux enfants naturels.

ART. 34. — L'enfant naturel bien que reconnu ne peut pas succéder aux parents de son père ou de sa mère ; de même ces parents ne peuvent pas succéder aux biens de l'enfant naturel.

ART. 36. — Si l'enfant naturel, mort sans postérité, a laissé ses père et mère et son conjoint, dans ce cas, la moitié de la succession est dévolue au conjoint et l'autre moitié au père ou à la mère ou à tous les deux, conformément à l'article précédent.

ART. 38. — Lorsque le conjoint prédécédé a laissé des enfants légitimes, la part du conjoint survivant est égale à la moitié de celle de chaque enfant légitime.

S'il a laissé des enfants naturels outre ses enfants légitimes, la présence des premiers ne diminue pas la part du conjoint survivant : elle reste la même que dans le cas où il n'existe que des enfants légitimes.

ART. 38 (L. 7 février 1906). — Lorsque le conjoint prédécédé a laissé des enfants légitimes, la part du conjoint survivant en présence de trois enfants ou plus, de même sexe, est égale à la part de chaque enfant ; en présence d'un ou deux enfants cette part est égale à la moitié de celle de chaque enfant. Si les enfants sont de sexe différent : dans le premier cas, la part du conjoint est égale à la part d'un enfant du sexe masculin ; dans le second cas, à celle d'un enfant du sexe féminin.

ART. 39. — S'il n'y a pas d'enfants légitimes, mais que le défunt ait laissé des ascendants, ou des enfants naturels, ou des frères et sœurs, ou des descendants de ceux-ci, le conjoint survivant reçoit un tiers de la succession.

Si le conjoint est appelé à la succession en concours avec des ascendants et des enfants naturels, il recueille un quart de la succession.

ART. 39 (L. 7 février 1906). — S'il n'y a pas d'enfants légitimes, mais que le défunt a laissé des ascendants, ou des frères et sœurs, ou des descendants de ceux-ci, le conjoint survivant reçoit un tiers de la succession, ceci au cas où la

mort de l'époux prédécédé est survenue moins de dix ans après la célébration du mariage. Si la mort de l'époux prédécédé est survenue après l'achèvement de cette période de dix ans, le conjoint survivant reçoit la moitié de la totalité de la succession.

Si le conjoint est appelé à la succession en concours avec des ascendants et des enfants naturels, il recueille un tiers de la succession.

ART. 40. — Lorsque le défunt a laissé d'autres parents successibles, le conjoint survivant reçoit deux tiers de la succession.

Il recueille la succession tout entière, si le défunt n'a laissé de parents successibles jusqu'au sixième degré inclusivement.

ART. 41. — Sur la réserve héréditaire du conjoint survivant qui concourt avec d'autres héritiers, doit être imputé tout ce qu'il a reçu en vertu du contrat de mariage et de la dot.

ART. 42. — Les droits de succession accordés au conjoint survivant sont refusés à celui contre lequel le défunt a obtenu un jugement de séparation passé en force de chose jugée.

ART. 90. — Si le testateur, à son décès, ne laisse qu'un enfant légitime, il ne peut disposer par testament de plus de la moitié de ses biens ; s'il laisse deux enfants, du tiers ; trois et davantage, du quart.

ART. 90 (L. 7 février 1906). — Si le testateur, à son décès, laisse un enfant, il ne peut disposer par testament de plus de la moitié de ses biens ; s'il laisse deux enfants ou plus, du tiers.

ART. 92, 2^e al.. — Si le testateur n'a laissé ni enfants, ni descendants, mais des ascendants, il ne peut disposer par testament de plus des deux tiers de son patrimoine.

ART. 93. — La réserve est une quote-part de l'hérédité. Elle est due en pleine propriété aux enfants, aux descendants ou aux ascendants, et le testateur n'a pas le droit d'imposer aucune charge ou condition quelle qu'elle soit.

ART. 95. — Si le testateur dispose d'un usufruit ou d'une rente viagère, dont la valeur excède la quotité disponible,

les héritiers, auxquels la loi accorde une réserve, ont le choix ou d'exécuter cette disposition, ou d'abandonner, en échange, la propriété de la quotité disponible.

De même, les héritiers ci-dessus mentionnés, ont le droit d'option, si le testateur dispose de la nue propriété d'une partie des biens excédant la quotité disponible.

ART. 96. — Si le défunt a aliéné ses biens au profit de certains héritiers réservataires à charge de rente viagère ou avec réserve d'usufruit cette aliénation est considérée comme une donation et, en conséquence, elle est soumise aux règles relatives aux rapports et aux imputations.

Le rapport et l'imputation ne peuvent être demandés par ceux des héritiers qui ont consenti à l'aliénation.

ART. 97. — La réserve du conjoint survivant, en présence d'enfants légitimes, est égale à la moitié de la réserve qui est due à chaque enfant.

ART. 97 (L. 7 février 1906). — La réserve du conjoint survivant, en présence de trois enfants légitimes, ou plus, de même sexe, est égale à la réserve de chaque enfant ; en présence d'un ou deux enfants, elle est égale à la moitié de la réserve de chaque enfant. Si les enfants sont de sexe différent, dans le premier cas, cette réserve est égale à la réserve d'un enfant du sexe masculin ; dans le second cas, à celle d'un enfant du sexe féminin.

ART. 98. — Si le testateur n'a pas laissé de descendants, mais des ascendants, la réserve du conjoint survivant est égale à un cinquième de la succession.

ART. 99. — Le conjoint survivant a droit à un tiers du patrimoine du testateur, si celui-ci n'a laissé ni descendants, ni ascendants ayant droit à une réserve.

ART. 100, al. 1^{er}. — Si le testateur a laissé des enfants ou ascendants légitimes et des enfants naturels, légalement reconnus, ces derniers ont droit à la moitié de la portion qui leur serait revenue s'ils avaient été légitimes.

ART. 103. — La réserve due au conjoint survivant et aux enfants naturels ne diminue pas celle appartenant aux descendants légitimes ou aux ascendants ; elle doit être prise sur la quotité disponible.

ART. 104. — Les héritiers peuvent acquitter les droits du conjoint survivant ou moyennant la constitution d'une rente viagère, ou moyennant l'attribution d'un droit aux fruits de biens immobiliers ou de capitaux héréditaires, à déterminer d'un commun accord, ou par les tribunaux eu égard aux circonstances particulières de l'espèce.

ART. 105. — Le conjoint survivant et les enfants naturels, pour les portions de propriété qui leur appartiennent en vertu de la loi, jouissent des mêmes droits et des mêmes garanties que ceux qui sont accordés aux enfants légitimes pour leur réserve, sauf ce qui est établi par les articles 100 et 104.

Mais tant l'époux que les enfants naturels, outre ce qui leur est laissé par testament, doivent imputer sur leurs réserves : le premier tout ce qu'il a acquis en vertu du contrat de mariage, les seconds tout ce qu'ils ont reçu du défunt de son vivant et qui est sujet à l'imputation (art. 251 à 278).

ART. 243. — Chaque cohéritier, conformément aux règles établies ci-après, rapporte les donations qui lui ont été faites et les sommes dont il est débiteur.

ART. 240, al. 2. — Les descendants du sexe masculin, individuellement ou tous ensemble, peuvent racheter les immeubles découverts (biens ruraux) compris dans la part successorale de leurs cohéritiers du sexe féminin mariés, en les indemnisant après estimation.

ART. 251. — Les enfants ou descendants qui viennent à la succession même sous bénéfice d'inventaire, avec leurs frères ou sœurs ou descendants de ceux-ci, doivent rapporter à leurs cohéritiers tout ce qu'ils ont reçu du défunt par donation, tant directement qu'indirectement, sauf le cas où le donataire en a disposé autrement.

ART. 258. — Tout ce qui est laissé par testament n'est pas sujet à rapport, à moins qu'il n'y ait une disposition contraire, et sauf le cas de l'article 278.

II. — *Textes italiens*

ART. 753. — Lorsque le conjoint décédé laisse des enfants légitimes, l'autre conjoint recueille dans sa succession

l'usufruit d'une part héréditaire égale à celle de chaque enfant, en comprenant le conjoint lui-même au nombre des enfants.

En cas de concours d'enfants naturels avec des enfants légitimes, l'usufruit du conjoint est d'une part égale à celle qui appartient à chaque enfant légitime.

Cette part d'usufruit ne peut être supérieure au quart de la succession, et elle peut être acquittée de la manière qui est établie dans l'article 819.

ART. 754. — S'il n'y a pas d'enfants légitimes, mais des ascendants ou des enfants naturels, ou des frères et sœurs, ou des descendants d'eux, le tiers de la succession est dévolu en pleine propriété au conjoint survivant.

Si le conjoint, cependant, concourt à la fois avec des ascendants légitimes et avec des enfants naturels, il n'a droit qu'au quart de la succession.

ART. 755. — Lorsque le défunt laisse d'autres parents successibles, les deux tiers de la succession sont dévolus au conjoint.

La succession lui est dévolue intégralement dans le cas où le défunt ne laisse de parents successibles jusqu'au sixième degré.

ART. 756. — Le conjoint en concours avec d'autres héritiers doit imputer sur sa part héréditaire ce qu'il a acquis en vertu du contrat de mariage et des gains dotaux.

ART. 757. — Les droits de succession accordés au conjoint survivant n'appartiennent pas à l'époux contre qui le défunt a obtenu une sentence de séparation de corps passée en force de chose jugée.

ART. 812. — Le conjoint contre qui il n'existe pas une sentence de séparation de corps passée en force de chose jugée a droit, sur la succession de l'autre conjoint, dans le cas où ce dernier laisse des enfants légitimes ou des descendants d'eux, à l'usufruit d'une part égale à celle qui appartiendrait à chaque enfant à titre de légitime, en comprenant le conjoint au nombre desdits enfants.

ART. 813. — Si le testateur ne laisse pas de descendants, mais des ascendants, la part réservée au conjoint est le quart en usufruit.

ART. 814. — La part en usufruit du conjoint est du tiers, lorsque le testateur ne laisse ni descendants, ni ascendants ayant droit à une légitime.

ART. 818. — La part due au conjoint et aux enfants naturels ne vient pas en diminution de la légitime appartenant aux descendants légitimes ou aux ascendants, et elle forme ainsi une réduction de la quotité disponible.

ART. 819. — Il est loisible aux héritiers d'acquitter les droits du conjoint, soit au moyen de la constitution d'une rente viagère, soit au moyen de l'attribution des fruits d'immeubles ou de capitaux héréditaires à déterminer d'un commun accord, et, si non, par l'autorité judiciaire, eu égard aux circonstances de l'espèce.

ART. 820. — Le conjoint survivant et l'enfant naturel, pour les parts en usufruit ou en pleine propriété qui leur sont respectivement attribuées, jouissent des mêmes droits et des mêmes garanties que les bénéficiaires de la légitime à l'égard de la légitime, sauf ce qui est établi dans les articles 815 et 819.

Mais le conjoint, aussi bien que l'enfant naturel, en outre de ce qui leur a été laissé par testament, doivent imputer sur leurs parts respectives, le premier, tout ce qu'il a reçu en vertu du contrat de mariage, le second, tout ce qu'il a reçu durant la vie de son auteur et qui est sujet à rapport, conformément aux dispositions contenues dans la section IV du chapitre III du présent titre.

Article 767 du Code Civil français

(L. 9 mars 1891). — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée.

(L. 3 décembre 1930). — Lorsque le défunt ne laisse comme héritiers que des parents au degré successible dans l'une des deux lignes, paternelle ou maternelle, la part de la succession qui aurait été attribuée aux parents de l'autre ligne est dévolue au conjoint contre lequel n'existe pas de

jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée ; la disposition de l'article 754 du présent Code n'est pas applicable à l'encontre du conjoint survivant.

(L. 29 avril 1925). — Le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée a, sur la succession du prédécédé, un droit d'usufruit qui est :

D'un quart, si le défunt laisse un ou plusieurs enfants issus du mariage ;

D'une part d'enfant légitime le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart, si le défunt a des enfants nés d'un précédent mariage ;

De moitié, si le défunt laisse des enfants naturels ou descendants légitimes d'enfants naturels, des frères et sœurs, des descendants de frères et sœurs ou des ascendants ;

De la totalité dans tous les autres cas, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers.

(L. 9 mars 1891). — Le calcul sera opéré sur une masse faite de tous les biens existant au décès du *de cujus*, auxquels seront réunis fictivement ceux dont il aurait disposé, soit par acte entre vifs, soit par acte testamentaire, au profit de successibles, sans dispense de rapport.

Mais l'époux survivant ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni par acte entre vifs, ni par acte testamentaire, et sans préjudicier aux droits de réserve ni aux droits de retour.

Il cessera de l'exercer dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue et, si ce montant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit.

Jusqu'au partage définitif, les héritiers peuvent exiger, moyennant sûretés suffisantes, que l'usufruit de l'époux survivant soit converti en une rente viagère équivalente. S'ils sont en désaccord, la conversion sera facultative pour les tribunaux.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Ouvrages généraux*

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité théorique et pratique de droit civil. Des successions, Paris, 1895.

BEUDANT et LEREBOURS-PIGEONNIÈRE. — Cours de droit civil français, 2^e éd., T. V. Les successions *ab intestat*, par R. Leballe.

COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français, 8^e éd., Paris, 1936, T. III.

DEMOLOMBE. — Cours de Code civil, Paris, 1845-1882.

HUC. — Le code civil italien et le Code Napoléon, études de législation comparée, 2^e éd., Paris, 1868.

LAURENT. — Principes de droit civil, 3^e éd., Bruxelles et Paris, 1878.

LEBRUN. — Traité des successions. Paris, 1773.

PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français, éd. 1928, Paris, T. IV, par Maury et Vialleton.

RICARD. — Traité des successions.

RICCI. — Corso teorico-pratico di codice civile, T. III.

II. — *Ouvrages spéciaux*

Annuaire Statistique Officiel du Royaume de Bulgarie, éd. 1937.

- BORTCHEFF. — Histoire de l'Ancien droit bulgare. Sofia, 1910.
— Recueil des Anciennes coutumes bulgares. Sofia, 1901.
- BOISSONADE. — De la condition juridique de l'époux survivant. Paris, 1874.
— Histoire de la réserve héréditaire. Paris, 1873.
- CASSIN. — La conception des droits de l'Etat en matière successorale dans les projets du Code civil suisse. Thèse de Paris, 1914.
- IMARETSKY. — La situation du conjoint survivant en droit bulgare. Thèse de Grenoble, 1929.
- LE BRETON. — Les principes de la dévolution successorale et le nouveau droit *ab intestat* du conjoint survivant. Thèse de Toulouse, 1932.
- SAVATIER. — Le droit, l'amour et la liberté. Paris, 1937.
- TONTCHEFF. — Commentaire sur les successions, 2^e éd., Sofia, 1926.
- VALLIER. — Le fondement de la dévolution successorale. Thèse de Paris, 1902.

III. — *Articles de revues*

- DÖUMANOFF. — L'opinion juridique. Sofia, 1920, Fasc. 10.
- FADENHEIT. — Revue de l'Association des juristes, Sofia. Année II, 1902-1903, fasc. 1 ; année IV, 1904-1905, fasc. 8 ; année V, 1905-1906, fasc. 6, 7 et 10.
— Revue démocratique. Sofia, 1901.
- MITAKOFF. — L'opinion juridique. Sofia, 1937.
- RODIÈRE. — Bulletin trimestriel de la Société de législation comparée, n^o 4, Octobre-Décembre 1937. Evolution comparative des droits successoraux du conjoint survivant, pages 295 et s.

IV. — *Recueils de jurisprudence*

BOYADJIEFF. — Recueil des Arrêts de la Cour Suprême de Cassation. Sofia, 1921.

LA LEGGE. — 80.I.734 et 85.II.96.

SIMÉONOFF. — Recueil des Arrêts de la Cour Suprême de Cassation. Sofia, 1936.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
§ 1. Les droits du conjoint survivant en législation	9
§ 2. La condition juridique des conjoints	17
§ 3. Evolution historique des droits successoraux du conjoint survivant	24
P R E M I È R E P A R T I E	
LE CONJOINT SURVIVANT EST UN HÉRITIER	35
CHAPITRE PREMIER. — <i>Conditions requises pour que le conjoint survivant succède</i>	37
CHAPITRE II. — <i>La quotité des droits du conjoint survi- vant</i>	51
Section 1. — Le conjoint survivant vient seul à à la succession	51
Section 2. — Le conjoint survivant vient en concours avec les parents du défunt	52
§ 1. Le conjoint survivant vient en concours avec les descendants légitimes du défunt	53
§ 2. Le conjoint survivant vient en concours à la fois avec des enfants légitimes et natu- rels du défunt	76
§ 3. Le conjoint survivant vient en concours avec des ascendants, ou avec des enfants naturels, ou avec des frères et sœurs, ou avec des ascendants et des enfants naturels du défunt	81

§ 4. Le conjoint survivant vient en concours avec des parents plus éloignés du défunt	92
§ 5. Sort du conjoint survivant d'un enfant naturel, venant en concours avec ses ascendants	94

DEUXIÈME PARTIE

LE CONJOINT SURVIVANT EST UN HÉRITIÉR RÉSERVATAIRE 97

CHAPITRE PREMIER. — <i>La quotité de la réserve du conjoint survivant</i>	103
---	-----

Section 1. — <i>La réserve du conjoint survivant lorsqu'il vient seul à la succession</i>	104
---	-----

Section 2. — <i>Le conjoint survivant vient en concours avec d'autres héritiers réservataires</i>	104
---	-----

§ 1. Le conjoint survivant vient en concours avec les descendants légitimes du testateur	105
--	-----

§ 2. Le conjoint survivant vient en concours à la fois avec des enfants légitimes et naturels du testateur	112
--	-----

§ 3. Le conjoint survivant vient en concours avec les ascendants du testateur	117
---	-----

CHAPITRE II. — <i>Les garanties de la réserve du conjoint survivant</i>	119
---	-----

TROISIÈME PARTIE

RÈGLES SPÉCIALES DÉCOULANT DE LA QUALITÉ DE CONJOINT 129

CHAPITRE PREMIER. — <i>Imputation de la réserve du conjoint survivant sur la quotité disponible</i>	129
---	-----

CHAPITRE II. — <i>L'imputation des libéralités faites au conjoint sur ses droits successoraux</i>	133
---	-----

Section 1. — L'imputation des libéralités faites par contrat de mariage	134
Section 2. — L'imputation des libéralités faites pendant le mariage	139
CHAPITRE III. — <i>Rachat des droits du conjoint survi-</i> <i>vant</i>	145
CONCLUSION	155
TRADUCTION DES PRINCIPAUX TEXTES AUXQUELS ON S'EST RÉFÉRÉ AU COURS DE L'OUVRAGE ..	159
BIBLIOGRAPHIE	169

